

*Les carnets de lecture du Cercle Turgot*

# Les carnets de lecture du Cercle TURGOT



**Jean-Louis Chambon**

*Président fondateur du Cercle Turgot*

**Jean-Jacques Pluchart**

*Professeur à l'Université Paris I*

***Préface de Michel Bon***

*Les carnets de lecture du Cercle Turgot*

**Collection Cercle Turgot**

***LES CARNETS DE LECTURE  
DU CERCLE TURGOT***

***La mémoire du Cercle Turgot***

**Jean-Louis CHAMBON**

***Président fondateur du Cercle Turgot***

**Jean-Jacques PLUCHART**

***Professeur à l'Université Paris I***

***Préface de Michel BON***

***Président du Jury du Prix Turgot***

***Avec le soutien du CFFOP***

***(Université Paris II)***

**LES CARNETS DE LECTURE  
DU CERCLE TURGOT  
La mémoire du Cercle Turgot**

	<i>pages</i>
<i>Préface</i>	3
<i>Avant-propos</i>	5
<i>Le Prix Turgot</i>	8
<i>Les auteurs des Carnets</i>	10
<i>Ouvrages du Cercle Turgot (2010 à 2014)</i>	11
<i>Ouvrages primés Turgot (1987 à 2013)</i>	15
<i>Autres ouvrages (2003 à 2014)</i>	
- 2004	45
-2005	46
-2006	50
-2007	56
-2008	72
-2009	94
-2010	112
-2011	128
-2012	144
-2013	163
-2014	179
<i>Organisation du Cercle Turgot</i>	192

## *Préface*

Les prix littéraires n'illuminent que leurs lauréats. On devine bien qu'il a fallu choisir entre plusieurs ouvrages, et des jurés pour faire ce choix. Mais tout ce qui se passe entre la marée annuelle des ouvrages édités et le prix lui-même demeure dans l'ombre. C'est bien ainsi car il faut que ce soit l'ouvrage primé qui capte toute la lumière. Mais le travail préparatoire est intéressant, lui aussi. Le prix Turgot, du meilleur livre d'Economie bénéficie de la vigilante attention des anciens élèves de l'Institut de Haute Finance, qui lisent tous les ouvrages publiés. Jean-Louis Chambon et Jean-Jacques Pluchart animent leur travail et lisent eux-mêmes tous les ouvrages qui ont passé avec succès cette première étape de lecture.

Ces « carnets », réunissent les chroniques de leurs lectures des ouvrages francophones d'économie publiés au cours des trois dernières décennies. Leurs analyses originales couvrent les 5 ouvrages collectifs déjà publiés par le Cercle Turgot, les 27 livres honorés par le prix Turgot du meilleur ouvrage d'économie financière, et plus de 200 publications économiques qu'ils ont remarquées pour leurs qualités.

Au fil de ces chroniques se retrace l'évolution depuis les années 1980, de la pensée économique des personnalités parmi les plus reconnues des mondes de l'entreprise, de la haute administration et de l'université. Elles permettent de saisir l'ampleur des mutations intervenues dans les cultures, les institutions et les comportements des acteurs socio-économiques, face à la globalisation de l'économie, aux désordres des marchés financiers et au

développement des nouvelles technologies. Elles montrent la multiplication des acteurs impliqués, des théories invoquées et des pratiques mobilisées. Elles témoignent du profond renouvellement des métiers de la finance. Elles soulignent également la diversité des tentatives de reconstruction des modèles de capitalisme, des systèmes de régulation des marchés, des modes de gouvernance des entreprises et des techniques de management des organisations. Cette mise en perspective constitue un apport supplémentaire de ces carnets et fait apparaître, en filigrane, la sagacité de leurs auteurs.

Ces carnets – la 6<sup>e</sup> publication du Cercle Turgot – contribuent donc au rayonnement du prix Turgot et attestent du dynamisme du Cercle Turgot, dont la mission est de participer aux grands débats sur les nouvelles orientations de l'économie financière.

**Michel Bon**

Président du Jury du Prix Turgot

## ***Avant-propos***

Ces « Carnets » rédigés par deux membres du Cercle Turgot, sont une invitation à la lecture des livres d'économie financière publiés depuis la création du Prix Turgot en 1987 par l'Association des anciens de l'Institut de Haute Finance. Afin d'échanger avec leurs lecteurs, les auteurs de ces Carnets avaient le choix entre différentes formules: livre, journal, cahier, dictionnaire, catalogue, galerie, blog... Respectueux de la tradition mais ouvert à la modernité, ils ont choisi la formule classique des «carnets littéraires» - en usage au siècle de Turgot - mais diffusés par des canaux modernes. Ces carnets réunissent les fiches de lecture de 220 ouvrages économiques et financiers francophones, soit publiés par le Cercle Turgot, soit ayant reçu le Prix Turgot, ayant été nommés par son Jury ou ayant été remarqués par les auteurs de ces Carnets, notamment pour leur caractère visionnaire.

### **Le Cercle Turgot**

Centre de réflexions et d'analyses financières traitant des grands sujets économiques et sociaux, le Cercle Turgot a pour vocation d'encourager les auteurs, de favoriser la recherche fondamentale et appliquée dans ces domaines, la pédagogie, principalement en économie financière et de promouvoir les jeunes talents, économistes, auteurs et chercheurs. L'association édite des ouvrages, des rapports, organise ou participe à des colloques, séminaires, conférences ou débats. L'Association se compose, outre les membres d'honneur, de membres fondateurs, associés, actifs, des lauréats des éditions du prix Turgot, des représentants de l'économie, de la finance et de l'entreprise. Le Cercle soutient l'événement annuel du prix Turgot du meilleur livre d'économie financière créé sous le haut patronage du ministère de l'Économie et des Finances, et le Prix FFA-Turgot de la Francophonie en étroite liaison avec l'Association des élèves et anciens élèves de l'Institut de haute finance (IHIFI).

Les livres chroniqués dans ces carnets représentent moins de 5 % des publications économiques francophones parues au cours du dernier quart de siècle, mais ils n'en sont pas moins représentatifs des courants de pensée qui ont traversé les milieux professionnels et intellectuels. Les principaux thèmes traités dans les ouvrages chroniqués dans ces Carnets ont porté, d'une part, sur la confrontation des modèles de capitalisme, d'autre part, sur les mutations des modèles de gouvernance des Etats et des entreprises, et enfin, après le tournant du siècle, sur les conséquences théoriques et pratiques des crises qui ont frappé les économies occidentales. La plupart des auteurs se sont attachés à analyser les nouvelles stratégies, dispositions réglementaires, techniques financières et pratiques managériales, mises en œuvre afin de surmonter les crises.

Un des thèmes les plus fertiles de la littérature économique des trois dernières décennies a concerné les différents systèmes de capitalisme, modèles de société et/ou économies de marché, qui ont marqué ou devraient marquer la « fin de l'histoire ». Les portées et les dérives des modèles néo-libéral (anglo-saxon), social de marché (« rhénan »), social-démocrate (« scandinave »), socialiste de marché (« chinois »), administré (« méditerranéen »)..., ont été ainsi radiographiés de plus en plus finement, en quête d'un « capitalisme idéal », d'une « troisième voie » socio-économique ou d'un nouveau modèle de « société à visage humain ».

Une autre thématique également porteuse a été consacrée aux modèles de gouvernance des Etats et des entreprises. La construction, au cours des années 1980 et 1990, d'un modèle de gouvernance financière créateur de valeur pour l'actionnaire, a précédé sa déconstruction au cours des années 2000, au profit d'un modèle - encore émergent - de gouvernance orientée vers

tous les partenaires de l'entreprise, ainsi invitée à devenir « socialement responsable » et « citoyenne ». Ce courant a été enrichi par les avancées des théories, des référentiels normatifs, des réglementations et des comportements favorables au développement durable, à la confiance en affaires et à l'éthique managériale. La mission des banques centrales (notamment de la Banque Centrale Européenne), la régulation des marchés financiers, la réglementation de la « bancassurance », la gouvernance des établissements financiers et notamment, le développement de la banque parallèle (*shadow banking*), alimentent, plus particulièrement depuis 2008, les questionnements des décideurs politiques, des banquiers et des économistes.

Une attention récurrente depuis les années 1990, a été portée aux nouvelles techniques financières (de valorisation des titres, de *trading*, d'*asset management*, de couverture des risques, notamment par la titrisation des créances, d'ingénierie financière, juridique et fiscale, de traitement de la psychologie des investisseurs...). Les innovations appliquées aux technologies de l'information et de la communication, et à certaines pratiques innovantes de management (notamment en matière de gestion des ressources humaines et de gestion des risques) ont également suscité l'intérêt des auteurs des ouvrages cités dans ces Carnets. Certains paradigmes de la comptabilité (comme la comptabilité européenne en coûts historiques) et de la finance moderne (comme le « modèle brownien » appliqué dans toutes les salles de marché) ont été notamment contestés. Face à une certaine « faillite des économistes », une fertilisation croisée entre l'économie, la sociologie, la philosophie, et même la psychanalyse, est préconisée par un nombre croissant d'observateurs éclairés des dernières crises.



Les diverses problématiques soulevées par certaines dérives managériales, comme la faillite frauduleuse d'Enron (2001), par le gonflement et l'éclatement des bulles internet (1999) puis immobilière (2007), par les dysfonctionnements bancaires (depuis 2008), par la crise de la zone euro (2011)... ont également alimenté les réflexions des praticiens et des experts depuis une quinzaine d'années. Leurs publications ont réanimé le vieux débat entre les anciens (« Friedman contre Keynes ») et les modernes (à la recherche de nouvelles formes de régulation des marchés).

Au cours des trois dernières décennies, les ouvrages d'économie financière francophones montrent une certaine « fuite en avant », qui reflète l'inquiétude de « l'homme du XXI<sup>e</sup> siècle » face aux dérèglements des grands systèmes et à l'impuissance des dirigeants à les réguler. Ces ouvrages ont été en effet rédigés par des auteurs présentant des statuts de plus en plus variés (praticiens et experts publics et privés), relevant de champs de plus en plus larges (économie, droit, science politique, sociologie, psychologie, philosophie...) et convoquant, dans chacun de ces champs, des idéologies et des théories de plus en plus éclectiques. Ils ont été restitués sous des formes de plus en plus collectives et variées (analyses documentaires, récits historiques, articles scientifiques, rapports d'experts, témoignages d'observateurs, enquêtes, programmes...). Ces carnets de lecture illustrent donc, au-travers des 220 livres présentés, la grande richesse des débats d'idées qui ont animé les milieux professionnels et les communautés intellectuelles francophones au cours des trente dernières années. Leur fidèle restitution dans ces Carnets s'inscrit donc bien dans la mission du Cercle Turgot, qui est de contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes économiques et financiers contemporains.

## Le Prix Turgot

Le Prix Turgot a été créé par l'Association des Elèves et Anciens Elèves de l'Institut de Haute Finance. Le prix de l'AEAEIHFI, créé en 1987, a été rebaptisé Prix Turgot en 1992. Le premier prix de l'AEAEIHFI a été décerné en 1987 au livre de Charles Goldfinger (*La géofinance*), mais le premier prix officiel Turgot a honoré l'ouvrage de Philippe Jurgensen (*Ecu, naissance d'une monnaie*).

Le Prix fait référence à Turgot, « grand argentier » de Louis XVI, car il s'est efforcé d'engager des réformes financières et fiscales qui préfigurent celles de l'économie moderne. Le Prix Turgot est placé sous le haut patronage du Ministère de l'Economie et des Finances. Il est décerné chaque année aux meilleurs livres francophones de finance et d'économie. Les œuvres primées ou nominées doivent contribuer, pour certaines, à élargir le lectorat d'auteurs déjà reconnus, et pour d'autres, à révéler des auteurs encore méconnus offrant de nouveaux regards sur la finance, tout en restant accessibles à un public éclairé.

Le « grand prix », le « prix spécial », le « prix des ouvrages collectifs », le « prix de la francophonie » et le « prix des nouveaux talents », ainsi que les livres nominés, sont sélectionnés par un Grand jury composé de vingt hautes personnalités des milieux parlementaire, administratif, bancaire, industriel et universitaire. La sélection du Grand jury est préparée par un Club de lecture dont la quinzaine de membres actifs - diplômés de l'IHFI - exerce ou a exercé des responsabilités financières en entreprise. Le Club se réunit une fois par mois au Musée de la Chasse à Paris, afin d'échanger ses observations, impressions et émotions, à la lecture des 200 à 250 ouvrages significatifs publiés chaque année en langue française dans les domaines de l'économie financière. Le Club cherche à respecter les valeurs de liberté de pensée, de curiosité d'esprit, d'égalité d'expression et de convivialité, qui avaient fait le succès des salons littéraires du XVIIIe siècle, fréquentés notamment par le baron Turgot.

## ***L'Institut de Haute Finance et l'Association des Anciens Elèves de l'Institut de Haute Finance***

**L'IHFI**, dirigé par le professeur Philippe Dessertine, a été fondée en 1972 par le président Georges Pompidou. Ouvert aux professionnels de la finance, l'Institut délivre des diplômes de master (bac + 5) de gestion financière (habilités par l'Université de Nanterre), permettant d'accéder à un doctorat de finance. L'IHFI, qui relève du groupe de l'Institut Français de Gestion (IFG), fonctionne en partenariat avec des universités étrangères, parmi lesquelles New York University.

**L'AEAEIHFI** (Association loi de 1901), présidée par Jean-Louis Chambon, réunit depuis 1987 les élèves et les anciens élèves (47 promotions) de l'IHFI. Sa principale mission est de contribuer au rayonnement de l'IHFI et du prix Turgot (dont elle détient les droits de propriété intellectuelle). Ses adhérents occupent principalement des postes de cadres-dirigeants ou supérieurs, principalement dans des fonctions financières.

### ***Les auteurs des Carnets de lecture***

**Jean-Louis Chambon**, ancien élève de l'IHFI, de l'Institut Supérieur de Banque et de l'IHEPS, est président fondateur du Cercle Turgot, président du prix Turgot, président de l'AEAEIHFI, past-président de la Fédération Nationale Des Cadres Dirigeants, past-directeur au Crédit Agricole, chroniqueur dans différentes revues financières, à Canal Académie (Institut de France) et à RCF.

**Jean-Jacques Pluchart**, diplômé de sciences po et de l'IHFI, docteur d'Etat en économie et habilité à diriger des recherches en gestion, est professeur à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, après avoir exercé des fonctions financières au sein du groupe Total. Il est l'auteur ou le co-auteur de 32 ouvrages et d'une centaine d'articles et de communications. Son livre sur l'ingénierie financière de projet a reçu le prix spécial Turgot 2000. Il est administrateur du Cercle Turgot et vice-président de l'AEAEIHFI.

## **Ouvrages du Cercle Turgot**

(publiés aux éditions Eyrolles, dans la collection Turgot)

### **REPENSER LA PLANETE FINANCE.**

**Regards croisés sur la crise financière**

**Collectif sous la direction de J-L. Chambon, J-H.David et M.Bon**

**Edition Eyrolles, 2009, 287 pages.**

Trente banquiers, économistes, historiens, sociologues, psychologues... se sont réunis pour analyser cet événement historique représenté par la crise financière et bancaire qui a éclaté aux Etats Unis en 2007 et s'est propagée à toute l'Europe. Les experts du Cercle Turgot, en s'appuyant sur leurs riches expériences et leurs vastes connaissances, livrent leurs lectures personnelles de cette crise. La diversité des parcours et des métiers de chacun d'eux permet de mieux comprendre les difficultés et interactions spécifiques à cette crise financière mondiale. L'ouvrage adopte des approches à la fois nouvelles et originales de la crise: les insuffisances du leadership, la reconfiguration du métier de dirigeant, les apports de la finance comportementale, la reconstruction nécessaire du libéralisme, les conséquences géopolitiques de la crise...L'ouvrage propose ainsi une réflexion pluraliste afin de mieux préparer l'après crise.

### **CHINAMERIQUE. Un couple contre-nature ?**

**Collectif sous la direction de J-L. Chambon**

**Edition Eyrolles, 2010, 282 pages.**

"Les relations entre la Chine et les États-Unis vont façonner le XXI<sup>e</sup> siècle" : par cette déclaration, Barack Obama annonçait-il un "pacte faustien", prix à payer pour sortir de la grande crise mondiale ? Les années 2000 ont révélé les liens puissants, complexes et apparemment « contre-nature », tissés entre ces deux pays dans de multiples domaines. Ces liens créent une forme de solidarité et d'interdépendance sans précédent entre deux grands Etats-nations. Ces relations induisent-ils une forme particulière « d'alliance objective » ou un type nouveau de coopération entre les deux plus

grandes économies mondiales ? Cette logique les conduit-elle la première hyperpuissance planétaire - la Chinamérique - à se partager le « directoire mondial » ? Les experts du Cercle Turgot passent au crible les aspects géopolitiques, les mythes et les réalités de cette vaste problématique. En analysant les alternatives possibles, les risques et les bénéfices potentiels de la Chinamérique, les auteurs explorent le "monde d'après".

**RIGUEUR OU RELANCE ? Le dilemme de Buridan,  
Nicolas Bouzou, Philippe Marini, Jean-Louis Chambon, Jacques-  
Henri David  
Editions Eyrolles, 2011, 216 pages**

La plupart des pays occidentaux, à la fois surendettés, désindustrialisés et épuisés par leurs modèles sociaux, sont confrontés à l'un des grands défis de leur histoire. Comment concilier les enjeux contradictoires d'une relance économique créatrice d'emplois et d'une rigueur fiscale et budgétaire attendue par les marchés financiers. Chacune de ces deux options difficilement conciliables comporte des implications économiques et sociales plus ou moins contrôlables. Les gouvernements européens sont confrontés au dilemme de Buridan. Leur hésitation risque d'être préjudiciable aux générations actuelles et surtout futures, qui devront payer le prix du laxisme ? S'inspirant des leçons prodiguées (tardivement) au roi Louis XVI par son ministre Turgot, les auteurs se livrent à un diagnostic sans concession de la situation actuelle de l'Europe occidentale et notamment de la France. L'analyse met en lumière les véritables enjeux d'une dette publique excessive. Elle souligne les parts d'irrationnel dans les peurs qu'elle suscite. Les auteurs proposent enfin des solutions originales à cette quadrature du cercle, et invitent les dirigeants politiques à agir sans tarder.

## **GRANDEUR ET MISERE DE LA FINANCE MODERNE**

**Collectif sous la direction de J-L. Chambon et de J-J. Pluchart  
Editions Eyrolles, 2013, 424 pages.**

Pas moins de 45 membres du Cercle Turgot échangent, dans cet ouvrage monumental, leurs visions des multiples événements qui ont déstabilisé la « planète finance » depuis le début des années 2000 : les affaires Enron et Madoff, la crise des *subprimes*, le dérèglement des marchés immobiliers et financiers, la déstabilisation de la zone euro, les dysfonctionnements des systèmes bancaires... L'ouvrage a été organisé en trois parties. Chacune d'elles vise à éclairer le sens des mutations des paradigmes de la finance moderne, des modes de régulation financière et des modèles bancaires. Ces changements de paradigmes, de modèles et de systèmes financiers – leur mise en perspective, l'exploration de leurs alternatives, la mesure de leurs portées économiques et sociales – soulèvent autant de questionnements auxquelles les experts du Cercle Turgot s'efforcent de proposer des solutions.

## **APRES LA RECESSION...INFLATION OU DEFLATION**

**Collectif sous la direction de Pierre Sabatier  
Editions Eyrolles, 2014, 157 pages.**

Les dix auteurs (financiers, hauts-fonctionnaires, universitaires) s'efforcent de répondre aux principales questions que se posent les décideurs politiques et économiques, mais aussi, les citoyens de tous les pays occidentaux. Ces questions opposent notamment les économistes de l'Ancien et du Nouveau Continent : quelles leçons tirer de l'histoire et quels modèles appliquer parmi les nombreuses théories relatives à la formation des prix ? Comment échapper à une déflation « à la japonaise » ? Comment les variations de prix sont-elles perçues et anticipées par les consommateurs et les producteurs ? Quels impacts les énergies nouvelles auront-elles sur les prix à la consommation ? Quels seront les implications de l'enrichissement des ménages sur la formation des prix ? Quels seront les effets de l'urbanisation mondiale sur les prix agricoles ? Quelles ont été les interactions entre dette publique et inflation à-

travers l'histoire ? Quelles sont les connexions entre les prix à la consommation et les prix des actifs financiers ?... Les auteurs confrontent leurs réflexions et apportent des réponses argumentées et originales à ces questionnements parmi les plus cruciaux que doivent affronter les décideurs politiques et leurs conseillers économiques.

### **SHADOW BANKING : la régulation de la finance parallèle Collectif en préparation (collection Turgot)**

Le *shadow banking* recouvre divers modes plus ou moins complexes de financement alternatifs, dont la disparité rend la régulation d'autant plus délicate : *private equity*, fonds de placement, fonds d'investissement, fonds monétaires non cotés, crédit coopératif, crédit inter-entreprises..., qui donnent lieu à des classifications différentes selon les institutions financières. Leurs encours sont estimés à plus de 70 trillions \$, soit un montant supérieur au PIB consolidé mondial. Les systèmes de régulation devraient être adaptés à chacun des canaux spécifiques de financement de l'économie réelle, mais ils risquent d'être contournés par des innovations financières. L'ouvrage compare les différentes formes du *shadow banking* observées aux Etats Unis, en Europe et en Asie, puis explore les systèmes en mesure d'en assurer la régulation.

## Ouvrages primés par le jury du Prix Turgot (GRAND PRIX D'HONNEUR ou \*Prix spécial Turgot)

### Sommaire

LA GEOFINANCE, 1987  
LES POSSEDES DE WALL STREET, 1988  
VIVE LE FRANC, 1989  
LA REPUBLIQUE DES LOUPS, 1990  
FINANCEMENT DE L'ECONOMIE ET POLITIQUE FINANCIERE, 1991  
ECU, NAISSANCE D'UNE MONNAIE, 1992  
GEOLOGIQUE ET STRATEGIE D'ENTREPRISES, 1993  
LE COMBAT DE LA FRANCE, 1994  
LA TYRANNIE DES MARCHES, 1 995  
LA GUERRE DE SEPT ANS, 1996  
LES QUADRATURES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, 1997  
MARTINGALES ET MARCHES FINANCIERS, 1998  
MARX A LA CORBEILLE, QUAND LES ACTIONNAIRES FONT LA  
REVOLUTION, 1999  
ECONOMIE DES EXTREMES, 2000  
*L'ingénierie financière de projet, 2000\**  
LE COMMERCE DES PROMESSES, 2001  
*L'euro et la banque centrale européenne, 2001\**  
FACE AU MARCHE, LA POLITIQUE, 2002  
LA BOURSE. RUPTURE ET RENOUVEAU, 2003  
LA VALORISATION STRATEGIQUE ET FINANCIERE, 2004  
PSYCHOLOGIE DE L'INVESTISSEUR ET DES MARCHES  
FINANCIERS, 2005  
L'ARGENT, LA FINANCE ET LE RISQUE, 2006  
LES INCENDIAIRES, 2007  
LE ROMAN VRAI DE LA CRISE, 2008  
LA BANQUE DE L'APRES-CRISE, 2009  
LA SOCIETE TRANSLUCIDE, 2010  
LE GRAND BASCULEMENT, 2011  
*La confiance en gestion, un regard pluridisciplinaire, 2011\**  
RICARDO REVIENS ! ILS SONT RESTES KEYNESIENS, 2012  
*L'empire de la valeur, 2012\**  
CHOMAGE : INVERSER LA COURBE, 2013



**LA GEOFINANCE.  
POUR COMPRENDRE LA MUTATION FINANCIERE,  
Charles Goldfinger  
Edition du Seuil, 1987, 422 pages.  
*Prix AEAIEHFI 1987***

Le livre de Charles Goldfinger - consultant international spécialiste de la finance et des technologies de l'information et de la communication (TIC), responsable du réseau bancaire SWIFT - délivre un message prémonitoire à la communauté financière. Il présente la « géofinance – ou « globalisation financière » - comme une activité symbolique de l'ère post-industrielle. Elle s'est développée depuis l'abandon du système des changes fixes. Sa nature est instable car elle recouvre moins l'échange d'argent que d'informations incomplètes ou incertaines. Elle sur-réagit aux annonces de déséquilibres de l'économie réelle et est sensible aux comportements spéculatifs – parfois passionnels et irrationnels - des acteurs des marchés financiers. Malgré ses insuffisances, l'organisation de ces marchés n'en demeure pas moins préférable à des formes apparemment plus démocratiques comme le micro-crédit. La finance moderne, comme les TIC, engendre des images équivoques, des discours contradictoires et des comportements paradoxaux, en raison de l'attraction et des craintes qu'elle suscite. Malgré la sophistication de ses modèles, la « géofinance » demeure encore méconnue de ses « apprentis sorciers ». Le livre est rédigé dans un style intuitif et puissant qui renforce la portée du message délivré par son auteur.

**LES POSSEDES DE WALL STREET  
Dominique Nora  
Editions Denoel, 1988, 318 pages.  
*Prix AEAIEHFI 1988***

Dominique Nora (journaliste à Libération) relate, dans un style à la fois documenté et vivant, les grandes offres publiques d'achat qui ont animé le marché financier américain au cours des années 1980 : les raids de Jimmy Goldsmith sur Goodyear et Crown Zellenbach, l'OPA de Carl Icahn sur TWA, l'opération de Boone Pickens sur Unocal... La décennie 1980 a été en effet traversée par un vaste mouvement

de libéralisation des marchés et de dérégulation de l'industrie financière, sous l'impulsion de l'École de Chicago dominée par Milton Friedman. L'auteur met en lumière les finalités des raids (améliorer la rentabilité de la cible), leurs circonstances (sa sous-capitalisation boursière), leurs montages financiers (des « ratissages » boursiers suivis d'une OPA sur la cible avec « effet de levier »), les manoeuvres des protagonistes (raiders, cibles, « chevaliers blancs », banques...), les mesures prises par les régulateurs et les tribunaux, les réactions de la presse et de l'opinion publique... Elle dresse des portraits saisissants des figures emblématiques de raiders, qualifiés de « gardiens des lois du marché » et de « vestales du temple du capitalisme ». Elle administre une leçon magistrale d'ingénierie financière et brosse une des premières grandes sagas du capitalisme financier, où la réalité dépasse la fiction.

## **VIVE LE FRANC**

**Michel Develle**

**Edition Ollivier Orban, 1989, 262 pages.**

***Prix AEAIEHFI 1989***

L'auteur (Directeur des études de la banque Paribas) retrace l'histoire du franc depuis les années 1960. Il analyse les forces et les faiblesses de la monnaie nationale, dont les fluctuations plus ou moins erratiques ont subi les effets conjugués d'une inflation galopante (engendrée par deux chocs pétroliers), de charges fiscales et sociales grandissantes et d'une compétitivité industrielle déclinante. Ces dérives ont été sanctionnées par dix dévaluations du franc entre 1969 et 1988. L'auteur s'interroge notamment sur les raisons de la baisse tendancielle du franc face au mark et sur les voies de restructuration du Système Monétaire Européen. Il propose un ensemble de mesures techniques, d'inspiration libérale, visant à renforcer la compétitivité des entreprises, à rééquilibrer la balance des paiements et à résister aux attaques du franc sur le marché international des changes. L'ouvrage est solidement construit et documenté. Il est rédigé dans un style polémique mais rigoureux.

## **LA REPUBLIQUE DES LOUPS**

**Airy Routier**

**Edition Calmann-Levy, 1990, 278 pages.,**

**Prix AEAIEHFI 1990**

L'ouvrage d'Airy Routier (journaliste économique) retrace, avec un rare souci de la mise en scène, les multiples affaires qui ont marqué les nationalisations puis les privatisations des groupes industriels et financiers français au cours des années 1980. Cette période d'allers et retours a été notamment marquée par la tentative avortée de prise de contrôle de la Société Générale par le réseau de Georges Pébereau, par la faillite de Creusot-Loire et par le délit d'initiés dans l'offre publique d'achat de Péchiney sur Triangle. Ces opérations ont impliqué une élite restreinte de hauts fonctionnaires, de banquiers et d'industriels issus des mêmes grandes écoles. L'auteur décrit les personnalités des acteurs, analyse leurs logiques parfois opposées, dissèque leurs manœuvres et en mesure les conséquences, parfois contraires à l'intérêt national. Il révèle par quels arcanes la régulation économique française est passée d'un « colbertisme industriel » à un « capitalisme financier » dominé par les « patrons du CAC 40 ». Il montre comment s'est reconstitué le « complexe étatico-industriel » français, comment la culture et le comportement de l'Etat sont apparus « multiples, parfois contradictoires ». Il met son style clair et élégant au service d'une meilleure compréhension des événements qui ont contribué à mettre en place le « capitalisme à la française ».

## **ECU, NAISSANCE D'UNE MONNAIE**

**Philippe Jurgensen**

**Edition JC Lattès, 1992, 345 pages.**

**1<sup>er</sup> Prix Turgot 1992**

Philippe Jurgensen, directeur général de la Caisse Centrale de Coopération Economique, résume l'esprit de son livre par un hommage à Pierre Werner, auteur du rapport éponyme publié en octobre 1970: « *Ce petit homme actif, toujours sur la brèche, qui cumule dans son pays un nombre impressionnant de portefeuilles* ». Le « rapport Werner » concluait à la nécessité d'établir par étapes, avec un premier palier de trois ans, une union monétaire entre les Etats membres. L'auteur analyse, dans un style illustré et rigoureux,

les mécanismes, systèmes et « serpents » qui ont jalonné la préhistoire de l'euro. Il souligne la difficulté, avant l'avènement de l'écu, de concilier la semi-fixité des taux de change, la liberté des mouvements de capitaux et l'harmonisation des taux d'intérêt. L'auteur montre que le rôle de l'écu dans l'Union monétaire européenne « *n'allait pas forcément de soi dès l'origine* ». Son cours correspond à la moyenne pondérée des monnaies nationales dont la date de naissance remonte à avril 1975, c'est-à-dire quatre ans avant l'officialisation du Système Monétaire Européen. Philippe Jurgensen recense ses différents usages (unité de compte, instrument de règlement, avoirs de réserve...) et souligne la forte croissance des emprunts obligataires en écus passés de 200 millions en 1981 à plus de 14 milliards en 1990. Avant d'abandonner le deutschemark au profit de l'écu, les dirigeants de la Bundesbank vont multiplier les demandes de garantie. Dans une formule prémonitoire, Philippe Jurgensen conclut qu'il n'y a plus qu'à miser sur « *une sorte d'idée de l'Europe qui triomphe des empêchements politiques* ».

## **GÉOPOLITIQUE ET STRATEGIE D'ENTREPRISES – CREANCES ET CROYANCES**

**Alain Simon**

**Edition Interface, 1993,**

**Prix Turgot 1993**

L'auteur soutient avec talent que toute stratégie d'entreprise doit être géostratégique. La dernière guerre mondiale s'est poursuivie sur le front économique. La plupart des crises monétaires et financières n'ont été que des batailles gagnées par les Etats-Unis grâce à leur supériorité financière et idéologique. Les stratégies développées alors par la plupart des entreprises occidentales ont été directement influencées par cet environnement conflictuel. L'auteur livre là une clé de compréhension des problématiques – souvent inexplicables - auxquelles sont confrontées les entreprises. Peut-être trop d'informations tue-t-il le sens ? Cette grille de lecture permet de sélectionner les informations utiles dans l'océan de données dont sont abreuvés les dirigeants des entreprises. Alain Simon revisite les grandes questions actuelles : la construction européenne à la croisée des chemins, les ambitions empêtrées des États-Unis, la croissance de la Chine, le terrorisme islamiste, le conflit entre Israéliens et

Palestiniens, les politiques monétaires et commerciales des grandes nations...Le regard proposé est parfois paradoxal, l'économie croise la diplomatie, les créances reposent sur des croyances... au risque d'être discréditées.

## **LE COMBAT DE LA FRANCE**

**Christian Saint-Etienne**

**Edition Eska, 1993,**

***Prix Turgot 1994***

Professeur d'économie, ancien expert auprès du FMI et de l'OCDE, Christian Saint-Etienne analyse sans complaisance les faiblesses économiques de la France. Après d'utiles rappels historiques sur la formation de l'Etat, il dresse un saisissant parallèle entre la fin du XXe siècle et la chute de l'Ancien Régime. L'aristocratie au pouvoir semble plus soucieuse de défendre ses privilèges et ses postes que de contribuer à la modernisation du pays. La docilité du citoyen est obtenue par quelques promesses de distribution de pain ou de redistribution des revenus. L'auteur dénonce notamment les élus et l'administration dont la seule politique repose sur la pression fiscale. Dans une économie ouverte et globale, la France, dont les dépenses publiques absorbent la moitié de la richesse nationale, fait figure de dinosaure du socialisme. Comment dans ces conditions, la France peut-elle être encore la 4<sup>e</sup> puissance économique mondiale ? Le fossé avec l'Allemagne ne cesse de se creuser. La multiplication des interventions de l'Etat a transformé l'économie en une sorte « d'omnibus qui aurait un moteur insuffisant et trop de places assises ». La priorité ne doit-elle pas être de produire avant de répartir.

## **LA TYRANNIE DES MARCHES. Essai sur l'économie virtuelle**

**Henri Bourguinat**

**Edition Economica, 1994.**

***Prix Turgot 1995***

Professeur de sciences économiques, fondateur de l'un des premiers centres de recherche français en économie monétaire et financière internationale, Henri Bourguinat, publie son premier livre grand public, dans lequel il appelle les responsables à adapter leurs politiques à

l'économie de marchés, comme le navigateur sait s'accommoder des vents contraires. Les marchés ne sont-ils pas les successeurs de *Big Brother* ? ils dictent les politiques des pays, modèlent selon leurs volontés la structure des sociétés. Ainsi, le degré de liberté de la politique monétaire française est proche de zéro. Elle est prisonnière des critères de convergence de l'Union européenne. La politique fiscale est dictée par la peur de fuite des capitaux. La politique économique est réduite à quelques mesures cosmétiques. La communication des hommes politiques est sous l'emprise de la réaction des marchés. Si ces derniers ont souvent raison, ils peuvent aussi se tromper, comme en témoigne l'éclatement en 1992 de la bulle immobilière. Si le marché permet des régulations, elles sont brutales et coûteuses. Il faut trouver un nouveau style de politique économique, qui intègre les réactions des marchés tout en maintenant un cap à long terme. La solution ne réside-t-elle pas dans une troisième voie – certes étroite - entre le libéralisme et l'interventionnisme. Les économistes devraient contribuer davantage à ce débat, plutôt que de se demander qui est keynésien ou monétariste. L'auteur est convaincu qu'il subsiste encore des marges de manœuvre monétaires, fiscales, structurelles... Il s'interroge sur l'intérêt de l'adhésion de la France à l'euro, qui lui ôterait toute latitude monétaire. Si les Etats-Unis continuent à maintenir un dollar faible, la zone euro serait dans une situation très difficile. Il soutient toutes les mesures favorables à l'autonomie économique. Il dénonce certains méfaits de «l'économie virtuelle», les «manipulateurs de symboles» occultant le travail des producteurs industriels et contribuant à déconnecter la sphère virtuelle de la sphère réelle. Autant de réflexions prémonitoires !

## **LA GUERRE DE SEPT ANS**

**Eric Aeschiman, Pascal Riché,**

**Ed.Calmann-Levy, 1996, 339 pages.**

***Prix Turgot 1996***

Les auteurs (journalistes économiques) relatent, dans un style à la fois précis et vivant, la polémique qui a opposé hommes politiques, hauts fonctionnaires, experts et journalistes, entre 1989 et 1996, sur la politique monétaire de la France. Les partisans du « franc fort » -

précurseurs de la « pensée unique » - ont prôné une rigueur à la fois monétaire, budgétaire et salariale, afin de bénéficier de faibles taux d'intérêt sur le marché international et de rendre l'industrie française plus compétitive. Ses détracteurs, qui associaient le « franc fort » à « Francfort » (siège de la Bundesbank) – le rendaient responsable du ralentissement économique, de la montée du chômage et du creusement du déficit commercial, qui ont sévi au cours des années 1990, mais aussi, du krach immobilier de 1992 et des faillites bancaires. Le « dogme monétaire sanctuarisé » par le gouvernement était alors critiqué par les plus grands économistes mondiaux, comme Solow, Friedman, Allais et Galbraith. Les auteurs montrent - au travers des dialogues parfois animés entre les protagonistes de la « bataille du franc » -, la « difficile réconciliation de la France avec l'économie de marché ». Ils retracent les origines d'une orthodoxie monétaire qui s'est poursuivie au cours des années 2000 avec l'adoption de l'euro.

## **LES QUADRATURES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE**

**Frédéric Lordon**

**Edition Albin Michel, 1997.**

***Prix Turgot 1997***

Frédéric Lordon, directeur de recherche au CNRS, s'interroge sur l'avenir de la monnaie unique. Il souligne les dissensions qui opposent les partisans français et allemands de la déflation compétitive. En cas d'adoption de l'euro, les politiques budgétaires et monétaires deviendraient inefficaces. De telles politiques doivent tenir compte de l'« opinion globale » des agents économiques, notamment celle des marchés financiers. Ces derniers ne seraient plus régulés par des lois économiques objectives, mais en référence aux représentations partagées par les acteurs de la finance internationale. En bon régulationniste, l'auteur se demande si ce changement préfigure l'émergence d'un régime de croissance alternatif au régime fordiste des Trente Glorieuses. Pour l'auteur, la situation actuelle serait favorable à une remise en cause de la déflation compétitive en vigueur depuis les années 1980. Son analyse pourfend donc les défenseurs de la « pensée unique ». Il inaugure une analyse originale sur les nouvelles contraintes qui pèsent sur la politique économique nationale.

## **MARTINGALES ET MARCHES FINANCIERS**

**Nicolas Bouleau,**

**Edition Odile Jacob, 1998, 214 pages.**

***Prix Turgot 1998***

L'auteur (professeur à l'Ecole des Ponts et Chaussées) soulève une des grandes problématiques de la finance moderne : les marchés financiers sont-ils régulables par des modèles mathématiques ou soumis à des mouvements chaotiques ? Il se propose « d'aborder la finance par les mathématiques ». Il est ainsi conduit à retracer l'évolution des modèles et des instruments financiers en usage sur les places de marchés mondiales, depuis la théorie pionnière de Louis Bachelier (1900) jusqu'aux derniers modèles stochastiques, en passant par la fameuse formule de valorisation des options financières, due à Black, Scholes et Merton (1973). Cette rétrospective – retracée dans un vocabulaire toujours accessible – est assortie de réflexions éclairantes sur les rapports entre la science et la spéculation, sur les illusions du hasard, sur les pratiques financières et les valeurs morales. L'auteur soulève enfin des questionnements prémonitoires sur la pertinence des fondements « browniens » des modèles financiers, sur la notion d'efficience des marchés, sur la notion de risque et sur les nouveaux rapports de pouvoir sur les marchés boursiers. Il contribue ainsi à éclairer la relation complexe entre les marchés financiers, la démocratie et la science.

## **MARX A LA CORBEILLE, QUAND LES ACTIONNAIRES FONT LA REVOLUTION**

**Philippe Manière,**

**Edition Stock, 1999**

***Prix Turgot 1999***

Philippe Manière exprime l'inquiétude du citoyen face au pouvoir envahissant du capital financier. Pourtant, par son vote en assemblée, l'actionnaire n'a jamais eu autant de pouvoir sur les dirigeants des entreprises cotées en bourse. Il en détient plus que le citoyen sur les gouvernants. Le capitalisme secrète naturellement ses propres contre-pouvoirs ; il favorise le retour du citoyen. Les « citoyens-



actionnaires » peuvent défendre collectivement leurs intérêts vis-à-vis des dirigeants d'entreprises, plus encore que leurs droits vis-à-vis des hommes politiques. Les propriétaires des entreprises ont été longtemps passifs, mais aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Suisse ou en Corée, le rapport de force s'inverse. La France n'échappera pas à ce mouvement. Organisés en associations ou représentés par les dirigeants des Sicav ou des fonds de pension, les actionnaires posent leurs exigences : sélection et rétribution du P-DG, contrôle de sa stratégie, surveillance de sa politique sociale... ; c'est l'instauration d'une nouvelle "propriété collective des moyens de production" chère aux marxistes. Le capitalisme ne s'est pas autodétruit ; seul le pouvoir oligarchique a presque disparu, car les grandes familles ont dû coté leurs affaires en bourse et en sont le plus souvent devenus minoritaires. Le peuple contrôle désormais le capital, sans réellement le savoir. Marx n'avait pas imaginé que le capitalisme serait la courroie de transmission de son projet de société.

## **ECONOMIE DES EXTREMES**

**Daniel Zajdenweber**

**Edition Flammarion, 2000.**

***Prix Turgot 2000.***

Ce livre apparemment statistique est en réalité un ouvrage d'économie politique. A la suite de Mandelbrot (les « fractales ») et de Taleb (le « cygne noir »), il montre que certains événements extrêmes sont considérés comme « anormaux » et donc, sont peu étudiés, mais qu'ils peuvent avoir des effets déterminants, dans un sens souvent défavorable (par exemple sous forme de krachs ou de crises), sur le fonctionnement d'une économie, sur l'équilibre d'une société ou simplement, sur le patrimoine d'un particulier. Ces événements sont la conséquence inévitable du progrès technologique, de la croissance économique et de la concentration des richesses. Un producteur de films sait que neuf fois sur dix, il risque de perdre, mais qu'une fois sur dix, il pourra gagner beaucoup. Cette anticipation rationnelle condamne les petits producteurs, incapables de faire face à des pertes récurrentes. Les métiers de l'assurance, de la propriété industrielle, de la bourse... font appel à ce type de raisonnement. Si les marchés d'actions et de matières premières sont en

théorie efficients, ils n'en sont pas moins soumis aux biais psychologiques qui frappent certains investisseurs et traders. L'auteur constate que les économistes demeurent largement impuissants à appréhender ces phénomènes. C'est pourquoi propose des outils d'analyse, d'évaluation et d'encadrement des risques extrêmes

## **L'INGENIERIE FINANCIERE DE PROJET**

**Jean-Jacques Pluchart**

**Editions d'Organisation, 2000.**

***Préface de Frank Bournois***

*Prix spécial Turgot 2000*

L'ingénierie financière de projet (*project financing*) constitue - du moins en France - une discipline relativement méconnue de la finance moderne. Elle conjugue diverses techniques financières, juridiques, comptables, fiscales, commerciales, sociales, organisationnelles..., marquées par des évolutions rapides. La mise en œuvre de ces techniques est illustrée par une cinquantaine d'exemples, couvrant les montages de grands projets de tunnels et de ponts (eurotunnel...), d'autoroutes, de complexes industriels... dont certains sont engagés dans des zones à fort risque-pays. Le *project financing* hérite d'une longue histoire remontant aux premiers « arrangements » financiers des « grandes courses » de la Renaissance et des expéditions coloniales, et passant ensuite par les financements de canaux, de chemins de fer, de grands ouvrages industriels, puis de projets énergétiques et aérospatiaux. L'auteur décrit les phases successives des montages: évaluation de la rentabilité du projet, analyse et couverture des risques, recherche de financements, syndication bancaire, ingénierie juridique et fiscale... Il identifie les facteurs de risque et d'échec des projets. Il souligne les spécificités du métier et de la culture des ingénieurs financiers de projet. Il révèle enfin les dimensions à la fois partenariale, entrepreneuriale et citoyenne de ce métier « porteur d'avenir ».

## **LE COMMERCE DES PROMESSES**

**Pierre-Noel Giraud**

**Editions du Seuil, 2001.**

***Prix Turgot 2001***

Pierre-Noël Giraud (professeur à Mines-Paris Tech) est un chercheur réputé et un auteur à succès. Il analyse dans son dernier livre, les vices et vertus de la finance, en mettant en scène un dialogue imaginaire entre trois économistes, l'un libéral, l'autre keynésien et le troisième néo-marxiste. Il montre l'utilité de la finance dans une économie monétaire de marché: c'est notamment un outil de couverture des risques. Elle facilite les paris des entrepreneurs sur l'avenir. Les titres et les écritures comptables ne sont que les «promesses» de pouvoir acquérir des richesses présentes ou futures. L'enjeu est leur partage, sur la base de promesses sujettes aux fluctuations suscitées par les humeurs et croyances de ceux qui en font le «commerce». L'auteur est volontiers iconoclaste: la spéculation est nécessaire; les marchés ne sont pas aussi court-termistes; la taxe Tobin n'est pas la bonne solution... Pierre-Noël Giraud n'en critique pas moins la «pensée unique» libérale sur l'efficacité des marchés. Il retrace la généalogie des innovations financières en en identifiant les gagnants et les perdants. Il souligne la responsabilité des Etats et des *baby-boomers*, soucieux de défendre leurs intérêts, mais il ne tombe jamais dans le repli national.

## **FACE AU MARCHE, LA POLITIQUE**

**Anton Brender**

**Editions La découverte, 2002.**

***Prix Turgot 2002***

Anton Brender montre que les marchés financiers sont source de croissance, car ils contribuent à gérer les risques dus à l'incertitude des activités économiques. Ces marchés doivent toutefois être régulés, car leurs acteurs ont souvent des difficultés à identifier, prévoir et évaluer ces risques. L'encadrement des marchés implique des mesures techniques et une volonté politique. Par la pertinence des exemples et la clarté

du style, la démonstration d'Anton Brender est convaincante, mais elle n'en demeure pas moins perfectible, tant la problématique des marchés financiers est complexe et changeante. De grands progrès restent à accomplir afin notamment, de limiter le *trading* bancaire pour compte propre, contrôler les produits dérivés négociés de gré à gré, de supprimer les paradis fiscaux, d'éradiquer la finance délictueuse... L'attrait du livre réside également dans ses non-dits.

## **LA BOURSE. RUPTURE ET RENOUVEAU**

**Jean-Pierre Petit**

**Editions La découverte, 2003.**

**Prix Turgot 2003**

Jean-Pierre Petit analyse les causes de la baisse tendancielle des cours boursiers (actions, obligations, change) américains au cours des années 1990. Il observe qu'elle est principalement due à l'éclatement de bulles spéculatives. Il s'interroge sur l'évolution future de ces cours. Il n'envisage pas de nouveau cycle haussier, mais il estime que le marché d'actions demeurera intéressant. L'auteur aborde de multiples questions allant de la politique monétaire aux systèmes de retraites, et aux échanges internationaux ou à la gouvernance d'entreprise. Il exclut le risque d'une déflation américaine ou d'une crise des changes, mais n'entrevoit pas de reprise économique durable. L'auteur limite son analyse à la sphère réelle. La comparaison entre les cycles boursiers actuels et précédents montre que la phase de hausse a été plus importante et celle de baisse plus faible. Il observe également que curieusement, le rapport cours/bénéfice moyen demeure supérieur à son niveau historique, alors que la rentabilité du capital est dans l'ensemble médiocre. Il conclut que malgré ses dérives, le marché des actions demeure le plus rentable à long terme. L'analyse est documentée par de nombreuses statistiques et enrichie par l'expérience de l'auteur.

## **LA VALORISATION STRATEGIQUE ET FINANCIERE**

**Jean-Sébastien Lantz**

**Edition Maxima, 2004.**

**Prix Turgot 2004**

Jean-Sébastien Lantz analyse les différentes méthodes de valorisation stratégique et financière des projets. Mais l'exercice ne se limite pas à chiffrer sa « juste valeur » pour son promoteur ; il doit être étendu à l'ensemble des parties prenantes du projet, dans ses dimensions matérielles et immatérielles. Cette valorisation globale est indispensable car elle permet de convaincre les partenaires et d'obtenir des financements. L'auteur s'efforce ainsi de répondre à leurs questions: comment manager l'innovation par la valeur ? Comment déterminer la valeur d'un brevet ou d'une marque ? Comment financer un projet par un IPO, un LBO ou un *spin-off* ? Comment évaluer ses intérêts dans le cadre d'un pacte d'actionnaires ou d'un plan de *stock-options* ? Quels sont les leviers stratégiques de la valorisation et de la communication financière ? Les modèles sont illustrés de nombreux exemples concrets, qui permettent de mieux comprendre les techniques et les enjeux de l'ingénierie financière et juridique de projet ? La diversité des approches adoptées par l'auteur confère à son livre une certaine universalité. Il répond aux questionnements des praticiens et des théoriciens de la valeur, aux promoteurs et aux financiers, aux enseignants et aux étudiants.

## **PSYCHOLOGIE DE L'INVESTISSEUR ET DES MARCHES FINANCIERS**

**Mickaël Mangot**

**Edition Dunod, 2005.**

**Prix Turgot 2005**

L'ouvrage présente les multiples biais qui s'introduisent dans les raisonnements individuels des investisseurs financiers : traitement erroné de l'information, perception fallacieuse du risque, comptabilité mentale déficiente, décisions prises dans l'émotion ou l'humeur, aversion excessive aux pertes et au regret... Mais ces biais sont également collectifs : action déviante des normes sociales, effets pervers d'incitation, d'imitation, de contagion et de polarisation. Les comportements des acteurs-clés de la finance moderne (analystes

financiers, gestionnaires de fonds, traders, responsables financiers) et les principales anomalies des marchés boursiers (modes, bulles, krachs...) sont ensuite identifiés et analysés.

L'auteur (chercheur à l'université de Paris I et journaliste financier) propose enfin un large éventail de stratégies destinées à maîtriser ces comportements, puis en montre les diverses applications dans les domaines du marketing financier, des émissions d'actions, des fusions-acquisitions, de la gestion des résultats, de la distribution de dividendes... Rédigé dans un style précis et concis, entrecoupé de synthèses partielles, l'ouvrage est solidement documenté et illustré de nombreux exemples pertinents.

## **L'ARGENT, LA FINANCE ET LE RISQUE**

**André Levy-Lang**

**Editions Odile Jacob, 2006, 236 pages.**

***Prix Turgot 2006.***

Souvent incomprise, la Finance en est devenue mal aimée : l'immatérialité et l'opacité des activités financières, le jargon ésotérique des spécialistes viennent s'ajouter à l'incompréhension plus fondamentale des mécanismes économiques : « la matière première » de la finance, c'est l'argent et le pouvoir qui lui est attaché avec les scandales qu'ils véhiculent, souvent entretenus par les politiques. La finance est rendue responsable de la grande menace de la mondialisation. C'est à ces critiques qu'André Levy Lang s'attache à apporter non seulement des réponses pleines de finesse, mais aussi des éclairages plus personnels que lui autorise son exceptionnelle expérience de grand banquier, de scientifique et d'enseignant. Tour à tour sont passés en revue, du point de vue des « acteurs » et des « utilisateurs », l'utilité de la finance, la myopie de la bourse, ou encore les réalités du pouvoir financier et de son usage. Pour l'auteur, la finance reste une « affaire de risques » dont elle est indissociable : elle est efficace en jouant pleinement son rôle de régulateur du coût du capital. Mais si elle devient malade, elle peut faire monter la « fièvre » en accentuant ou propageant les risques. L'auteur rappelle que « comprendre la biologie du patient en bonne santé » permet de mieux prévenir les maladies et de les soigner. Les

atouts de la finance sont donc bien réels et ses insuffisances nombreuses en particulier par le financement de l'innovation.

## **LES INCENDIAIRES**

**Patrick Artus**

**Editions Perrin, 2007.**

**Prix Turgot 2007.**

Patrick Artus, ancien économiste de la Banque de France, se livre à une critique en règle des politiques menées par les banquiers centraux européen et américain: *"de plus en plus, les déclarations, les actions, les analyses des banques centrales sont décalées par rapport aux attentes des citoyens, aux questions posées par la recherche économique, aux mécanismes qui gouvernent les économies contemporaines."* Les banques centrales, observe-t-il, ont été créées pour favoriser le fonctionnement des économies grâce à une bonne liquidité des transactions et à une gestion rigoureuse des risques. Or, elles n'ont pas anticipé la montée en puissance des pays émergents et la disparition de l'inflation. Par ailleurs, *"avec les pertes d'emplois industriels, les menaces de délocalisation, la compression des coûts menée par les entreprises pour résister à la croissance des émergents, le pouvoir de négociation des salariés sur le marché du travail a beaucoup baissé"*. Les banques centrales continuent à raisonner comme si elles devaient gérer des économies fermées où toute hausse du crédit entraîne des tensions sur les capacités d'offre des entreprises et des hausses de prix. Or, avec la mondialisation, l'offre est devenue mondiale: une augmentation de la demande n'est donc plus inflationniste. Par ailleurs, si les prix des biens sont maîtrisés, ceux des actifs financiers ne le sont pas, entraînant des crises financières. La banque centrale idéale devrait donc prévenir à temps les bulles de crédit qui nourrissent les crises. Il réclame moins d'indépendance pour les banques centrales qui devraient prendre des mesures monétaires plus en concertation avec les gouvernements. L'immobilisme actuel risque d'entraîner l'éclatement de la zone euro.

## **LE ROMAN VRAI DE LA CRISE**

**Olivier Pastré, Jean-Marc Sylvestre**

**Editions Perrin, 2008.**

***Prix Turgot 2008.***

Les auteurs, respectivement professeur d'université et journaliste économique, retracent la crise des *subprime* (qui n'est pas, selon eux, comparable à celle de 1929), en identifient les gagnants et les perdants, proposent de nouvelles pistes de régulation des marchés et avancent quelques idées de placements financiers. Ils estiment que les responsabilités de la crise sont collectives, chaque partie prenante (ménages, banques centrales, banques, régulateurs, Etats) n'ayant pas suffisamment mesuré les risques de la financiarisation de l'économie. Malgré leurs dérives, ils n'en célèbrent pas moins les vertus de la mondialisation et de la rigueur budgétaire. L'issue de la crise réside dans la volonté commune des acteurs impliqués de réformer en profondeur les marchés financiers, les systèmes de régulation mondiaux, les normes prudentielles IFRS (jugées pro-cycliques) et l'organisation du secteur bancaire. Ce dernier enjeu est essentiel, car les banques sont de grands pourvoyeurs de crédit aux PME et aux ménages mais aussi d'emplois productifs.

## **LA BANQUE DE L'APRES-CRISE**

**Georges Pauget**

**RB éditions**

***Prix Turgot 2009.***

*"Une nouvelle page de l'histoire de la banque est en train de s'écrire"*, Georges Pauget, past-directeur général du Crédit Agricole esquisse l'organisation de la banque de demain, après avoir rappelé les causes de la crise financière. Il ne remet pas en cause le rôle des banques – sauf leur implication dans la titrisation des créances – mais dénonce sans concession les erreurs de régulation et de politique monétaire d'avant-crise. Il marque son opposition aux orientations du G20, et aux projets européens – notamment français – de renforcement des sur-régulation bancaire et de nouvel encadrement du risque. Dans la



dernière partie de l'ouvrage, il admet que la crise a modifié le regard que les clients, et plus largement la société, portent sur la banque et les banquiers, puis il explore l'avenir des différents métiers de la banque (banque de détail, gestion de fortune, banque de marché) et sur le modèle français de banque « à tout faire » - dit de « banque universelle » -, dont l'auteur prédit le remplacement par des « banques multi-spécialisées », plus simples à comprendre et donc mieux valorisées par les marchés. Cette transformation sera décisive pour la relance nécessaire des économies occidentales.

### **LA PROSPERITE DU VICE. Une Introduction (inquiète) à l'économie**

**Daniel Cohen**

**Edition Albin Michel, 2009, 280 pages.**

***Prix spécial Turgot 2009.***

Daniel Cohen, auteur de best-sellers, professeur à l'Ecole Normale Supérieure, vice-président de l'Ecole d'Economie de Paris, est aussi un éditorialiste et un chroniqueur de talent. Il démontre une nouvelle fois, à travers sa dernière parution, sa culture exceptionnelle aux confins de nombreuses sciences, l'histoire, l'économie, la philosophie. L'invitation qu'il propose dans ce voyage à travers l'histoire et dans le présent est accompagnée d'un sens aigu de la pédagogie et montrant comment l'économie façonne la société au fil du temps. La guerre, la violence cassent l'expansion démographique, les vices que Malthus, en son temps, a dénoncés, les hommes se reproduisant plus vite que leur capacité à se nourrir. L'auteur reconnaît que cette loi invalide les catégories habituelles du bien et du mal et note avec cynisme « que tout ce qui contribue à accroître la mortalité peut se révéler une bonne chose en réduisant la compétition ». « Les Japonais, modèle absolu de propreté, sont plus nombreux et plus pauvres, c'est le règne de la prospérité du vice ». Du côté de la vertu, et s'éloignant du Marquis de Sade, il souligne toutefois que « les hommes, par leur nombre même, multiplient les découvertes, repoussent les frontières du savoir et continuent leur course », ainsi peut-on penser, clin d'œil à l'histoire récente, que le prochain Mozart sera sans doute Chinois, puisque 60 millions d'entre eux travaillent intensément ce domaine. Un voyage inquiet traversé de questions graves : quels poisons et vices cachés

ont anéanti l'Europe ? Le monde qui s'occidentalise pourrait-il répéter les tragédies européennes, en Asie ou ailleurs ? «la Chine m'inquiète .... » précise l'auteur. La planète pourrait-elle éviter un nouveau suicide collectif, écologique cette fois. Où va le capitalisme ? Où entraîne-t-il le monde ? Le cybermonde aussi meurtrier saura-t-il, in fine, permettre à l'humanité de s'évader dans un effort collectif aussi immense que celui qui fût réalisé lors de la révolution néolithique ou de la révolution industrielle, c'est-à-dire parcourir un chemin inverse en passant de l'idée d'un monde infini à un univers clos.

## **LA SOCIETE TRANSLUCIDE**

**Augustin Landier et David Thesmar**

**Editions Fayard, 2010.**

***Prix Turgot 2010.***

« La Société translucide, pour se libérer du mythe de l'Etat bienveillant », est un livre signé par deux des plus prometteurs économistes français. Selon eux, l'Etat est omniprésent : il secoure les entreprises défailtantes, investit dans les secteurs stratégiques, fait et défait les grands patrons, impose partout de nouvelles règles... Dans la plupart des domaines, notamment industriel et fiscal, les effets d'annonce tiennent lieu de programme. Fort de ce constat, les auteurs se livrent à des diagnostics et prônent des conseils pratiques ont sur la conduite des politiques publiques à tenir dans les sociétés post-modernes.

Ils observent les conflits d'intérêt récurrents entre les acteurs socio-économiques, après avoir identifié leurs rôles respectifs (association, sphère privée, sphère publique, milieu universitaire). Leur thèse dessine un parallèle avec la crise financière. Le manque de surveillance et de régulation, en finance comme dans la conduite des politiques économiques, a conduit à des excès de toutes natures. Le manque de transparence et l'incapacité à accéder aux bases de données, ont conduit les gouvernants à exploiter des statistiques trop macroéconomiques et insuffisamment microéconomiques. Les auteurs préconisent avec pragmatisme la construction d'un

système de surveillance mieux adapté aux préférences individuelles, afin d'accéder au stade de société translucide.

## **LE GRAND BASCULEMENT**

### **La question sociale à l'échelle mondiale**

**Jean-Michel Sevrino, Olivier Ray**

**Odile Jacob, 2011, 299 pages.**

***Prix spécial Turgot 2011***

Les auteurs (respectivement ex-directeur général de l'Agence Française de Développement et économiste) se livrent à une analyse sans concession du système, actuellement en crise, du capitalisme financier, qui régit l'économie mondiale depuis les années 1980. Ils constatent l'ampleur des désillusions des populations des pays en développement. Ils s'étonnent des contrastes entre l'accélération de l'innovation technologique et l'intensification des échanges commerciaux, d'une part, et le développement de l'insécurité et des inégalités entre les peuples, d'autre part. Ils observent que par ce système, « l'homme est mis au service des marchés » et non l'inverse. Ils prônent la mise en œuvre d'un « New Deal global » - le « grand basculement » du Nord au Sud - basé sur une « politique mondiale de la nature », « taxant la rareté et détaxant l'abondance », sur une priorité accordée aux marchés intérieurs – et non aux exportations – et sur un nouveau système de protection sociale internationale. Les auteurs poursuivent ainsi la réflexion engagée en 1944 par Karl Polanyi dans « la grande transformation », et par Francis Fukuyama dans « le dernier homme », qui dénoncent le caractère « non naturel » et « profondément instable » du capitalisme libéral. Solidement documenté, l'ouvrage est rédigé dans un style maîtrisant le sens de la formule.

## **L'EMPIRE DE LA VALEUR**

### **Refonder l'économie**

**André Orléan**

**Seuil, 2011, 335 pages.**

***Prix spécial Turgot 2012***

André Orléan nous livre sa réflexion sur un des concepts fondateurs des sciences économiques et sociales : la « valeur » du travail et des

produits. Il montre le caractère réducteur du paradigme dominant de l'économie néoclassique – toujours en vigueur - qui justifie la valeur d'usage par les seules notions d'utilité et de rareté, la valeur marchande par le jeu de la monnaie, et la valeur boursière, par l'exercice de conventions financières. A la notion dite « objective » de « valeur substance » qui relève de « l'économie des grandeurs », il oppose celle de « valeur institution », qui participe de « l'économie des relations ». Il observe que « le prix n'est pas l'expression d'une grandeur définie en amont des jeux marchands mais une création *sui generis* de la communauté financière en quête de liquidité ». A la suite de Max Weber, il dénie à la valeur son caractère « naturel » et lui restitue sa nature « sociale », en montrant que sa construction repose moins sur des « actions individuelles instrumentales » ou « des volontés individuelles mues par l'utilité », que sur une « production collective qui permet la vie en commun ». Cette construction est marquée par des effets de mimétisme, par l'influence de modèles (notamment idéal-typiques), par des comportements spéculatifs... L'auteur est ainsi amené à revisiter certaines théories de l'économie moderne, comme celles de monnaie, de confiance, d'efficacité des marchés, de liquidité et de spéculation.

## **RICARDO REVIENS ! ILS SONT RESTES KEYNESIENS**

**Jean-Marc Daniel**

**Editions Bourin, 2012.**

***Prix Turgot 2012***

Jean-Marc Daniel constate que le grand mérite de Keynes est d'avoir compris qu'il fallait réagir à la crise de 1929 et que la passivité des gouvernements de l'époque était dangereuse. Mais les temps ont changé et il est difficile de dire ce qu'il proposerait aujourd'hui. Face à la morosité ambiante, il prône donc un retour à certains fondamentaux de la science économique. La relance de l'économie est possible à condition d'adopter une politique de l'offre inspirée de Ricardo plutôt qu'une politique de la demande conseillée par Keynes. Les gouvernants doivent choisir entre une croissance économique stimulée par la concurrence internationale et l'investissement productif, ou le déclin et le chômage engendrés par les déficits budgétaires et du commerce extérieur. L'auteur puise des solutions à la crise dans le courant de pensée dit des " nouveaux

classiques », fondé notamment sur les théories des anticipations rationnelles des acteurs « économiques, sur le paradigme de l'efficacité des marchés financiers, et sur le modèle de la régulation des cycles économiques. Dans ces conditions, l'intervention publique s'avère inutile sinon contre-productive. En fin connaisseur des théories économiques, l'auteur se livre notamment à des analyses comparatives originales, par exemple, des effets comparés des déficits structurels et conjoncturels, ou du caractère inflationniste de leur financement monétaire.

**LA CONFIANCE EN GESTION, UN REGARD  
PLURIDISCIPLINAIRE**

**Anne Gratacap et Alice Le Flanchec (dir.)**

**Edition de Boeck, 2011.**

***Préfaces de Christian de Boissieu et de Hiroyuki Oguchi***

***Prix spécial Turgot 2012***

L'ouvrage collectif s'attache à montrer que la confiance réciproque, le respect mutuel, l'esprit d'équipe, le sens de la solidarité, le sentiment d'appartenance à une organisation, constituent des leviers indispensables au développement et au fonctionnement des entreprises et de leurs réseaux. Les auteurs analysent les déterminants de la confiance : la connaissance des partenaires, la prédictibilité de leurs comportements, l'assurance de leur fiabilité... Ils en mesurent les dimensions: cognitive, si elle est fondée sur la connaissance d'autrui; affective, si elle repose sur des sentiments envers autrui ; conative, si elle s'est construite dans le cadre de relations courantes avec autrui. La construction de la confiance suit généralement un processus séquentiel : elle est d'abord fondée sur un pari ou sur une réputation; puis elle est confortée par des expériences partagées avec d'autres acteurs, qui permettent de mieux les connaître et de prévoir leurs comportements; enfin, elle suppose une réelle empathie envers ces derniers; elle s'exprime par une coopération sans contrôle ni surveillance. La confiance est alors considérée comme une forme de contrat implicite ou informel, qui se substitue partiellement à un contrat explicite ou formel.

Les auteurs comparent les multiples approches de la confiance ; ils en identifient les leviers, en démasquent les avatars, en analysent les

modes de construction et de déconstruction dans chacune des fonctions de l'entreprise : stratégie, GRH, finance, marketing, R&D... Ils révèlent ainsi le rôle grandissant exercé par la confiance dans la société moderne, marquée par une intensification des échanges et une complexité croissante des technologies et des organisations.

## **CHOMAGE : INVERSER LA COURBE**

**Bertrand Martinot**

**Les belles Lettres, 2013.**

**Prix Turgot 2013.**

Bertrand Martinot, ancien délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), analyse les logiques et les blocages qui caractérisent le dispositif anti-chômage français. A partir de comparaisons internationales, il évalue ces politiques, leurs succès et leurs échecs. L'enjeu est abordé sous tous ses angles – politique, économique et social – et les débats qu'il suscite sont analysés en profondeur : contrats aidés, emploi des jeunes, assurance chômage, taxation et coût du travail, service public de l'emploi, dialogue social... Avec un taux de plus de 10 % de la population active, le chômage dépasse tous les niveaux connus en France. Le «mal Français» réside dans la persistance d'un chômage de masse, dont le taux n'est jamais descendu en dessous de 8 %, même en période de forte croissance. La société française est devenue fataliste face à ce problème endémique. Les 50 milliards d'euros injectés chaque année dans la lutte contre le chômage, sont devenus une « dépense normale » et sans effet sur l'emploi. L'auteur propose des voies de solution: baisse des charges, réforme du SMIC, de l'indemnisation du chômage et de la politique de l'emploi..., en résumé, la mise en œuvre d'une «flexi-sécurité » à la française. Il propose une nouvelle régulation de l'emploi, fondée sur plus de négociation sociale et moins de mesures étatiques.

## **Autres ouvrages (nommés par le Jury Turgot ou remarqués par les auteurs des Carnets de lecture)**

<i>Sommaire</i>	<i>Pages</i>
<b>2004</b> LES LEÇONS D'ENRON, CAPITALISME, LA DECHIRURE L'ETHIQUE DES AFFAIRES FAIRE DE LA RECHERCHE EN MANAGEMENT DE PROJET	45
<b>2005</b> LES CINQ CAPITALISMES. LES APPORTS DE L'ECOLE AUTRICHIENNE D'ECONOMIE 50 ANS DE MANAGEMENT DES ORGANISATIONS LES GRANDS AUTEURS EN CONTROLE DE GESTION GOUVERNEMENT, ORGANISATION ET GESTION : L'HERITAGE DE MICHEL FOUCAULT	46
<b>2006</b> LE CAPITAL-RISQUE GOUVERNANCE DES ENTREPRISES, NOUVELLES PERSPECTIVES GOUVERNANCE D'ENTREPRISE EN EUROPE LE MANAGEMENT DE L'INNOVATION : DE LA STRATEGIE AU PROJET RECHERCHES EN MANAGEMENT ET ORGANISATION ECONOMIE ET GESTION DE L'ASSURANCE FINANCEMENT SUR PROJETS ET PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE DE L'ECONOMIE INDUSTRIELLE A LA STRATEGIE D'ENTREPRISE FINANCER SON ENTREPRISE PAR LE CAPITAL INVESTISSEMENT REPORTING FINANCIER ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES: LE SENS DES NORMES IFRS	50

**2007**

**56**

GUERRE OU PAIX : LES DEMOCRATIES  
A L'EPREUVE DU NOUVEAU MONDE  
HOMMAGE A YVES ULLMO : PERSPECTIVES FINANCIERES  
EUROPEENNES  
LE MARCHE FINANCIER FRANÇAIS AU XIX<sup>e</sup> SIECLE  
MACROPSYCHANALYSE, L'ÉCONOMIE DE L'INCONSCIENT  
L'ILLUSION ECONOMIQUE  
L'UNIVERS DES RISQUES EN FINANCE  
GESTION DES RISQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES  
LES GRANDES QUESTIONS D'ÉCONOMIE ET  
FINANCE INTERNATIONALES  
COMITES EXECUTIFS, VOYAGE AU CŒUR DE LA DIRIGEANCE  
LA METHODE ABC/ABM  
L'AVENIR du TRAVAIL  
PECHES CAPITALAUX AU PAYS DU CAPITAL  
CRITIQUE DE LA VALEUR FONDAMENTALE  
ECONOMIE DE L'ENTREPRISE.  
ITINERAIRE D'UN ENARQUE GATE  
LES PROGRES DE L'EUROPE FINANCIERE  
GUERRE OU PAIX. ESSAI SUR LE MONDE DE DEMAIN  
LA TENTATION ETHIQUE DU CAPITALISME  
INVESTIR EN BOURSE POUR SA RETRAITE  
50 PETITES EXPERIENCES EN PSYCHOLOGIE  
DE L'ÉPARGNANT ET DE L'INVESTISSEUR

**2008**

**72**

FINANCE DE MARCHE, INSTRUMENTS DE BASE,  
PRODUITS DERIVES,  
PORTEFEUILLES ET RISQUES  
LE CYGNE NOIR, LA PUISSANCE DE L'IMPREVISIBLE  
LE CAPITALISME EST-IL DURABLE ?  
VINGT ANS QUI BOULEVERSERENT LE MONDE,  
DE BERLIN A PEKIN  
LEÇONS DE POLITIQUE MONETAIRE  
FUSIONS D'ENTREPRISES  
LA TRAHISON DES ECONOMISTES



LA TROISIEME REVOLUTION AMERICAINE  
LA CHUTE: THEORIE DE LA CRISE ACTUELLE DU CAPITALISME  
LE MARCHE D'OPTIONS  
PLACE FINANCIERE DE LUXEMBOURG  
GENEALOGIE DE L'ECONOMIQUE  
TRACTATUS ECONOMICO-PHILOSOPHICUS  
LA MONNAIE DEVOILEE PAR SES CRISES  
LA GESTION DYNAMIQUE DES RISQUES ECONOMIQUES  
LES NOUVELLES FRONTIERES DE LA FINANCE  
CONFLITS ET POUVOIRS DANS LES INSTITUTIONS DU  
CAPITALISME  
L'ECONOMIE MORALE  
LE RISQUE SYSTEMIQUE. REPENSER LA FINANCE. REPENSER  
LA SUPERVISION  
JEUX CHINOIS  
L'ART DU MANAGEMENT  
KRACH FINANCIER  
LE DIRIGEANT A L'EPREUVE DE L'OPINION  
20 ANS DEJA  
LE SOUPCON EN QUESTIONS  
LE NOUVEAU XXIème SIECLE  
LA FRANCE EST-ELLE EN FAILLITE ?

**2009**

**94**

LA DYNAMIQUE BOURSIERE  
COLERE. L'ESPRIT du CAPITALISME  
LA FIN DE L'EURO  
LA FINANCE DURABLE  
LA FRANCE DANS LA CRISE  
CRISE UNE CHANCE POUR LA FRANCE ?  
LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
FIN DE MONDE OU SORTIE DE CRISE  
RAPPORT MORAL SUR L'ARGENT DANS LE MONDE  
LA CRISE DES SUBPRIME  
LE VIRUS B. CRISE FINANCIERE ET MATHEMATIQUES  
L'ARGENT DES FRANÇAIS  
LA GLOBALISATION. UNE SOCIOLOGIE

ECONOMIE POLITIQUE DE LA CORRUPTION ET DE LA  
GOUVERNANCE

L'ARROGANCE DE LA FINANCE

LA GUERRE DU CAPITALISME AURA LIEU

LA NOUVELLE PHILANTHROPIE

HISTOIRE DU MUSICIEN A L'AGE MODERNE

RAMSES 2009 : TURBULENCES ECONOMIQUES ET  
GÉOPOLITIQUE PLANÉTAIRE

AU-DELA DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

## **2010**

**112**

HISTOIRE VIVANTE DE LA PENSÉE ECONOMIQUE

LES ORGANISATIONS ONT LEURS RAISONS QUE LA RAISON  
N'IGNORE PAS

HIJER LA CRISE, DEMAIN LA GUERRE ?

LES ENTREPRISES DU NOUVEAU MONDE

GERER LA PERFORMANCE SOCIETALE

HISTOIRE DE LA GLOBALISATION FINANCIERE

PAROLES D'ENTREPRENEUR, CHOISIR SON ACTIVITE

LES THEORIES ECONOMIQUES EVOLUTIONNISTES

LES PARADOXES DES NOUVELLES NORMES FINANCIERES

CFD TECHNIQUES D'INVESTISSEMENT A EFFET DE LEVIER

CARREFOUR, UN COMBAT POUR LA LIBERTE

EURO-GOUVERNANCE ET EURO-MANAGEMENT

LE CAPITALISME IDEAL

LE CONTROLE DE GESTION EN MOUVEMENT

ISO 26 000, UNE NORME « HORS NORME »

GUERRE ET PAIX AU XXI<sup>ème</sup> SIECLE

## **2011**

**128**

RSE, ENTRE GLOBALISATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE

REFLEXIONS SUR LE DROIT SOUPLE ET LE GOUVERNEMENT

D'ENTREPRISE

LE MANAGEMENT DURABLE DE L'ENTREPRISE

L'AUTRE FINANCE

LA VISEE HEGEMONIQUE DE LA CHINE

FRANCE ETAT CRITIQUE

12 CLES POUR SORTIR DE LA CRISE  
L'ECONOMIE SANS TABOU  
LES BUSINESS ANGELS  
LA REFONDATION DU SYSTEME MONETAIRE ET FINANCIER  
INTERNATIONAL  
LE DUEL ECONOMIQUE FRANCO-ALLEMAND  
VALORISER L'INTEGRATION DU RISQUE Oriane 3  
DECISION D'INVESTISSEMENT  
RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES  
FINANCE CHINOISE  
LES DECENNIES AVEUGLES  
CYCLOPE – LES MARCHES MONDIAUX DES MATIERES  
PREMIERES  
ENTREPRISES : UNE AFFAIRE d'ETAT  
LE G20 ET LES DEFIS DE LA GOUVERNANCE GLOBALE  
APRES LE DELUGE  
L'ECONOMIE DE LA SOLIDARITE  
CES ENTREPRISES OU IL FAIT BON TRAVAILLER

## **2012**

**144**

MONNAIE, HISTOIRE D'UNE IMPOSTURE  
QUI VA PAYER LA CRISE ?  
CARNETS MONETAIRES  
PENSEURS LIBERAUX  
GESTION DE CRISE  
CHINE UNE BOMBE A RETARDEMENT  
LA STRATEGIE DU PROPRIETAIRE  
CAPITALISME ET CHRISTIANISME  
SI L'ARGENT M'ETAIT CONTE  
RISQUES EXTREMES ET ALLOCATIONS D'ACTIFS  
REPENSER L'ECONOMIE  
MANAGEMENT DES ORGANISATIONS ET RESPONSABILITE  
SOCIALE DE L'ENTREPRISE  
LA FABRIQUE DE LA DEFIANCE  
IL FAUT UNE REVOLUTION FISCALE  
INEVITABLE PROTECTIONNISME  
LES CLES DE L'AVENIR  
MANIFESTE POUR UNE COMPTABILITE UNIVERSELLE  
LE BUSINESS MODEL DU LOW COST

LA VOIE CHINOISE. CAPITALISME ET EMPIRE  
LA FRANCE UN PAYS SOUS INFLUENCES ?  
LA GOUVERNANCE ESSENTIELLE  
LE DROIT DE NOTER  
LES CHAMPIONS CACHÉS DU XXI<sup>e</sup> SIECLE  
CAPITALISME ET COHESION SOCIALE  
ON N'EST PAS LÀ POUR SE FAIRE ENGUEULER

**2013**

**163**

UNE VIE D'INFLUENCE  
LES ALCHIMISTES DE LA CONFIANCE  
POURQUOI J'AI QUITTE GOLDMAN SACHS  
CONTRÔLE DE GESTION BANCAIRE  
LA TRAGEDIE DE L'EURO  
LA CONNAISSANCE DANS LES ENTREPRISES  
INTERET GENERAL QUE PEUT L'ENTREPRISE ?  
5 CRISES, 11 NOUVELLES QUESTIONS D'ECONOMIE  
CONTEMPORAINE  
LA SECONDE VIE  
TAUX D'INTERET ET MARCHES FINANCIERS  
RECHERCHES EN SCIENCES DE GESTION  
UN NEW DEAL POUR L'EUROPE  
FINANCES PUBLIQUES  
LA FRANCE ADOLESCENTE  
LES PATRONS DES PATRONS, HISTOIRE DU MEDEF  
EPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES DE GESTION  
LE MODELE DE LA MARCHE AU HASARD EN FINANCE  
DECISION D'INVESTISSEMENT  
LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE APRES LA CRISE  
DE L'EURO  
LA FABRIQUE DU PRÊT-A-PENSER  
10 IDEES QUI COULENT LA France  
RAPPORT MORAL SUR L'ARGENT DANS LE MONDE 2011  
L'ESTHETISATION DU MONDE

**2014**

**179**

LA CHINE BANQUIER DU MONDE

LE MARCHÉ, Histoire et usage d'une conquête sociale,

CAPITALISME FINANCE DEMOCRATIE

ILS ONT PERDU LA RAISON

LA CASTE CANNIBALE

LES LETTRES BÉNINOISES

IMMOBILIER. Comment la bulle va se dégonfler

LA CRISE INCOMPRISSE

SOCIÉTAL 2014

NOUVELLES BANQUES

GUERRE ET PAIX ENTRE LES MONNAIES

LA COMMUNICATION VISUELLE DANS LE SECTEUR BANCAIRE  
EUROPÉEN

LES BANQUES CENTRALES

LIBÉREZ L'EMPLOI

LA FRANCE, PAYS INNOVANT ?

SI LA BANQUE M'ÉTAIT CONTEE...

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET LOBBYING AU CRIBLE DES  
VALEURS PUBLIQUES

## **LES LEÇONS D'ENRON, CAPITALISME, LA DECHIRURE**

**Marie-Anne Frison-Roche (coord.)**

**Col. Autrement, 2004.**

L'ouvrage montre que les conséquences de la chute d'Enron dépassent les limites d'une faillite ordinaire, car le leader mondial du *trading* énergétique « était devenu l'icône d'un système fondé sur la poursuite permanente de la croissance, l'optimisation de la rentabilité du capital et l'utilisation des instruments financiers les plus sophistiqués comme avantage stratégique... ». La faillite d'Enron met en lumière certains excès propres au capitalisme américain des années 1990 », selon une formule de Claude Bébéar. La faillite d'Enron a en effet entraîné le démantèlement du premier réseau mondial d'audit comptable Arthur Andersen et l'accumulation de lourdes pertes financières et d'image par plusieurs grandes banques d'affaires. Elle a jeté un discrédit sur les pratiques managériales fondées sur la création de valeur « actionnariale », la comptabilité créative, l'ingénierie financière et juridique, la communication d'influence (lobbying)... et a contribué à accélérer les réformes des normes comptables internationales, des systèmes de surveillance des marchés financiers et des structures de gouvernement d'entreprise, tout en relançant les réflexions sur la notion d'entreprise socialement responsable.

## **L'ETHIQUE DES AFFAIRES**

**Yvon Pesqueux et Yvan Biefnot**

**Ed d'Organisation, 2004.**

Les auteurs s'efforcent de sortir de « l'intégrisme des études de cas, des descriptions rapides et des prescriptions faciles », souvent en usage dans l'abondante littérature consacrée, depuis l'affaire Enron, à l'éthique des affaires. Ils présentent suivant un plan rigoureux, les multiples logiques qui sous-tendent la morale en affaires. Ils montrent que certaines pratiques dites éthiques constituent en fait des instrumentations au service des intérêts des firmes et de leurs actionnaires. Ils retracent l'évolution de la notion de responsabilité sociale de l'entreprise et décrivent avec précision les pratiques disparates (labels, commerce vert ou équitable, fonds d'investissement éthique, notation sociale...) se réclamant du

développement durable. Ils appellent enfin à un meilleur ancrage de ces concepts et outils aux champs théoriques et empiriques du pilotage des organisations, de la gestion des ressources humaines et du management par la valeur.

**FAIRE DE LA RECHERCHE EN MANAGEMENT DE PROJET**  
**V.Giard, C.Midler, G.Garel (coord.),**  
**Edition Vuibert, 2004.**

L'ouvrage collectif – dont la rédaction a été coordonnée par trois spécialistes reconnus du management de projet – dresse un panorama à la fois vaste et rigoureux des théories et des pratiques d'un des domaines actuellement les plus porteurs de la gestion d'entreprise : le pilotage de projets dans les secteurs industriels, commerciaux et financiers. Sa conception a mobilisé une quinzaine d'enseignants-chercheurs pendant deux années sur les thèmes du management de projet, de la coordination multi-projets, de management par projets, du pilotage économique et de la dynamique socio-culturelle des différents types de projets. Les auteurs s'efforcent notamment de comparer à l'aide d'exemples, les diverses méthodes d'évaluation a priori et a posteriori de la rentabilité d'un projet en univers certain et incertain. Par ses approches croisées, ses multiples références et ses nombreux cas pratiques tirés de l'actualité, l'ouvrage contribue à dresser de solides jalons et à ouvrir de nouvelles perspectives dans le champ du management de projet.

**LES CINQ CAPITALISMES. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation**  
**Bruno Amable**  
**Edition du Seuil, 2005, 375 pages.**

Bruno Amable, professeur à l'Université de Nanterre, s'affirme comme un des économistes les plus prometteurs de sa génération. Son dernier livre permet de décrypter les différents systèmes de capitalisme qui s'affrontent sur les différents continents. L'espace dans lequel évoluent les Etats, les entreprises et les ménages, est structuré en systèmes socio-économiques, définis comme des ensembles de règles, de normes et de pratiques appliquées dans le champ économique et/ou social. Ils se déclinent en quatre systèmes :

d'innovation et de production, concurrentiels, monétaires et financiers, socio-éducatifs. Les modèles de capitalisme recouvrent des ensembles spécifiques de relations (hiérarchiques, complémentaires) entre ces systèmes socio-économiques : par exemple, dans le modèle libéral de marché, le système concurrentiel et le système financier dominant les systèmes productif et le système socio-éducatif. L'auteur est ainsi conduit, par des analyses documentaires et des enquêtes, à distinguer le modèle libéral de marché anglo-saxon), le modèle social de marché (scandinave), le modèle social-démocrate (rhénan), le modèle administré (méditerranéen) et le modèle de l'économie socialiste de marché (chinois). Ces modèles de capitalismes (ou de sociétés) sont hérités de l'histoire de chaque pays. Ils sont co-construits par leurs différents acteurs socio-économiques (Etats, entreprises industrielles et commerciales, établissements financiers, consommateurs), Cette solide grille de lecture éclaire les diverses approches du capitalisme, de ses atouts et de ses handicaps, proposées par un nombre croissant d'hommes politiques et d'experts économiques.

## **LES APPORTS DE L'ECOLE AUTRICHIENNE D'ECONOMIE**

**Thierry Aimar,**

**Edition Vuibert, 2005.**

Née à Vienne au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle sous l'impulsion de Carl Menger, qui introduisit notamment le concept d'utilité marginale, l'école autrichienne d'économie a affirmé, dès 1920, la supériorité du choix institutionnel du marché sur celui de la planification des échanges, grâce aux travaux de Kirzner, Rizzo, O'Driscoll et surtout, Von Mises, Hayek puis Rothbard. L'ouvrage de Thierry Aimar sur les apports, souvent méconnus, des économistes autrichiens, met en lumière leur rôle de précurseurs de la pensée néo-institutionnaliste, qui a remis en cause les théories classiques, en montrant, avant les théoriciens de l'individualisme méthodologique, que la rationalité est essentiellement subjective en raison des différences entre les perceptions du risque et du temps des agents économiques. Ils attribuent ainsi à l'entrepreneur une mission de vigilance, destinée à détecter les données socio-économiques ignorées ou dispersées, dont l'exploitation déséquilibre le marché et constitue une nouvelle source de profit pour l'entreprise. Nul doute que ces apports d'hier ou



d'avant-hier contribueront à une meilleure compréhension de l'actualité économique d'aujourd'hui.

## **50 ANS DE MANAGEMENT DES ORGANISATIONS**

**Luc Boyer**

**Editions Eyrolles, 2005.**

Le dernier livre de Luc Boyer, professeur à l'Université de Paris-Dauphine, retrace, dans un style efficace, un demi-siècle de théories et de pratiques du management des organisations. Il fournit d'utiles repères historiques et conceptuels sur les courants successifs de pensée (écoles classique, des relations humaines, systémique, décisionnelle, stratégique, culturaliste...), qui se sont efforcés de répondre aux questionnements (parfois lancinants) sur les finalités, les objectifs, les structures, les systèmes, les valeurs et les comportements organisationnels. Il éclaire ainsi, d'un jour parfois nouveau, les notions-clés du management moderne portant sur la gestion des compétences, l'*empowerment*, le six sigma, le management par projets...

## **LES GRANDS AUTEURS EN CONTROLE DE GESTION**

**Sous la direction d'Henri Bouquin**

**Editions EMS, 2005, 600 pages.**

L'ouvrage, dont la rédaction collective a été coordonnée par un des plus grands spécialistes francophones du domaine, apportera d'utiles éclairages aux cadres exerçant - à titre principal ou secondaire - des fonctions de contrôle de gestion. Apparu au début du XX<sup>e</sup> siècle, ces fonctions ont donné lieu depuis un siècle à de multiples définitions: outils, systèmes, processus, organisations... d'information, de comptabilité, de planification, d'optimisation, de diagnostic, de gouvernance... Malgré le foisonnement de ce champ essentiel de la gestion, les auteurs du livre parviennent – au travers des apports successifs des grands théoriciens et praticiens qui l'ont marqué – à dégager des représentations claires des dispositifs de gouvernement d'entreprise, des différentes missions des managers et des instruments d'analyse des multiples processus organisationnels. Certains noms sont connus du grand public, comme Fayol, Taylor, Bedeaux, Gantt, Sloan, Chandler, Simon, Drucker, Kaplan... D'autres

mériteraient d'être mieux connus, comme Brown, Rimailho, Cordiner, Anthony, Geneen, Ouchi, Goold et Campbell, Follet, Hofstede... D'autres enfin, feront l'objet d'utiles découvertes, comme Pyhrr (« *mister BBZ* »), Hopwood, Baiman, Scapens, Miller... Un ouvrage de référence dont la lecture permettra à chacun de mieux percevoir le positionnement et le sens de son action.

## **GOVERNEMENT, ORGANISATION ET GESTION : L'HERITAGE DE MICHEL FOUCAULT**

**Armand Hatchuel, Eric Pezet, Ken Starkey, Olivier Lenay (dir.)  
Les Presses de l'Université Laval, 2005.**

Bien que Michel Foucault soit l'intellectuel français actuellement le plus cité dans les universités étrangères, il demeure encore méconnu dans les milieux académiques et professionnels de son propre pays. Son œuvre s'est déployée en trois temps : d'abord centrée sur la science et le langage (*naissance de la clinique, les mots et les choses, l'archéologie du savoir*), elle s'est ensuite orientée vers le politique et le juridique (*surveiller et punir*) pour s'intéresser enfin à l'éthique (*le souci de soi*). Le succès de la pensée de Foucault auprès des gestionnaires tient à ce que, au-travers de la notion de « dispositif », elle analyse plus particulièrement l'influence des processus stratégiques, organisationnels et techniques dans la genèse du savoir et du pouvoir. Son rayonnement s'est ainsi développé, sous l'influence de la London Business School, dans les champs de la comptabilité et du contrôle de gestion. Les états, les normes (notamment IAS/IFRS) et, plus généralement, le cadre conceptuel comptable, ne sont-ils pas des instruments modernes de disciplinarisation, à l'instar du panoptique de Bentham ? L'ouvrage collectif offre ainsi des clés utiles de lecture de l'œuvre difficile mais stimulante de Michel Foucault, qui s'affirme comme un des plus grands philosophes de la fin du XXe siècle.

## **LE CAPITAL-RISQUE**

**Emmanuelle Dubocage, Dorothée Rivaud-Danset**  
**Editions La Découverte, 2005, 121 pages.**

L'activité de Capital – Risque a existé de tous temps : le financement par la monarchie espagnole de l'expédition de Christophe Colomb en est une illustration. Dès lors, un certain nombre d'ingrédients du capital – risque moderne sont déjà rassemblés : « *L'aventure demande du temps et de l'argent avant de devenir éventuellement un succès* ». Son financement est à haut risque, sans garantie, reposant exclusivement sur la réputation du « capitaine » et motivé par la perspective de résultats « extraordinaires ». Cet ouvrage a pour objectif de présenter le capital –risque dans sa version moderne. Devenu l'affaire de spécialistes, associé aux nouvelles technologies et à des réussites célèbres, les auteurs montrent que les investisseurs institutionnels s'attachent à apporter des capitaux à des jeunes entreprises innovantes accompagnés d'autres acteurs financiers. Source de financement en fonds propres, le capital – risque touche un nombre restreint d'entreprises nouvelles et non cotées. Quant au « capital-risqueur », il se positionne entre l'investisseur institutionnel et l'entreprise, tire sa rémunération de la plus-value réalisée lors de la vente et intervient dans la gestion de l'entreprise. Dans leurs analyses, les auteurs exposent les questions scientifiques, politiques et pratiques sur ce sujet en associant les dimensions empiriques et théoriques : quel critère de décision, quel rôle pour le marché, quelles optimisations ?

## **GOVERNANCE DES ENTREPRISES, NOUVELLES PERSPECTIVES**

**G. Charreaux et P. Wirtz**  
**Edition Economica, 2006.**

Les auteurs – professeurs aux universités de Bourgogne et de Lyon 2 – définissent la gouvernance comme le « management du management », couvrant « l'ensemble des mécanismes qui ont pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants, autrement dit qui 'gouvernent' leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire ». L'ouvrage vise, à partir d'une analyse comparative des 140 codes de « bonnes conduite » édictés à travers le monde depuis trois décennies, de construire un cadre théorique

permettant d'appréhender les différents systèmes de gouvernance, et d'en dégager les nouvelles perspectives partenariales, cognitives et comportementales. Le livre est structuré en trois parties : la première montre le renouvellement des cadres d'analyse de la théorie micro de la gouvernance; la seconde porte sur l'évolution des systèmes nationaux à travers l'approche néo-institutionnelle de la gouvernance; la troisième pose les conditions d'un passage de la gouvernance des entreprises à la gouvernance des systèmes nationaux. L'ouvrage montre clairement que le champ théorique de la gouvernance est transversal - relevant à la fois de l'économie des institutions, de la finance et du droit – mais qu'il est également de plus en plus ouvert aux théories alternatives au courant dominant d'origine anglo-saxonne. Un ouvrage exigeant et stimulant à lire par les managers financiers et de contrôle de gestion proches des « noyaux stratégiques » des entreprises.

## **GOVERNANCE D'ENTREPRISE EN EUROPE**

**V. de Beaufort**

**Edition Economica, 2006.**

L'ouvrage – préfacé par P.Lamy, directeur général de l'OMC, et rédigé par V. de Beaufort, professeure de droit communautaire à l'ESSEC – compare les codes de gouvernance applicables au sein de l'Union européenne et dans 25 de ses pays-membres. Le concept relativement nouveau de gouvernance, porte sur les relations entre les actionnaires et les dirigeants des entreprises; il pose la question fondamentale des conditions nécessaires à la création de valeur de façon durable par ces dernières. Le domaine de la gouvernance d'entreprise est encadré par des principes déontologiques, des théories managériales, des réglementations publiques, des recommandations professionnelles, des pratiques de pilotage, des valeurs socio-culturelles... à la fois internationales et locales. Le domaine réglementaire, plus particulièrement étudié dans l'ouvrage, couvre divers champs juridiques : droits communautaires, des sociétés, des marchés financiers, comptable, fiscal, civil, pénal... Au-delà de ce foisonnement normatif, l'auteur souligne bien l'enjeu qui s'attache à une proposition concrète - de la part des autorités européennes - d'un modèle de gouvernance à la fois adapté à chaque type d'entreprise et pertinent, car intégrant la vision anglo-saxonne de

gouvernance actionnariale et l'approche continentale de gouvernance partenariale. Le livre met ainsi à jour les multiples contingences institutionnelles et culturelles, qui rendent le champ de la gouvernance d'entreprise à la fois complexe et vivant.

**LE MANAGEMENT DE L'INNOVATION :  
DE LA STRATEGIE AU PROJET  
S.Fernez-Walch et F.Romon (dir)  
Edition Vuibert, 2006**

L'ouvrage collectif, coordonné par des enseignants-chercheurs et consultants spécialistes du management de projet, porte sur un levier essentiel du développement économique et de la création d'emplois. Il est organisé en quatre parties équilibrées portant respectivement sur les formes et les enjeux de l'innovation, sur les déterminants des projets d'innovation, sur l'organisation de ces projets et sur leurs systèmes de pilotage. Les développements consacrés à l'organisation du management multi-projets, aux études de faisabilité des projets, à leurs montages juridiques et financiers, ainsi qu'aux systèmes de contrôle et de *reporting* des différents types de projets, intéresseront plus particulièrement les lecteurs de la revue Echanges. La réflexion est solidement étayée par des références théoriques sur l'économie de l'innovation et sur la gestion de projet ; elle est illustrée par de nombreux exemples et études de cas issus de l'observation de terrains variés. L'ouvrage est rédigé dans un style à la fois rigoureux et accessible, qui en rend la lecture enrichissante et agréable.

**RECHERCHES EN MANAGEMENT ET ORGANISATION  
M.Kalika et P.Romelaer  
Edition Economica, 2006.**

L'ouvrage, rédigé sous la direction de professeurs de l'Université de Paris-Dauphine, présente les meilleures thèses de gestion soutenues au cours des cinq dernières années. L'introduction met en lumière les difficultés rencontrées par les doctorants – pendant les 3 à 6 années de leurs recherches et au fil des 300 à 600 pages de leurs thèses – afin de poser leurs problématiques, de choisir une méthode pertinente de recherche, de maîtriser leurs champs théoriques, d'accéder à leurs terrains d'observation, de synthétiser et de valider les résultats de

leurs recherches. Chacun des jeunes docteurs présente ensuite, en quelques pages clairement rédigées, les protocoles et les résultats de leurs travaux. Plusieurs thèmes interpellent plus particulièrement les membres de la DFCG : l'avantage concurrentiel soutenable dans les services financiers ; la gestion du risque stratégique : choix stratégiques et couple rendement-risque, le point de vue des coûts de transaction et du coût du capital ; la gestion des risques perçus dans les relations d'alliance ; la transgression ordinaire des règles dans les cabinets de conseil en management ; recomposition des équipes dirigeantes et apprentissage organisationnel ; l'entrée dans l'entreprise des jeunes diplômés : les facteurs de réussite ou d'échec ; rémunération, satisfaction et départ volontaire : le cas des commerciaux des assurances ; la formalisation de l'éthique dans les grandes entreprises françaises ; actionnariat salarié et enracinement des dirigeants.

## **ECONOMIE ET GESTION DE L'ASSURANCE**

**Daniel Zajdenweber**

**Economica, 2006, 171 pages.**

Avec la parution de son dernier ouvrage, le lauréat du Prix Turgot 2000, Daniel Zajdenweber, professeur et directeur d'un Master Banque, Finance Assurance, s'est assigné une double mission. D'une part, combler une lacune de communication dont souffre structurellement le domaine de l'assurance; en effet contrairement à la finance ou à l'économie, cette activité n'est que peu enseignée alors même qu'elle connaît un essor remarquable eu égard notamment aux immenses besoins des nouveaux acteurs mondiaux (Chine, Inde...). Et d'autre part, apporter une contribution pédagogique aux étudiants désirant s'initier au fonctionnement des assurances. Pari réussi : en présentant les principaux concepts et outils utiles à la compréhension de l'activité et de la gestion de ces entreprises, l'auteur apporte la démonstration que leur spécificité (y compris celle d'une réglementation particulièrement contraignante centrée sur l'évaluation des risques), leur confèrent des atouts exclusifs au plan des garanties offertes aux assurés, dans un environnement de forte concurrence.

**FINANCEMENT SUR PROJETS ET PARTENARIATS  
PUBLIC-PRIVE**

**M. Lyonnet du Moutier  
Editions EMS, 2006.**

L'auteur a longtemps été un praticien de la « finance sur projet » avant d'en enseigner les techniques financières et les montages juridiques à l'université de Paris X et à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées. La « finance sur projet », qui repose entièrement sur des flux de trésorerie, mobilise des crédits estimés à plus de 100 milliards \$ au niveau mondial. Le principal intérêt de l'ouvrage réside dans la grande expérience de son auteur en matière de financement de grands projets industriels développés en partenariat public-privé (PPP). L'intelligibilité des montages par appel d'offres internationaux est rendue difficile par leurs caractères à la fois pluridisciplinaire et confidentiel. Leur plus ou moins grande complexité résulte des rapports de force et des conflits d'intérêts entre les parties prenantes. L'ouvrage est solidement construit en trois parties, portant respectivement sur les fondamentaux de la discipline (où il compare les modèles français et anglo-saxons), sur les relations entre les partenaires techniques des projets (concessionnaires, concédants), et enfin sur les relations entre les partenaires financiers (investisseurs publics et privés, établissements de crédit...). L'ensemble de l'ouvrage est rédigé dans un style rigoureux et illustré de nombreux exemples et études de cas.

**MELANGES EN L'HONNEUR DE JEAN PARENT, DE L'ECONOMIE  
INDUSTRIELLE A LA STRATEGIE D'ENTREPRISE**

**Martine Pelé (dir.)  
Editions PUF, 2006.**

L'ouvrage a été rédigé, sous la direction de la professeure Martine Pelé, par d'anciens collègues, assistants et doctorants du professeur Jean Parent, qui a été un des pionniers français de l'enseignement et de la recherche en sciences de gestion. Les vingt contributions couvrent le vaste champ de ses connaissances, qui s'étend de l'économie industrielle à l'histoire de l'art en passant par le management stratégique et la finance moderne. Les différents thèmes traités illustrent les centres d'intérêt de Jean Parent mais répondent

également à certains questionnements partagés aujourd'hui par les managers et les enseignants de gestion. Les managers seront plus particulièrement intéressés par les chapitres – rédigés par d'éminents spécialistes – consacrés au statut des incorporels, aux nouveaux tableaux de trésorerie, à la création de valeur, à la *business ethics* américaine, aux devoirs et responsabilités des banques dans la création et la reprise d'entreprises, et à l'évaluation des actions par les indicateurs boursiers.

## **FINANCER SON ENTREPRISE PAR LE CAPITAL INVESTISSEMENT**

**Pierre Battini**

**Editions Maxima, 2006, 293 pages.**

Au-delà du mythe, attaché par exemple au success story des *business angels* ou à l'opacité des techniques financières qui lui sont attachées, le Capital Investissement, ou le *private equity*, se traduit en réalité par une simple prise de participation au capital des entreprises, à des stades différents de leurs vies, de la naissance au développement en passant par la transmission ou « les crises de croissance ». Son originalité réside à la fois dans la dimension privée des capitaux apportés par des associés « capital-investisseurs », mais aussi, dans la destination de ces fonds, exclusivement vers le haut de bilan. Ce procédé de financement complète ou se substitue à d'autres opérateurs - banques, Etat, Marchés – qui, suivant leurs propres logiques, se montrent temporairement inopérants à des moments clé de la vie de l'entreprise. Il ne fait pas de doute que les restrictions de crédit aux PME, l'aversion aux risques, les difficultés d'accès aux marchés financiers, ont accéléré la promotion du Capital Investissement comme levier majeur du financement des entreprises (près de 20 % des fusions acquisition en 2006). La nature ayant horreur du vide, il semble que ce marché de « capitaux non cotés » ait su mieux répondre aux attentes de ses clients, tant en amont, les investisseurs qui apportent l'épargne, qu'en aval, les entreprises demandeuses de capitaux sans garantie. Ce marché privé s'est progressivement donné des règles, des pratiques et un formalisme universellement appliqués. Toutefois, la mesure des performances reste encore subjective faute de disposer d'outils de mesure adaptés. Le Capital Investissement



demeure néanmoins une aubaine pour les entreprises familiales qui accueillent des fonds de *private equity* dans leur capital en dépit de la lourdeur de ces opérations

## **REPORTING FINANCIER ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES: LE SENS DES NORMES IFRS**

**B.Pige & X. Paper**  
**Edition EMS, 2006.**

Rédigé par deux spécialistes reconnus de la comptabilité d'entreprise, l'ouvrage apporte une contribution particulièrement intéressante au débat actuel sur les difficultés d'application des normes comptables IAS/IFRS. Servi par une maîtrise éprouvée du nouveau référentiel, les auteurs démontrent, de manière convaincante, que l'application des normes internationales permet une meilleure information des actionnaires (les *shareholders*), mais aussi des autres parties prenantes de l'entreprise (les *stakeholders*), sur les performances et sur le patrimoine des sociétés cotées en bourse. Les nouvelles normes contribuent ainsi au développement d'une « gouvernance partenariale » des entreprises. L'ouvrage est rédigé dans un style accessible aux managers et aux étudiants non comptables. Il est structuré en trois parties traitant respectivement de la place du *reporting* financier dans la gouvernance des entreprises, de l'appréhension de la diversité des transactions comptabilisées, et de la perception comptable de l'avenir de l'entreprise. Il passe en revue les normes suivant dix principes « majeurs et structurants », dont l'intelligibilité permet de percevoir le passage des normes françaises aux normes internationales, non plus comme une contrainte mais comme une opportunité stratégique pour l'entreprise.

## **GUERRE OU PAIX : LES DEMOCRATIES A L'EPREUVE DU NOUVEAU MONDE**

**Laurent Cohen-Tanugi**  
**Edition Grasset, 2007.**

Dans son dernier livre, qui fait suite à ses nombreux essais (notamment « le droit sans Etat », publié en 1985), l'auteur s'interroge sur le sens des grands changements économiques et politiques du monde contemporain. Deux événements ont marqué les dernières

décennies: la chute du mur de Berlin en 1990 et les événements du 11 septembre 2001. Le premier a ouvert une ère de détente Est-Ouest et de relative stabilité économique (malgré l'éclatement des bulles immobilière en 1992 et internet en 1999) ; le second a révélé trois phénomènes: l'émergence d'un conflit entre l'Occident et l'Islam ; le retour d'anciennes (ou très anciennes) puissances sur la scène internationale (la Chine, la Russie, l'Inde) ; la fin de l'ère atlantiste, marquée par la domination de l'Europe et surtout, des Etats-Unis, sur le reste du monde. La globalisation des échanges, favorisée par les Etats et les entreprises de l'Occident, a paradoxalement entraîné un développement rapide des économies émergentes, et accéléré le passage d'un monde bipolaire à un macrocosme multipolaire. Selon les économistes classiques, le commerce international doit favoriser la paix entre les nations ; il semble au contraire, selon l'auteur, qu'il engendre désormais une certaine incertitude économique et une conflictualité latente entre les Etats. La globalisation financière entraînerait ainsi une « géopolitisation » des relations entre les Etats-nations. La société civile du XXI<sup>e</sup> siècle est confrontée à un double processus « d'intégration et de fragmentation ».

### **HOMMAGE A YVES ULLMO : PERSPECTIVES FINANCIERES EUROPEENNES**

**Revue d'économie financière n°89, juillet 2007.**

La Revue d'économie financière consacre sa livraison de juillet 2007 à un hommage à Yves Ullmo, économiste français de réputation internationale, décédé le 5 novembre 2006. Ses articles les plus représentatifs y sont reproduits, portant respectivement sur les stratégies économiques post-crises (1978), sur l'évolution de l'intermédiation financière (1988 et 1990), sur les taux d'intérêt et le risque des entreprises (1992), sur la dérive du système bancaire français (1996), et sur la rémunération des dépôts et la tarification bancaire (1999). La REF présente également de stimulantes réflexions sur les perspectives financières européennes : les nouveaux modes de protection de l'épargne, la faiblesse des budgets publics, l'harmonisation fiscale, les normes comptables et la gestion de la dette publique, l'intégration des industries post-marché, la cotation des entreprises européennes aux Etats-Unis. La clairvoyance

des analyses des économistes d'aujourd'hui ne cède en rien à celle manifestée hier par le regretté Yves Ullmo.

**LE MARCHÉ FINANCIER FRANÇAIS AU XIX<sup>e</sup> SIECLE**  
**Sous la direction de P-C. Hautcoeur et de G.Gallais-Hamonna**  
**Publications de la Sorbonne, 2007, 2 volumes.**

Le monumental ouvrage collectif, rédigé sous la direction de P-C. Hautcoeur et par G.Gallais-Hamonna constitue un chapitre-clé de l'histoire financière de la France. Il retrace l'évolution des différents « marchés » grâce auxquels a pu être assuré, de la Révolution à la guerre de 1914, l'équilibre entre les ressources et les besoins financiers à long terme de l'économie française (la notion de « système financier », introduite seulement au cours des années 1960, inclut les interactions entre le marché financier et le marché monétaire). L'observation montre notamment les rôles croissants exercés par la bourse de Paris (fondée en 1724), et, sur cette dernière, par le taux d'intérêt de la rente sur l'Etat, au cours de ses phases successives de redressement (1800-1840), de développement (1840-1870), de crises (1870-1895) et d'épanouissement (jusqu'en 1914). Avec ses marchés d'obligations, d'actions et de contrats conditionnels et à terme, la place de Paris supplante progressivement les circuits du Trésor, de la banque de France, des banques commerciales et des notaires. Le chapitre consacré à l'histoire de la rente perpétuelle française, rédigé par J.M. Vaslin (enseignant-chercheur à l'université d'Amiens) mérite une attention particulière, par son érudition et par sa résonance étonnamment actuelle. L'ouvrage, rédigé dans un style accessible, est solidement documenté et richement illustré de tableaux et de graphiques originaux.

**MACROPSYCHANALYSE, l'économie de l'inconscient**  
**V. Levy-Garboua G.Maarek**  
**Editions PUF, 2007.**

L'ouvrage est audacieux à plus d'un titre. Leurs auteurs, qui sont deux économistes réputés, reconnaissent en introduction, qu'omniprésente dans le discours social, « la psychanalyse souffre toutefois d'un certain discrédit dans les milieux scientifiques », et que, s'intéressant

aux phénomènes intra-psychiques, elle est difficilement transposable aux « groupes sociaux structurés ». Les auteurs rappellent opportunément que Freud voyait « dans l'histoire du monde civilisé, la reproduction à grande échelle de l'histoire du petit d'homme ». Après avoir rappelé les fondements de l'analyse freudienne, les auteurs « tentent une synthèse » des apports des neurosciences à l'intelligibilité de l'évolution humaine, puis analysent les limites de « l'homme rationnel » face à la complexité de l'économie moderne. Ils montrent que les nouveaux modèles « *d'homo economicus* » ont une « ressemblance troublante avec l'homme freudien ». Passant de l'individu au groupe, ils transposent le fameux tryptique « moi/ça/surmoi » en appareil baptisé « prince/producteur/prêtre/professeur », et montrent qu'il est aussi bien parcouru de pulsions de vie et de mort, que sensible aux névroses et aux psychoses. Les auteurs étayent ainsi une nouvelle approche de la psychologie collective applicable notamment à l'entreprise. La dernière partie du livre teste le pouvoir explicatif de cette théorie par des études de cas. Les économistes et les financiers apprécieront également la lecture (si souvent négligée) des annexes à l'ouvrage, qui proposent des formalisations mathématiques (dans l'ensemble accessibles !), respectivement, des axiomatiques et des modèles d'économie freudienne, des rôles du surmoi, du fonctionnement du psychisme collectif (à la lumière de la théorie des jeux), des systèmes hiérarchiques et des systèmes adaptatifs complexes. L'ambition du projet, la rigueur du raisonnement, la pertinence des exemples, la richesse des références et la clarté du style, rendent convaincante la grille d'interprétation des phénomènes sociaux, offerte aux lecteurs de l'ouvrage.

## **L'ILLUSION ECONOMIQUE**

**Bernard Guerrien**

**Omniscience les essais, 2007.**

L'auteur (enseignant-chercheur à l'université de Paris 1 et auteur de nombreux travaux de mathématiques appliquées à l'économie) s'interroge sur la portée et les limites des modèles économiques, dont il dévoile les « trucs illusionnistes ». Sa réflexion est organisée en cinq chapitres, portant successivement sur le caractère scientifique de l'économie, la pratique des économistes, les théories économiques,

l'idéologie en économie et les connaissances économiques. Il dénonce notamment la dictature exercée par la théorie néo-classique, fondée sur le concept – qu'il juge ambigu - *d'homo economicus*, ainsi que les contradictions attachées aux notions de concurrence parfaite, d'équilibre général, de création de valeur, de création monétaire, de dette publique, de système de retraite, de marché boursier...L'ouvrage est illustré de nombreux encadrés portant notamment sur les lois en économie, le dilemme des prisonniers, le paradoxe de la concurrence, l'anticipation rationnelle... Il est rédigé dans un style directement accessible et est complété d'un utile glossaire des termes économiques. Une œuvre de « déconstruction » dans la tradition de la « *french theory* ».

## **L'UNIVERS DES RISQUES EN FINANCE**

**Benoit Cougnaud**

**Sciences po Les presses, 2007, 279 pages.**

L'auteur (directeur à la société Exane, chargé de cours à Sciences po) explore l'univers des risques financiers, analysant les risques systémiques, spécifiques et particuliers (de volatilité, de liquidité, opérationnels), sur les marchés de taux, des changes et des actions. Il organise la réflexion en trois séquences présentant respectivement les notions de risques, leurs techniques de mesure et de couverture et les évolutions possibles de leurs modes de gestion. Il dresse un catalogue relativement complet des instruments de mesure et de couverture des risques (sensibilité, VaR, évaluation des risques externes, options, dérivés de crédit...) et soulève des questionnements intéressants sur les perspectives de diffusion à l'économie des risques financiers, sur l'efficacité des marchés monétaires et financiers, sur les rôles respectifs des autorités monétaires, bancaires et boursières, et sur la nécessité d'un renforcement de la coopération internationale. Servie par un style concis et précis, la réflexion est illustrée d'exemples récents et pertinents, qui rendent la lecture de l'ouvrage d'autant plus agréable.

## **GESTION DES RISQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES**

**J.Hull, C.Godlewski, M.Merli**

**Pearson Education, 2007.**

L'ouvrage de J.Hull (professeur à l'université de Toronto), enrichi par M.Merli et C.Godlewski (enseignants à l'université de Strasbourg) offre le panorama actuellement le plus complet et le plus approfondi de la gestion des risques bancaires. Après un rappel des concepts de base de la finance moderne, les auteurs présentent les différents types de risques et les multiples instruments de couverture actuellement utilisés par les établissements financiers, puis comparent les pratiques en usage chez les traders. Ils analysent les modèles de mesure de la volatilité des cours, notamment les approches par les corrélations et les copules. Ils dégagent les implications des nouvelles dispositions de Bâle II sur la mesure de la valeur-à-risque (VaR), sur l'utilisation des dérivés de crédit, sur l'évaluation et la gestion des risques opérationnels, des risques de modèle et de liquidité, ainsi que sur le capital économique et le RAROC. Ils s'interrogent enfin sur la portée et les limites des dérivés climatiques, d'énergie et d'assurances. Le principal intérêt de l'ouvrage réside dans la richesse de ses apports à la fois économiques, financiers, organisationnels et culturels. L'investissement intellectuel qu'implique sa lecture est facilité par l'architecture équilibrée, le style précis, des synthèses partielles claires, des exemples éclairants, des références solides et des exercices d'application (avec solutions) proposés par les auteurs.

## **LES GRANDES QUESTIONS D'ECONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES**

**M.Lemoine, Ph Madiès et T.Madiès**

**Edition De Boeck, 2007.**

Les auteurs (respectivement directeur des études économiques d'une banque et enseignants-chercheurs universitaires) proposent une analyse approfondie des phénomènes actuels d'intégration, d'harmonisation, de régulation et de globalisation économique et financière. Ils s'attachent en particulier à dégager les apports des modèles économiques à la compréhension des principales problématiques économiques et financières contemporaines. Ils

apportent des réponses le plus souvent convaincantes aux interrogations actuelles relatives aux effets des échanges internationaux sur le développement économique, aux rôles respectifs des firmes multinationales, de l'Organisation Mondiale du Commerce, des instances régionales, nationales et supra-nationales (notamment européennes) dans les processus de globalisation économique et financière. Rédigé dans un style élégant, illustré de nombreux exemples originaux, étayé par des références pertinentes, l'ouvrage contribue indéniablement à une meilleure intelligibilité des phénomènes économiques et financiers contemporains.

### **COMITES EXECUTIFS, VOYAGE AU CŒUR DE LA DIRIGEANCE**

**F.Bournois, J.Duval-Hamel, S.Roussillon, J-L. Scaringella**

**Eyrolles, 2007, 962 pages (double colonne).**

L'ouvrage collectif, dont la coordination a été assurée par quatre experts reconnus, couvre un champ encore méconnu, à la fois complexe et difficilement accessible, celui des fonctions de direction générale, que les auteurs se proposent de revisiter à la lumière des changements organisationnels récents et prévisibles des entreprises et de leurs environnements. L'ouvrage – présenté sous forme d'encyclopédie pratique et vivante – est le résultat de travaux de recherche conduits, d'une part, dans le cadre de l'ESC-EAP (notamment de la chaire dirigeance animée par le professeur F.Bournois), et d'autre part, de l'apport de nombreux experts internationaux. La notion de dirigeance est fondée sur trois concepts en interaction: celui de la gouvernance (qui régule les relations entre les actionnaires et les managers), celui du management stratégique (qui couvre les grandes décisions et leur mise en oeuvre) et celui de la gestion des hommes (qui permet le pilotage opérationnel de l'organisation). Les auteurs proposent quatre parcours ou grilles de lecture de l'ouvrage, répondant aux questions-clés que se posent les dirigeants d'entreprise (et leurs collaborateurs) : Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Que font-ils ? Dans quels contextes évoluent-ils ? Un ouvrage dont la consultation quotidienne est indispensable à tous les managers d'aujourd'hui et de demain.

## **LA METHODE ABC/ABM**

**L.Ravignon, P-L. Bescos, M.Joalland, S.Le Bourgeois, A.Malejac**  
**Editions Eyrolles, 2007, 3<sup>e</sup> edition.**

Bien que l'ouvrage porte sur un ensemble de méthodes comptables et managériales déjà anciennes - dites *Activity Based Costing/ Activity Based Management* (ABC/ABM) - l'approche des cinq auteurs présente une certaine originalité. Elle offre en effet quatre grilles de lectures indépendantes de cette forme avancée de comptabilité analytique: un accès par l'application de l'ABC/ABM dans 21 secteurs d'activité, un parcours distinguant 9 types différents d'environnement concurrentiel de l'entreprise, un itinéraire différenciant les 3 principales finalités de l'ABC/ABM (réduction des coûts, pilotage de la firme, management des hommes et réorganisation); enfin, une passerelle entre l'ABC/ABM et 7 autres domaines du management (stratégie, qualité, GRH, systèmes d'information, tableaux de bord, *benchmarking*, marketing-vente). L'ouvrage, rédigé dans un style efficace par des praticiens et des enseignants-chercheurs, est illustré de 7 études de cas pertinentes de PME et de grands groupes; il présente une boîte à outils complète de l'ABC/ABM et en détaille le mode d'emploi. Un des principaux intérêts du livre réside dans la mise en lumière des interactions entre les approches comptables (ABC) et managériales (ABM) du pilotage de l'entreprise, favorisées par divers instruments (identification des activités à forte valeur ajoutée, détection des acteurs pertinents, cartographie de leurs compétences, planification du changement organisationnel...).

## **L'AVENIR du TRAVAIL**

**Jacques ATTALI (dir.),**

**Editions Fayard, 2007, 154 pages.**

Jamais le travail des hommes n'aura évolué autant qu'il devra le faire au cours des 50 prochaines années. Profondément affecté par le monde qui se dessine, globalisé, instable, précaire, le travail va changer dans son contenu, sa distribution planétaire et son « humanité ». Le groupe d'auteurs confirme la transformation radicale en perspective du marché du travail mondial: situations très contrastées entre le « Nord » et le « Sud », cumul de situations



paradoxaux liées à la démographie : 40 millions d'entrants chaque année qui alourdissent les 200 millions de demandeurs d'emploi le plus souvent pauvres, mais, 200 millions d'enfants contraints au travail dans les pays développés pour cause de vieillissement et de rareté des « actifs jeunes ». Le progrès technique en constante accélération, ne fera pas disparaître le travail : de nouveaux métiers apparaîtront, plus liés à la consommation, aux services aux personnes, aux nouvelles technologies. L'espace de travail développera sa « virtualité », et les frontières entre le travail, la consommation, les transports et la distraction, deviendront de plus en plus floues. Mais le « temps contraint » du travail (travail plus transport) aura tendance à progresser. Les auteurs estiment que les entreprises devenues plus nomades et les dirigeants et actionnaires plus court-termistes, devront adapter leurs comportements. Une nouvelle gouvernance s'imposera avec plus de sens et d'éthique. Les stratégies de « réseaux de réseaux » seront renforcées. Corporatisme et individualisme pèseront sur la capacité d'influence de la représentation et de la négociation sociale. Enfin « la rente du savoir » perdra de son intensité. A l'évidence, le marché du travail français ne pourra se tenir à l'écart de cette évolution mondiale. Quelles en seront les conséquences pour les métiers, la formation, les relations sociales, le code et le contrat de travail... ? C'est à ce corpus de questions que s'efforce de répondre cet ouvrage, sans langue de bois, ni à priori.

## **PECHES CAPITAUX AU PAYS DU CAPITAL**

**Bruno Jarroson,  
Edition Dunod, 2007.**

L'auteur emprunte à Saint-Thomas une grille originale – celle des sept péchés capitaux – afin d'analyser sa vision du management d'aujourd'hui. Le premier péché est celui de l'orgueil (ou « l'égo gonflant ») attribué à certains stratèges adeptes de la « pensée magique ». Le second est la gourmandise (ou le « cholestérol au pouvoir ») des raiders et des spéculateurs. Le troisième est la luxure (ou la « convoitise insolente ») de certains dirigeants. Le quatrième est l'avarice (ou la « tyrannie de la vitesse ») des managers trop pressés. Le cinquième est l'envie (ou la « tristesse généralisée ») des salariés en quête de sens. Le sixième est la colère (ou le « ridicule fait art ») mauvaise conseillère. Le dernier est la paresse (ou le

« règne de l'idée reçue ») de certains stratèges et communicateurs pratiquant la langue de bois. Sous le pamphlet au style parfois voltairien, le lecteur percevra un plaidoyer en faveur d'une réconciliation du citoyen et de l'entreprise.

## **CRITIQUE DE LA VALEUR FONDAMENTALE**

**Christian Walter, Eric Brian**

**Springer, 2007, 204 pages.**

L'ouvrage collectif, dont la rédaction a été coordonnée par Christian Walter et Eric Brian, présente et critique le concept – qu'ils jugent subjectif – de valeur fondamentale d'une entreprise, basée sur la projection de ses flux (dividendes, résultats, cash flows disponibles...) actualisés. Ils montrent que la fixation du taux d'actualisation - et singulièrement, de la prime de risque sur les apports en capitaux – soulève une problématique délicate, sinon insoluble, étant basée soit sur les récurrences empiriques du passé, soit sur les anticipations hypothétiques du futur. Ils introduisent le concept de « bulle rationnelle », dont l'impact doit être ajouté à la valeur fondamentale si la limite des flux futurs ne tend pas à long terme vers zéro. Les opérations d'arbitrage devraient en principe, si le marché boursier était efficient, limiter les effets des bulles rationnelles, mais les arbitragistes sont eux-mêmes exposés aux risques de faillite et aux « bruits », qui perturbent le marché. Les auteurs sont conduits à revisiter les concepts de normalité, d'excès, d'extrême, d'incertitude, de risque, d'aléa... en finance de marché, et à dresser une typologie originale des spéculateurs, de leurs profils, leurs modèles d'évaluation et supports d'information. Afin de limiter ces effets, ils proposent de substituer aux traditionnels modèles « gaussiens » de fluctuation des cours, des modèles « parétiens », posant ainsi le premier jalon d'une théorie de « l'action rationnelle étendue ».

## **LA MICRO-FINANCE N'EST PLUS UNE UTOPIE**

**Sylvain Allemand**

**Editions Autrement, 2007, 203 pages.**

Longtemps synonyme d'opération anecdotique réservée à des pays ou des acteurs appartenant à des économies en voie de

développement, la micro-finance est brusquement sortie de son ghetto. Dès lors, projetée sous les feux de la rampe par Muhammad Yunus, figure emblématique de cette activité, prix Nobel de la paix, le concept d'« économie solidaire rentable », trop souvent réduit au micro-crédit, n'a cessé d'interpeller y compris dans les sphères les plus sceptiques de la planète finance. Ces initiatives fortement médiatisées semblaient pouvoir propulser dans des activités marchandes et pérennes, des pratiques embryonnaires de subsistance familiale et de micro-économie. Portent-elles en elles des germes d'un développement planétaire ? Peuvent-elles apporter une réponse durable aux exclus du système bancaire, aux nouveaux pauvres ou bien encore offrir une voie nouvelle pour sortir de la précarité ? C'est possible, répond Sylvain Allemand, témoignages et exemples concrets à l'appui. Non la micro-finance n'est pas une utopie, sans doute n'est-elle que la résurgence d'une « belle histoire » dont les plus belles pages ont été écrites au début du siècle dans le monde coopératif et mutualiste, relevant le défi du développement par la solidarité. L'auteur montre brillamment comment les acteurs de cette nouvelle économie, l'ADIE et la charismatique Maria Nowak mettent en selle des porteurs de petits projets en dehors des normes financières classiques à travers des réseaux bancaires et des points relais. Très convaincant, on regrette toutefois que la remarquable réalisation du projet « passerelle » conduit par Bernard Mary depuis plus d'une décennie, ne serve pas de référence.

### **ECONOMIE DE L'ENTREPRISE.**

**Olivier Pastré, Lucile Cherubin Gavelle, Fernando Acosta  
Editions Economica, 2007, 240 pages**

Les français n'aiment pas plus l'économie de marché que l'entreprise, sans doute pour de multiples raisons, culturelles, historiques, philosophiques. L'actualité montre que l'enseignement de l'économie tel qu'il a été pratiqué peut faire l'objet de critiques justifiées tant dans le secondaire qu'à l'Université. De sérieuses remises en cause se font jour, il était temps. Mais la première explication de ce désamour tient à la méconnaissance, pour ne pas dire l'ignorance, de cette science de l'économie. On sait que ce déficit est source de redoutables blocages et d'une résistance assez exceptionnelle des français pour

le changement ; plusieurs sondages ont d'ailleurs montré que de tous les pays d'Europe, la France était celui qui rejetait le plus l'économie de marché et les entreprises. La pédagogie économique est donc devenue un enjeu majeur pour que notre pays puisse enfin intégrer le monde réel. Cet ouvrage y participe et s'inscrit dans la même lignée des actions entreprises par nombre de responsables de l'Etat (CODICE), des économistes, Cercle des Economistes, cercle Turgot, Prix Turgot d'Economie Financière... Cette parution, sous la plume d'un trio prestigieux, rappelle que l'entreprise est au cœur de la création de valeurs et de l'emploi. Certes les entreprises comme les hommes dont elles sont la création, ne sont ni parfaites ni aussi vertueuses qu'on pourrait l'espérer dans un monde idéal. Le monde réel est autre. Il faut donc comprendre le modèle, s'en tenir à la réalité et écarter les excès paroxystiques qui peuvent émailler l'actualité : hier les scandales d'Enron, la perte de contrôle dans l'évaluation des télécoms ou bien encore les erreurs gigantesques dont hélas l'épisode de la Société Générale est l'illustration. Ce n'est qu'après une analyse critique à laquelle nous invite les auteurs qu'il est possible de proposer des réformes qui permettront d'améliorer la gouvernance et sans doute aussi la dirigeance des entreprises et par voie de conséquence, la situation des parties prenantes. Aussi cet ouvrage apporte une contribution remarquable à une meilleure compréhension de l'économie de l'entreprise, de son fonctionnement, de ses grandeurs, de ses misères et des enjeux qu'elle représente.

## **ITINERAIRE D'UN ENARQUE GATE**

**François David**

**Edition Le Cherche Midi, 2007, 231 pages.**

L'autobiographie ne fait plus recette. Le dernier ouvrage de François David, grand serviteur de l'Etat, Président en exercice de la COFACE, semble vouloir faire mentir cette tendance. L'auteur reste atypique par la diversité de ses centres d'intérêts. Ses publications en sont l'illustration, de « Jacques Cœur » à la cinématographie en passant par l'économie internationale et la finance. Mais François David bénéficie d'un autre privilège : parfaitement bilingue, il est aussi biculturel, ceci lui permet de « se regarder et de penser en pleine empathie ». Sans doute tient-il de cette bipolarité, ce mélange original

de retenue, de recul et d'humour anglo-saxon, constitutif d'une personnalité attachante. La mixité de son éducation l'a sans doute bien préparé à un parcours professionnel brillant, tant dans l'Administration que dans le secteur concurrentiel. C'est à l'aune de cette expérience quasi unique que l'auteur s'autorise des témoignages étayés et des anecdotes croustillantes sur les systèmes et les acteurs du pouvoir ; une rétrospective qui lui permet de lever un coin de voile sur le système politico-administratif français, sur les secrets des cabinets ministériels, sur les pratiques présidentielles de droite et de gauche. Mais il ne faut pas s'y tromper, sans se prendre au sérieux, en s'appuyant sur la pratique de l'« *opening and closing joke* », l'auteur délivre en filigrane des messages et des réflexions de fond sur la compétitivité comparée des systèmes français et anglais: pour l'éducation, son passage à Sciences Po et à l'ENA ne l'ont pas convaincu d'une supériorité par rapport à Oxford et Cambridge. De même que le cartésianisme et l'individualisme dominant en France ne sauraient concurrencer le pragmatisme et l'esprit d'équipe de nos amis anglais, le Foreign office restant dans son esprit plus efficace que le Quai d'Orsay. Il préfère de loin le « mais, oui » british au « oui, mais » français, le premier suscitant l'action, le second s'y opposant. Au moment où Tony Blair tire sa révérence et où la France découvre, encore incrédule, son nouveau président, ce regard croisé et biculturel d'un « petit clermontois » devenu « énarque gâté », arrive à point nommé pour susciter de salutaires remises en cause nationales.

## **LES PROGRES DE L'EUROPE FINANCIERE**

**Jean François Pons et autres,**

**Revue d'économie financière, n°87, 2007.**

La construction de l'Europe financière se fait pas à pas, avec des progrès constants et une harmonisation qui doit permettre une intégration totale des services financiers et des systèmes de consolidation du secteur bancaire et des assurances. Cet ouvrage collectif permet de faire un tour rapide des différentes actions mises en œuvre et développées au niveau communautaire. L'analyse de la directive sur les marchés d'instruments financiers, les conséquences de Bâle II, les objectifs de l'espace unique de paiements en euros, la description des différents organes et comités, tous les enjeux et perspectives de l'intégration financière sont abordés, révélant le rôle

important des superviseurs et régulateurs sur cet échiquier européen. La brillante conclusion du commissaire européen Charlie Mc Greevy ne peut qu'inciter à aller plus loin dans cette construction. À lire sans délai pour mieux comprendre ce que sera cette Europe financière de demain.

## **GUERRE OU PAIX. Essai sur le Monde de demain**

**Laurent Cohen-Tanugi**

**Editions Grasset, 2007, 229 pages.**

La « guerre froide » présentait bien des avantages : les nostalgiques rappelleront que l'affrontement du « Monde Libre » et du totalitarisme communiste balisait clairement « le champ de bataille » sur lequel les autres civilisations n'avaient guère de prise : l'adversaire était clairement identifié, et les risques de perte de contrôle de la situation étaient de facto minimisés. Mais, souligne l'auteur, dans la reconstitution accélérée du Nouveau Monde, personne n'est officiellement l'ennemi de personne. Néanmoins, la dissémination de la puissance planétaire, la fin du bipolarisme, alliées aux totalitarismes religieux, font naître de nouvelles menaces pour les démocraties. Eternel retour de l'histoire, la Chine et l'Inde retrouvent la place qu'elles avaient perdue à l'aube de la révolution industrielle. Or seul l'Occident place l'homme, la liberté, la tolérance, la séparation du politique et du religieux, au centre de ses valeurs et de sa conception du Monde. Les démocraties, par nature, exigeantes envers elles-mêmes, restent très mal armées envers leurs rivales. « La mondialisation, principal moteur de transformation de la planète, porte autant de tensions que d'apaisement : la dépolitisation des mouvements économiques, dogme de la pensée libérale, se heurte à la géo politisation de l'espace mondialisé ». Alors que la croissance « ne garantit plus la paix », comment résoudre cette nouvelle équation où prospérité rime avec conflictualité ? L'ouvrage passe en revue les conséquences de la fin de « l'ère atlantique » et les nouveaux défis que devront affronter l'Occident. Les clés se trouvent paradoxalement dans les nouvelles « armes de la Paix », autour de trois défis : l'amélioration de la gouvernance mondiale, l'intégration du monde musulman et la lutte sans merci contre les fléaux du non développement, en particulier africains. La France saura-t-elle

apporter sa pierre à une pédagogie du changement du monde ? Dans ce domaine, les relations personnelles des dirigeants devraient contribuer à faire prévaloir les solidarités fondamentales d'intérêt et de valeur.

## **LA TENTATION ETHIQUE DU CAPITALISME**

**Anne Salmon**

**Edition La découverte, 2007, 190 pages.**

L'éthique peut –elle « ré-enchanter » l'économie ? « Un espoir inquiet » pour Anne Salmon, philosophe, sociologue, auteur et universitaire de talent. Le grand mérite de cette nouvelle parution réside dans la juxtaposition d'une approche théorique avec une enquête approfondie de terrain dans une grande entreprise venant de franchir le « rubicon » entre le public et le privé. La montée des exigences sociales conduit elle à la négation des libertés démocratiques ? Cette montée contribue-t-elle au contraire à « normer » l'action collective « sans la borner » ? Les réponses à ces questions fondent la notion d'éthique du capitalisme, que l'auteur définit comme le moyen de restaurer des rapports distendus entre les moyens techniques et économiques et les finalités sociales et humaines. L'Éthique, manipulation des symboles et du lien social ? Illusion pour masquer la rupture entre moyens économiques et finalités sociales ? Entre le discours et la réalité des conditions sociales, entre adhésion et nouvelle réalité managériale, rapprochant ce que veulent les directions (la mobilisation des salariés) de ce qu'exige l'opinion publique (l'exemplarité).

## **INVESTIR EN BOURSE POUR SA RETRAITE**

**Jean-Marie Pruvost et François-Xavier Simon**

**Editions Dunod, 2007, 167pages.**

La pédagogie « économique » est devenue une évidence pour tous les acteurs « en responsabilité » dans la sphère publique ou privée. Cette impérieuse nécessité devenue d'intérêt public s'impose non seulement pour le grand public mais aussi pour les « jeunes » qu'ils soient élèves ou étudiants, quelque peu démunis dans le cadre éducatif en vigueur qui fait largement l'impasse sur

l'éducation économique. Les « actifs » salariés ou libéraux qui perçoivent avec acuité la nécessité d'avoir à relever le défi et d'assurer de plus en plus seuls le devenir financier de leurs « vieux jours », sont tout autant concernés (ou devraient l'être !). Devant l'implosion annoncée des systèmes de retraite par répartition, confrontés à l'allongement de leur espérance de vie (opportunité ou menace ?), il leur reste à rechercher ailleurs des systèmes ou des garanties d'avenir. C'est tout l'enjeu de la capitalisation. Les auteurs mettent à profit leurs expériences de formateurs pour accompagner la réflexion de leurs lecteurs sur les chemins encore insuffisamment explorés de l'épargne retraite et de prévoyance. Cet ouvrage très accessible donne des clés de bon sens et des repères clairs intégrant notamment le profil de l'épargnant dans les facteurs de succès de ces investissements, sur le long terme et dans un contexte boursier. Ce qui en théorie devrait être synergique. Rendez-vous dans trente ans !

## **50 PETITES EXPERIENCES EN PSYCHOLOGIE DE L'EPARGNANT ET DE L'INVESTISSEUR**

**Mickaël Mangot**

**Editions Dunod, 2007, 202 pages.**

La théorie financière construite sur la rationalité des investisseurs, avec en corollaire, l'efficience des marchés, a subi de profondes remises en cause à la lumière des bulles ou autres krachs boursiers. Au cœur de cette interrogation, se trouve le comportement des investisseurs, non seulement celui des professionnels mais aussi de tout un chacun. Mickaël Mangot avait su déjà démontrer avec brio, dans son précédent ouvrage, que les investisseurs étaient loin d'être en réalité des « super calculateurs », maîtres de leur comportement, mais plutôt des « homo affectifs » en proie en permanence à leurs émotions voire à leurs fantaisies. C'est dans le droit fil de ses recherches sur la finance comportementale, à l'école de Daniel Kahnemann que le benjamin des lauréats du Prix Turgot (2005) nous délivre à défaut d'une recette miracle, quelques leçons d'expériences pour tenter d'échapper aux « biais » des comportements de l'épargnant investisseur. 50 exemples de décisions financières où l'intuition l'emporte sur le rationnel, où le « suivi moutonnier » fait dériver le décideur vers les plages inhospitalières des mauvais choix



où chacune de ses erreurs peut lui coûter fort cher. Mêlant adroitement la rigueur de l'analyse scientifique à des clins d'œil amusés, l'auteur pointe du doigt les biais de raisonnement, les excès de confiance ou d'optimisme. Vous comprendrez par ailleurs pourquoi l'aversion aux pertes et aux regrets inhibe les décisions ou bien encore en quoi les « effets » de serpent, de soleil ou de lune s'ajoutent au blues du lundi pour impacter l'évolution des marchés. Vous serez surpris d'apprendre qu'hommes et femmes sont inégaux devant le risque et la confiance dans les décisions financières, pourquoi « mars » investit davantage, que « venus », préfère les actions et change plus souvent de portefeuille. Utilisant avec bonheur un sens inné de la pédagogie, Mickaël Mangot explore à la fois les marchés boursiers et le domaine de l'immobilier : encore une chance pour nous, modestes acteurs de la planète finance pour devenir ou « redevenir » l'investisseur intelligent que Warren Buffet appelait récemment de ses vœux.

**FINANCE DE MARCHE  
INSTRUMENTS DE BASE, PRODUITS DERIVES,  
PORTEFEUILLES ET RISQUES**

**Roland Portait et Patrice Poncet  
Edition Dalloz, 2008, 1089 pages.**

Le livre des professeurs Portait (CNAM, ESSEC) et Poncet (Paris I, ESSEC) s'adresse aux professionnels et aux étudiants (de niveau master) en finance-assurance. L'ouvrage restitue les expériences des auteurs en matière d'enseignement et de conseil auprès des salles de marché. Il assure l'interface entre les manuels classiques insuffisamment ouverts aux techniques financières avancées, et les ouvrages théoriques d'un niveau mathématique souvent inaccessible. Il présente, de manière exhaustive et cohérente, la plupart des organisations, des instruments, des modèles et des pratiques de la finance de marché. Il couvre les méthodes d'évaluation et de gestion des actifs primitifs (actions, produits de taux et de change, indices, crédits bancaires), les produits dérivés (swaps, futures, options, hybrides, dérivés de crédit) et les techniques de gestion des portefeuilles et des risques. Il fait appel aux méthodes de calcul différentiel et intégral, d'algèbre linéaire, d'analyse probabiliste et de calcul stochastique. Il est rédigé dans un style didactique et illustré de

nombreux exemples, exercices (avec corrigés) et logiciels d'évaluation en ligne. Ces qualités lui confèrent le statut de nouvel ouvrage de référence de la finance moderne. Sa lecture permet – au-delà des polémiques actuelles sur la crise boursière – de mieux mesurer la portée et les limites de la finance de marché.

## **LE CYGNE NOIR, LA PUISSANCE DE L'IMPREVISIBLE**

**Nassim Nicholas Taleb**

**Les Belles Lettres, 2008.**

L'ouvrage (traduit en 25 langues) de Nicholas Taleb (trader puis professeur à New York) trouve une étrange résonance dans la crise actuelle. L'auteur s'interroge en effet sur la « cécité » de *l'homo economicus* face au hasard, et sur son incapacité à prévoir les événements qui n'entrent pas dans son champ habituel de connaissances : « avant la découverte de l'Australie (terre des cygnes noirs), l'ancien monde était convaincu que tous les cygnes étaient blancs ». Il impute cette incapacité à « l'indifférence des économistes aux productions intellectuelles extérieures à leurs domaines ». Il critique plus particulièrement le système gaussien (ou brownien) - selon lequel la distribution des événements aléatoires suit une « courbe en cloche » - qui fonde la plupart des modèles financiers actuels, et notamment, la formule de valorisation des options établie en 1973 par Black, Scholes et Merton. Il ne manque de rappeler que l'application de la formule a conduit à la faillite de leur *hedge fund* LTCM. L'auteur invite le lecteur à considérer que certains événements hautement improbables sont de nature à modifier la nature même du processus ou du système qui les a engendrés. Le livre, solidement documenté et illustré de nombreux exemples vécus, est écrit dans un style délibérément irrévérencieux et polémique.

## **LE CAPITALISME EST-IL DURABLE ?**

**Bernard Perret**

**Edition Carnets nord, 2008**

S'inspirant du fameux « plan B » de Lester Brown, l'auteur prône le développement d'une nouvelle « éco-économie » ou « économie symbiotique » qui – à la différence de l'économie industrielle – cherche à imiter les mécanismes de performance de la nature. Grâce

à leurs systèmes biologiques complexes, les espèces animales et végétales vivent ensemble en symbiose avec leur milieu naturel. Elles consomment des ressources renouvelables et contribuent à leur renouvellement. Ce mode de développement de la société repose notamment sur l'innovation dans les domaines de l'éco-conception, visant à faciliter la maintenance et le recyclage des composants des produits, « l'économie circulaire » (ou écologie industrielle), basée sur la recherche de synergies entre producteurs et utilisateurs d'effluents, et « l'économie de fonctionnalité », destinée à réduire les coûts sur l'ensemble du cycle de vie des équipements. L'avènement de l'économie symbiotique implique toutefois le recours transitoire à une forme « d'économie de guerre » fortement régulée. Un nouveau livre à ajouter à la grande bibliothèque édifiée sur les décombres de la crise actuelle.

**VINGT ANS QUI BOULEVERSERENT LE MONDE,  
DE BERLIN A PEKIN**

**Thierry de Montbrial  
Edition Dunod, 2008.**

Issu du célèbre rapport annuel Ramses, l'ouvrage, réédité depuis 2003, de Thierry de Montbrial (directeur de L'IFRI), dresse une vaste rétrospective des événements politiques et économiques qui ont marqué le monde depuis vingt ans. Le lecteur est impressionné par l'ampleur des mutations traversées par l'humanité. Il est surpris de constater que, malgré ses dissensions et ses dysfonctionnements, la Communauté Economique Européenne – devenue l'Union Européenne depuis 1992 – a exercé une influence de plus en plus grande sur les autres nations. Il assiste quasiment « en direct » aux crises et aux prises de conscience du terrorisme, des bulles financières, du réchauffement climatique...Il observe l'émergence d'un nouveau système international multipolaire, à la fois hétérogène et global, marqué par une souveraineté partagée. Il perçoit mieux l'importance des débats sur la gouvernance mondiale, relancée par la crise actuelle.

## **LEÇONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE**

**Bernard Landais,  
De Boeck, 2008.**

L'ouvrage de B.Landais (professeur des universités) vient opportunément éclairer la triste actualité monétaire. En huit leçons, l'auteur rappelle les principaux modèles de la théorie monétaire, en identifie les différents leviers, puis en analyse les portées et les limites respectives. Il montre que l'efficacité des stratégies des banques centrales implique le respect de leur indépendance par tous les acteurs des marchés. Il évacue les faux débats suscités par les décisions prises par la Banque centrale européenne afin de surmonter les crises traversées par l'euro. Il met en lumière la règle de Taylor, qui est appliquée par toutes les banques centrales malgré son « statut à la fois éminent et ambigu ». Selon cette règle, face à une menace d'inflation, la réplique de la banque centrale doit mécaniquement se traduire par une hausse du taux d'intérêt réel à court terme. Il conclut que la stratégie de la BCE pourrait sans doute gagner, en termes de croissance et d'emploi, à prévoir un desserrement ( de 2 à 3%) de l'objectif d'inflation au sein de la zone euro.

## **FUSIONS D'ENTREPRISES**

**Bancel F. et Duval Hamel J.,  
Edition Eyrolles , 2008.**

Les auteurs montrent que les opérations de fusions-acquisitions (OFA) sont des actes majeurs et récurrents de reconfiguration des entreprises : elles permettent leur réorientation totale ou une simple accélération de leur positionnement stratégique. Mais derrière cette finalité affichée se profile une pluralité d'objectifs stratégiques. A partir de l'analyse des 50 plus importantes OFA européennes des années 1990, les auteurs répondent à d'importantes questions : Pourquoi les entreprises lancent-elles des OFA ? Que recherchent leurs initiateurs ? Quels sont les objectifs réellement poursuivis à travers ces opérations ? Ils relèvent quatre types majeurs de motivations, qui se situent dans les champs économique, actionnarial, managérial et de la « dirigeance ». Les décideurs visent une variété d'objectifs plus ou moins hiérarchisés, officiels ou « discrets » ; la confidentialité des objectifs managériaux et de « dirigeance » est fréquente, celle des

objectifs économiques et actionnariaux plus rare. Une relecture éclairante d'une grande problématique managériale d'aujourd'hui !

## **LA TRAHISON DES ECONOMISTES**

**Jean-Luc Gréau,**

**Edition Gallimard, 2008, 248 pages.**

Au-delà du titre provocateur, vous ouvrirez un brillant exercice intellectuel rédigé par un auteur prolifique, économiste expert auprès des organisations patronales. « La trahison des économistes » est, pour Jean-Luc Gréau, principalement intellectuelle : « des pratiques opportunistes » pour saisir « des fragments de réflexions des grands maîtres », (dont on revendique l'héritage), tout en les détachant de leur contexte ; de libres interprétations de Smith Mill, Schumpeter, oubliant Malthus, « ruinant » Keynes (qui n'a ni prôné le laxisme inflationniste ni l'excès de la redistribution). « L'originalité monstrueuse du nouveau capitalisme résulte de cette expérience néo-libérale, pétrie d'idéologie traditionnelle et servie par des instruments keynésiens ». Il est vrai qu'un vent mauvais souffle sur les économistes contemporains, sur leur « pensée », sur leur « science ». Les désillusions sont à la hauteur des espérances que la politique économique a fait naître : envolées les promesses de réponse et de choix clair pour les grandes questions (emploi, retraite, compétitivité...). Le « négationisme économique » progresse, annonciateur d'un chaos. L'incapacité des « conseillers des Princes » à résoudre les problèmes concrets, décrédibilise la théorie économique. La diversité est perçue comme un désordre et le « consensus » cher aux praticiens, apparaît comme une volonté de rejet des débats de fond, accompagnée d'une « prétention dominatrice de la pensée libérale ». Pour l'auteur « les cercles » (des économistes) ne tournent plus rond ! S'en suivent des éléments de réponse pour la nouvelle économie (en attendant un autre grand théoricien) : promouvoir des idées nationales sans alignement automatique sur les standards internationaux, rechercher les réalités cachées dans l'économie réelle (la dérégulation ne garantit pas la concurrence et les marchés financiers n'en ont cure). Défendre les intérêts et les valeurs de l'Europe .L'humilité doit rester la règle : les « grands anciens », Keynes et Popper n'ont-ils pas les premiers évoqué les limites de leur « science » (humaine et donc perfectible).

Rien n'est donc perdu d'autant que les apports nouveaux d'autres disciplines, la psychanalyse ou la philosophie pourraient ouvrir d'autres pages de cette grande histoire.

### **LA TROISIEME REVOLUTION AMERICAINE**

**Jacques MISTRAL**

**Editions Perrin, 2008, 236 pages.**

La « troisième révolution américaine », après celles des Roosevelt ou Reagan, est celle de « l'après 11 septembre », du fiasco de la guerre en Irak, des divisions idéologiques cultivées par l'équipe de Bush, de la concentration des richesses dans quelques mains, de la crise financière... Beaucoup de remises en causes pour le "modèle américain" en peu de temps ! Mais l'Amérique, à la recherche de son destin peut encore surprendre le monde : une conviction que l'auteur, ex conseiller de Michel Rocard et directeur de l'IFRI, se plaît à afficher au fil des pages en liaison avec sa longue expérience du terrain des USA. Certes l'ère du conservatisme et de l'ultra libéralisme ouverte par Reagan est bien morte, mais ce grand pays entend redevenir "*a city on the hill*", c'est à dire uni par des idéaux par-delà les difficultés, économiques, sociales ou environnementales. Si la fuite en avant dans l'endettement, conséquence de la théorie monétaire de Greenspan, et une croissance assise sur la dette, paraissent condamner le rêve Américain et avec lui la suprématie du dollar, rien n'est encore écrit définitivement : les forces de rappel « du nouveau monde » restent considérables. Le retour de l'Etat, la prise de conscience écologique, le réveil des idéaux démocratiques, de nouvelles stratégies économiques seront-elles de nature à consacrer le slogan "*USA is back*" ?

### **LA CHUTE: THEORIE DE LA CRISE ACTUELLE DU CAPITALISME**

**Patrick Castex**

**Edition L'Harmattan, 2008.**

L'ouvrage de Patrick Castex propose une théorie de la crise actuelle du capitalisme financier. Il rappelle les principales théories qui ont régi et expliqué le fonctionnement des économies réelles et financières depuis deux siècles, ainsi que les différentes politiques qui ont permis

d'en surmonter les crises. Il observe que la crise de 1929 a été surmontée par des mesures interventionnistes dites « keynésiennes », tandis que la crise des années 1970 (chocs pétroliers), celle des années 1992 (crise immobilière) et 1999 (éclatement de la « bulle internet »), par des mesures inverses de déréglementation et de dérégulation, inspirées par l'école de Chicago. Il conclut que « la vérité des crises se trouve au carrefour de la sphère monétaire et de la sphère réelle », et que leur résolution réside dans un savant équilibre entre deux luttes, contre l'inflation et contre le chômage. Il craint que la stagflation dans laquelle est entrée l'économie mondiale, ne puisse être jugulée par le seul ajustement des taux d'intérêt, mais qu'elle implique la mise en oeuvre d'une nouvelle forme de keynésianisme. Rédigé dans un style direct – voire parfois polémique –, solidement documenté par une connaissance des grands textes fondateurs de l'économie moderne, le livre de Patrick Castex constitue une source inépuisable de questionnements sur les logiques (et surtout, les contradictions) des systèmes économiques et financiers actuels ainsi qu'une plate-forme de propositions en faveur d'une re-fondation des systèmes de demain.

## **LE MARCHÉ D'OPTIONS**

**Sofiane Aboura**

**Ed. Economica (poche), 2008.**

Le bref opuscule de Sofiane Aboura, enseignant-chercheur à l'université de Paris-Dauphine, retrace l'historique et présente les fonctions essentielles des marchés d'options, destinés à couvrir la plupart des types de risques (financiers, physiques, climatiques) encourus par les Etats et par les entreprises, dans une économie mondialisée, innovante et volatile. Elle résume les principales avancées théoriques de la finance moderne, commente les évolutions réglementaires et analyse les nombreux regroupements de bourses de dérivés (notamment entre Euronext et le NYSE en 2006). Elle décrit notamment les architectures et les rôles des chambres de compensation, des marchés de gré à gré et *next warrant*, des plate-formes de négociation. Elle déchiffre le mode de fonctionnement des marchés, les stratégies simples et complexes sur options, et les méthodes de valorisation des contrats. Une synthèse claire servie par un style rigoureux !

## **PLACE FINANCIERE DE LUXEMBOURG, ANALYSE DE SES AVANTAGES COMPETITIFS ET DE SA DYNAMIQUE**

**Patrice Pieretti, Arnaud Bourgain, Philippe Courtin**  
**Edition de Boeck, 2008.**

L'analyse des trois chercheurs de la fondation Alphonse Weicker, porte sur les sources d'avantage compétitif de la place financière de Luxembourg, qui emploie 35 000 personnes, et contribue pour 27% aux recettes fiscales et pour 32% au PIB du Grand Duché. Ces sources sont examinées, suivant des approches empirique et économétrique, sous les angles des épargnants individuels, de la clientèle « entreprises », et des institutions financières. Après avoir présenté l'organisation, les principaux acteurs et les fonctions de la place financière, les auteurs observent que trois facteurs - le secret bancaire, les avantages réglementaires et fiscaux, l'attractivité de l'offre aux particuliers – constituent les principaux leviers de la compétitivité du pôle financier luxembourgeois. Ce dernier bénéficie d'effets externes spécifiques, dus à sa structure de *cluster*, marqué par une circulation active de l'information, un marché du travail efficient et un intégration des *back, middle et front office*. Un nouvel éclairage porté sur la seconde place financière européenne.

## **LA MONNAIE DEVOILEE PAR SES CRISES**

**Collectif sous la direction de Bruno Theret**  
**Editions de l'EHESS, 2008, 2 volumes.**

L'ouvrage restitue les recherches de vingt-deux économistes et historiens, coordonnées par Bruno Theret. Rompant avec le fonctionnalisme monétaire, qui réduit la monnaie à l'état d'instrument des échanges marchands, le groupe se livre à une approche pluridisciplinaire d'une trentaine de crises, observées au cours de vingt-cinq siècles sur trois continents. Les situations de crise permettent de « dévoiler » la véritable nature de la monnaie, qui repose sur le « trépied » de la dette, de la souveraineté et de la confiance. La « monnaie-dette » favorise les interdépendances et la reproduction sociales : la « dette de vie » sociale et fiscale contractée par chaque humain de sa naissance à sa mort, est transmise entre générations grâce à la monnaie, qui contribue ainsi à pérenniser le groupe social. Elle exige trois formes de confiance, dans ses



pratiques (confiance méthodique), dans ses garants (confiance hiérarchique) et dans des normes sociales (confiance éthique). La première forme assure sa fonctionnalité, la seconde, sa légalité et la troisième, sa légitimité. Les auteurs sont conduits à distinguer, d'une part, trois fonctions-types - unité de compte, système de monnayage (ou de règles), moyen de paiement - et d'autre part, trois états de la monnaie - incorporés (dans les schémas mentaux), institutionnalisés (par les Etats) et objectivés (sur différents supports). Ils identifient quatre formes de crises: deux « petites crises » de légitimité de la souveraineté (comme la crise allemande sur la période 1945-1948) ou de légitimation de son exercice (la crise russe des années 1990) ; deux « grandes crises » (dites externes) de souveraineté endogène (les crises brésilienne et argentine de 1984-1993) ou exogène (la crise cubaine de 1993-2001). La monnaie peut être ainsi considérée comme « un fait mental et social, individuel et collectif, universel et spécifique, matériel (la monnaie métallique), immatériel (les monnaies fiduciaire et électronique) et idéal (la « monnaie-signe ») » ; à ce titre, elle est un « langage », un « capital symbolique ou culturel », un « fait social total ». Un ouvrage incontournable pour celles et ceux qui souhaitent comprendre en profondeur les natures profondes des crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui.

## **GENEALOGIE DE L'ECONOMIQUE**

**Pascal Blanqué**

**Economica, 2008.**

L'ouvrage développe l'analyse - amorcée dans le « tractatus economicophilosophicus » - des fondements philosophiques de l'économique. Suivant une approche généalogique prise par les philosophes de la *french theory*, comme Foucault et Derrida, l'auteur s'attache à montrer que le Sujet économique s'est émancipé en établissant un rapport au monde orienté vers son appropriation et sa transformation. Il a ainsi construit une représentation des phénomènes fondée sur la négation du présent et la projection vers le futur. L'homo economicus est ainsi mû plus par la volonté que par la raison. Le malentendu réside dans l'incapacité du Sujet à penser l'économique comme autre chose qu'une technique de l'action. Partant de ce constat, l'auteur se livre à une déconstruction et à une refondation de concepts aussi fondamentaux que ceux de monnaie,

de valeur, de temps, d'équilibre et de déséquilibre, de surplus et de déficit, de créance et de dette, de concurrence... Une lecture exigeante mais doublement enrichissante, aux plans à la fois économique et philosophique.

## **TRACTATUS ECONOMICO-PHILOSOPHICUS**

**Pascal Blanqué**

**Economica, 2008.**

Le traité de Pascal Blanqué rappelle le « tractatus logico-philosophicus » de Wittgenstein, par son titre, son message, ses raisonnements et son style. Sa pensée est délivrée par des aphorismes, qui, selon Nietzsche, « ne sont pas déchiffrables en première lecture, mais font appel à l'art de l'interprétation ». L'auteur jette des ponts entre deux disciplines, la philosophie et l'économie. La théorie classique est une pensée de l'être (un modèle d'équilibre atemporel). Avec Keynes, qui réintroduit la notion du temps, et donc, des anticipations et des déséquilibres, elle devient une « science historique », une « science de l'action », recouvrant des politiques (les « choix ») et des techniques (la « pensée calculante »). L'auteur en déduit la nécessité de construire une « économique », conçue comme « une façon de penser le monde dans sa totalité », dont l'objet - comme celui de Michel Foucault dans le champ social - est de retrouver les origines philosophiques de ses concepts. Un traité reflétant une pensée exigeante dans la tradition française de « déconstruction » des disciplines obscurcies par leurs propres langages.

## **LA GESTION DYNAMIQUE DES RISQUES ECONOMIQUES**

**Pierre Massotte, Patrick Corsi**

**Edition Hermes-Lavoisier, 2008**

Les auteurs illustrent la célèbre formule d'Edgar Morin: « la pensée complexe, loin de substituer l'idée du désordre à celle d'ordre, vise à mettre en dialogue, l'ordre, le désordre et l'organisation ». Ils soulèvent trois problématiques essentielles de la société actuelle. Celle de l'approvisionnement en énergie, dont certains risques - notamment de fluctuation des cours - sont maîtrisables par une adaptation continue des pratiques et de la culture des

consommateurs. Celle de la finance, dont l'instabilité croissante des systèmes rend nécessaire un apprentissage de la pro-action. Celle de la dynamique des prix des produits, dont le contrôle passe par de nouveaux modes-réflexes. Il est urgent de mettre en place des processus auto-contrôlés ouverts sur l'innovation. La maîtrise de la complexité des organisations exige un enrichissement des interactions entre les systèmes, fondé sur une perception plus globale des phénomènes.

## **LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA FINANCE**

**Collectif**

**Revue d'Economie Financière n°92, 2008.**

La dernière livraison de la REF s'efforce de délimiter les nouvelles frontières de la finance, estompées par la crise dite « des subprimes », due au développement incontrôlé des techniques de titrisation. Les auteurs montrent que l'innovation financière évolue au rythme du développement des marchés de capitaux, en répandant toujours plus de nouveaux véhicules dans les bilans et hors-bilans des établissements financiers, mais en sapant inévitablement la confiance entre les acteurs des marchés, seule garante de leur efficacité. Jean-François Théodore (DGA de NYSE Euronext) retrace l'évolution de la frontière entre la banque et la bourse, concluant que dans la dernière crise, les places financières ont joué leur rôle aux côtés des banques centrales. Henri de Castries (Président d'AXA) prône le développement d'une offre paneuropéenne de services financiers, basé sur le « 28<sup>e</sup> régime », édifié au-dessus des particularismes des 27 Etats-membres. Les auteurs analysent également les portées et les limites respectives des modèles du protectionnisme bancaire, de la bancassurance, de l'immobanque, de gestion d'actifs dans les services essentiels (modèle Macquarie). Ils diagnostiquent les dispositifs européens de contrôle des fusions inter-bancaires et des conglomerats financiers, les stratégies bancaires des grands distributeurs, et les réactions des banques face à la MIFID et au SEPA.

## **CONFLITS ET POUVOIRS DANS LES INSTITUTIONS DU CAPITALISME**

**Frederic Lordon (dir.)**

**Sciences pô Les presses, 2008**

L'ouvrage collectif coordonné par Frédéric Lordon (CNRS) vise à fonder une « méso-économie politique », intermédiaire entre la micro-économie, centrée sur les comportements individuels, et la macro-économie, appliquée aux dynamiques d'ensemble. Les auteurs ne représentent plus le capitalisme comme la simple abstraction d'une économie de marché, mais comme une construction institutionnelle, dont les dimensions historique, philosophique, sociologique, juridique... doivent être conjointement analysées. Ils privilégient les approches des rapports de pouvoir et des conflits qui sous-tendent les relations entre les acteurs sociaux du capitalisme. Ils présentent leur recherche comme une entreprise de reconquête d'un terrain négligé par l'ancienne science morale et politique. Suivant une démarche empruntée à Michel Foucault, ils montrent que l'homo economicus est en fait un homo conatus, animé notamment d'un désir de puissance, en déclinant cette logique sous trois angles, respectivement institutionnel (la monnaie, l'entreprise...), géographique (les capitalismes américain, russe, argentin...) et disciplinaire (historique, philosophique...). Une contribution utile à la compréhension de la vraie nature du capitalisme.

## **L'ECONOMIE MORALE**

**Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle**

**Laurence Fontaine**

**Editions Gallimard, 2008, 437 pages.**

Du point de vue des Philosophes - pascaliens en tête - la question de la moralité de l'économie est inconsistante : Un « désordre intellectuel », en quelque sorte... C'est aux Hommes, et à eux seuls qu'il appartient de donner un « sens moral » à des activités qui ne relèvent pas de cet « ordre ». Toutefois, les turpitudes du modèle capitaliste et de quelques-uns de ses "capitaines", remettent la question sous les feux de l'actualité. D'autant que la "pensée économique" paraît vouloir s'ouvrir aux apports d'autres "sciences", sociologie, psychiatrie, et bien sûr, philosophie. Aussi, les

frontières de cette question prégnante, s'en trouvent repoussées, tout en intégrant de plus en plus « l'aléa social ». Aussi la publication de Laurence Fontaine arrive à point nommé pour donner un autre éclairage : celui d'une incursion lumineuse dans l'économie, d'une historienne, directrice à l'EHESS: "des allers-retours entre hier et le plus contemporain". Les crises, la peur de la pauvreté, les questions sociales ne sont en rien une préoccupation exclusivement d'aujourd'hui : « l'étude comparée du passé et du présent, dans leur distance respective, est source d'intelligence et garde-fou contre l'emportement des illusions ». L'auteur se sert tout autant de l'anecdote que de l'exemple, pour donner à sa narration une dimension pédagogique, ouvrant ainsi une alternative à cette nouvelle forme « d'en sauvagement » qu'est devenu le libéralisme économique, celle du « don » et du « micro-crédit ». Ces deux formes d'activités économiques ont déjà existé : en aidant les êtres à se "désengluer de la misère », elles se sont « parées des atours d'une économie morale parce que solidaire ». Ainsi deux cultures se sont historiquement rencontrées - la féodale et la capitaliste - Chacune était portée par des valeurs spécifiques ; aujourd'hui elles s'affrontent mais également s'influencent au point de se transformer. Et c'est aussi une grande espérance, un retour possible des chevaliers dirigeants ?

## **GOVERNANCE ET COMMUNICATION FINANCIERE**

**Yves Brissy, Didier Guigou, Alain Mourot**

**Editions Eyrolles, 2008, 214 pages**

Une parution d'actualité que propose trois spécialistes praticiens des problèmes de l'information financière, et des risques qui lui sont attachés. La communication financière des sociétés cotées est devenue en une décennie paradoxalement l'objet de risques juridiques et médiatiques accrus alors que les progrès de la gouvernance et de la transparence n'ont jamais été aussi réels. Heureux temps où l'exposé du droit boursier se réduisait à quelques pages. Au-delà des réflexions de fond sur les responsabilités inhérentes aux admissions à la cote, les auteurs avancent des propositions originales pour permettre à tout administrateur de grandes comme de petites entreprises, de se prémunir contre les risques de mise en cause, y compris par l'assurance des dirigeants et

des administrateurs. Des réflexions utiles aux conseils d'administration et aux actionnaires dans les situations de crise comme dans les préparations d'assemblées générales.

## **LE RISQUE SYSTEMIQUE. REPENSER LA FINANCE. REPENSER LA SUPERVISION**

**Sous la direction de Hans-Helmut Kotz et Gilles Vaysset  
La Revue d'Economie Financière, 2008, 302 pages.**

La Revue d'Economie Financière dont on connaît l'expertise et la qualité de ses auteurs vient de consacrer deux de ses numéros au « Risque systémique ». Le numéro 100 : « Repenser la finance » traite des effets de contagion de la crise et des grandes lignes du débat sur les causes de cette crise et de la nécessité de redéfinir les règles de la finance. Il propose la retranscription d'une table ronde sur le système monétaire international et des articles illustrant ce sujet. Le numéro 101 de son côté propose de repenser « la supervision » que la crise financière dans son déclenchement, sa durée et ses répercussions a totalement remis en cause. Quels champs d'application pour cette supervision ? Quels élargissements vers des acteurs qui n'en relèvent pas à priori, mais qui en sont partie prenante ? Comment arriver enfin à une meilleure appréciation du risque financier avec l'utilisation d'outils tant au plan national qu'international pour renforcer la dimension préventive de la supervision, en particulier par l'application des politiques macro-prudentielles ? Le risque systémique est apparu au grand jour avec la crise financière de 2007 – 2008 manquant d'emporter le système financier mondial dans un tsunami de pertes contagieuses pour les grandes banques et les établissements financiers. Les pouvoirs publics et les banques centrales ont permis par leur intervention d'éviter le pire, mais il reste à mettre en place des réglementations permettant de prévenir la réapparition de ces risques, la Revue d'Economie Financière y contribue largement par son exceptionnel travail de réflexion.

## **JEUX CHINOIS**

**Alexandre Malafaye**

**Editions Descartes, 2008, 565 pages.**

Lutter contre l'inculture économique est un combat qui réunit hommes politiques et économistes, en suscitant l'intérêt des médias et le soutien de toutes les bonnes volontés. On en connaît l'enjeu et les risques : les dégâts collatéraux de ce déficit culturel expliquent les blocages et la résistance au changement de notre société. Il faut toutefois bien reconnaître que la matière est ardue : les fonctions mathématiques et autres martingales peuvent s'avérer parfaitement hermétiques. Aussi l'idée d'utiliser le genre romanesque comme adjuvant permettant de rendre la digestion de cette matière plus aisée est très intéressante : on se souvient que l'Histoire a pour sa part, bénéficié, très largement de cette logique, comme en témoignent notamment les succès de librairie de Max Gallo et de Christian Jacq. D'autant que le « roman vrai » de l'économie financière et des crises de la planète finance, se prêtent particulièrement bien à cette approche. Il en va de même pour la géopolitique. C'est ce qu'a compris Alexandre Malafaye, chef d'entreprise particulièrement actif et passionné d'histoire et d'économie. En effet, le théâtre permanent de « l'histoire du Monde » cache des intrigues et des combats sans merci auxquels se livrent les leaders de l'échiquier planétaire. Au fil des pages, le lecteur s'imprègne d'une réalité qui dépasse souvent la fiction et d'événements qui semblent n'avoir aucun rapport entre eux mais qui « tissent la trame » de nouveaux conflits mondiaux. « L'empire du milieu » - redevenu « superpuissance » -, se prête à l'évidence à ces développements romanesques. Tous les ingrédients sont réunis pour tenir en haleine : intrigues politico-financières, jeux de pouvoir, passions amoureuses, gigantisme des flux et des capitaux. Où l'on voit aussi que le « jeu de go », où les chinois excellent, tend à supplanter la traditionnelle partie d'échecs ; il est sans doute plus subtil de paralyser le potentiel d'actions de l'adversaire que de prendre le risque, comme au jeu d'échecs, de le tuer au risque d'être tué.

**LA CRISE. Des *subprimes* au séisme financier planétaire**

**Paul Jorion**

**Edition Fayard, 2008, 327 pages.**

Pour Paul Jorion, « la drôle de crise » - en comparaison avec la drôle de guerre - se situe entre l'été 2007 et la fin de l'été 2008. Elle fut caractérisée par un tarissement généralisé du crédit, avec les conséquences en cascades que l'on connaît. Quant à la crise elle-même, elle est maintenant généralement admise comme ayant débuté en février 2007 par la crise des *subprimes*, à noter que le Professeur Aglietta considère pour sa part que la crise actuelle n'est que l'aboutissement d'un processus qui a débuté en 1997 en Asie du Sud-Est. Quoi qu'il en soit l'auteur anthropologue, expert en intelligence artificielle, spécialiste de la formation des prix, s'appuie sur son expérience avérée des marchés financiers « dans lesquels il a longtemps exercé ses talents » pour apporter ses éclairages sur cet évènement majeur du début du XXIème siècle. L'auteur décrit cette dévastation sans précédent de la « valeur » au plan mondial (on estime qu'un montant correspondant à 50 % du PIB, 25 000 milliards de dollars sont partis en fumée). Il explique de façon très détaillée les enchaînements qui, de bulle en bulle, ont conduit à des aberrations économiques portant le prix de l'énergie à des montants exorbitants. Conséquences désastreuses s'il en est, puisque simultanément les compagnies aériennes et les constructeurs automobiles américains ont été conduits au bord de la faillite en même temps que le grain venait à manquer dans les pays du sud, déclenchant des émeutes de la faim. Quel rôle a joué la Chine dans ce processus ? Les leçons des crises antérieures ont-elles été censurées ? Le capitalisme surmontera-t-il la crise ? Peut-on espérer que la « nature » de la sphère économique (et des sciences qui y sont attachées) soit aussi maîtrisée par l'homme « comme il a su le faire pour les autres sciences ».



## **L'ART DU MANAGEMENT**

**Bernard Ramanantsoa (dir.)**

**Pearson Village Mondial, 2008, 230 pages.**

Les équipes d'experts d'HEC Paris, sous la direction de Bernard Ramanantsoa, Directeur Général, proposent trois grandes thématiques pour définir le « management » élevé à la dimension « d'art » : le leadership, la performance et le développement durable. Trois thèmes correspondant aux préoccupations actuelles des dirigeants d'entreprises et donc « revisités » en profondeur. L'art du management n'est-il pas tout simplement en passe de redevenir celui du « ménagement ». C'est-à-dire un retour au bon sens des « condottiere » qui avaient compris que les hommes sont une ressource rare et donc précieuse qui nécessite d'être « ménagée » pour leur utilisation le plus longtemps possible dans le sens des intérêts de l'entreprise. La coopération et l'exécution de la stratégie doivent, plus que jamais, préserver le personnel, l'environnement et les parties prenantes. Certains développements peuvent surprendre : ainsi le commandement militaire est une source d'inspiration du management, les dirigeants apparaissent comme hésitant entre un rôle de leader, de manager ou de simple exécutant. Beaucoup de remises en cause donc avec une invitation à considérer l'utopie comme une pédagogie « loin d'être faite pour être appliquée, l'utopie a une double fonction, la dénonciation des dysfonctionnements du réel et la transformation de cette même réalité, elle propose un idéal ». Remettre l'homme au centre du management, utopie ou idéal ?

## **KRACH FINANCIER**

**Nicolas Bouzou**

**Editions Eyrolles, 2008, 127 pages.**

La pédagogie est une seconde nature pour Nicolas Bouzou. Cette qualité lui a déjà valu d'être reconnu en 2008 par le Prix Spécial du Jury du Prix Turgot, pour « son petit précis d'Economie » (Eyrolles). Il récidive avec cette nouvelle parution, confirmant ainsi une qualité assez rare pour être exceptionnelle, d'autant qu'elle s'applique à une actualité récente et non stabilisée. Les mots ont un sens : « krach »

est le degré supérieur à celui de la « crise », il suggère un effondrement et une faillite générale ; c'est bien le cas. Comment ce drame a-t-il commencé ? Où sont les coupables ? Quels risques pour les épargnants, les petits actionnaires, les emprunteurs ? Sommes-nous à la veille d'un effondrement du secteur immobilier ? Les impôts vont-ils augmenter ? Telles sont quelques-unes des questions que se posent les acteurs bien involontaires, le plus souvent, de cette « crise gigantesque mondiale ». Pour y répondre, Nicolas Bouzou choisit l'allégorie de la pièce de théâtre en trois actes, plutôt d'ailleurs mélodramatique, pour retracer la déchéance de la finance américaine, (le décor) la contagion sur les côtes françaises et européennes (l'acte 2) et la peur panique qui s'est emparée de la planète devant des risques de récession économique (l'épilogue). L'auteur revient sur ce scénario du krach, dévoile la responsabilité des banques, des marchés financiers et des autorités de régulation. Après avoir constaté que ce krach n'est pas simplement une « crise comme les autres », mais bien l'émergence d'un « nouveau monde », l'auteur évoque les changements concrets qui impacteront l'économie réelle. Il esquisse par ailleurs les raisons d'espérer : les gouvernements ont les moyens d'agir et après tout effondrement il y a le renouveau (c'est sans doute d'ailleurs la différence entre le capitalisme et le collectivisme). Il faut donc se tenir prêt à rebondir. Les entreprises qui ont largement profité de la mondialisation et les Etats auront un rôle déterminant pour déclencher ce sursaut salvateur. L'enthousiasme, très communicatif, de l'auteur, économiste, vice-président du Cercle Turgot, directeur fondateur d'Asteres et Maître de conférence à Sciences Po, intervenant régulier sur les grands médias nationaux, est une aubaine !

## **LE DIRIGEANT A L'EPREUVE DE L'OPINION**

**Jean-Pierre Beaudoin**

**Editions Pearson Village Mondial, 2008, 181 pages.**

« La démocratie d'opinion, avance à grands pas : manifestation contemporaine d'une autre forme de démagogie pour les uns, heureuse expression pour les autres, des nouvelles responsabilités de la société civile ». Cette « avancée » s'accompagne de dommages collatéraux ; de facto, l'opinion rentre de plus en plus régulièrement en émoi, pesant à la fois sur les orientations des politiques comme sur

l'ensemble des acteurs de l'économie, le CPE en reste la douloureuse illustration. Evidemment l'actualité ne manque pas de livrer son lot quotidien de « poil à gratter » et nos dirigeants, par leur comportement visible, souvent inconscient, y prennent une part active. Par exemple l'annonce récente d'une progression de 40 % des rémunérations des grands patrons français en 2007 (supérieure à la moyenne européenne) vient télescoper les préoccupations de nombre de ménages nationaux aux prises avec leur pouvoir d'achat. Nul doute du caractère remarquable de la contribution de nos dirigeants (après tout c'est le marché qui dicte le niveau de leur rétribution). Mais peut-on croire pour autant que cette situation paradoxale résiste à l'épreuve de l'opinion ? Aussi l'ouvrage de Jean-Pierre Beaudoin arrive à point nommé pour suggérer dix principes de communication « à l'usage de ceux qui nous dirigent et à leur entourage ». Spécialisé dans le management des stratégies d'opinion, l'auteur rappelle malicieusement que « l'opinion souvent insaisissable est tout autant courtisée (s'agissant par exemple de plébisciter une stratégie ou une image), que redoutée (lorsque la responsabilité personnelle est publiquement mise en cause ». S'inspirant à la fois de son expérience, des travaux d'experts, face à une « opinion qui a toujours raison », et un monde « où tout ce qui est confidentiel est destiné à devenir public », l'auteur montre qu'un dirigeant peut devenir fusible, victime de sa communication mal maîtrisée. Ouvrant des pistes pour gérer (et mieux anticiper) ces situations de crise, l'auteur explore le champ de l'éthique et de la morale, (transparence, loyauté, exercice de l'autorité, etc...) : domaines qu'il restitue sous l'éclairage de la « censure démocratique » fondée sur la surabondance, l'excès et la saturation d'informations.

## **20 ANS DEJA**

### **Collectif**

**Revue d'Economie Financière, 2008, 107pages.**

Comme l'indique en introduction le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer:" en vingt ans, la Revue d'Economie Financière (REF) a acquis une place privilégiée dans le débat économique et financier français, comme lieu de dialogue entre le monde de l'université, les métiers de la finance et les responsables économiques et monétaires". La publication de septembre en est la

parfaite illustration : en fêtant cet événement, elle offre à ses lecteurs une palette de contributions exceptionnelles, et d'une brûlante actualité, sous la plume de brillantes signatures: Robert Raymond, ancien directeur de l'Institut Monétaire Européen, traite "de l'indépendance des banques centrales", tandis qu'Olivier Pastré s'attache à décrire "le nouvel univers des banques", dont il est l'un des spécialistes; Arnaud de Bresson, DG de Paris Europlace, démontre la capacité de la place financière de Paris à "relever le défi de l'Europe et de la mondialisation", laissant le soin à Alain Leclair, de donner sa vision de la gestion collective", arrivée dans ses années de maturité". La conclusion revient à Gérard de la Martinière, ancien Président de la Fédération des Sociétés d'assurances qui éclaire d'une vision très étayée "L'évolution des risques et l'internationalisation des entreprises d'assurances". Souhaitons, avec Jacques Delmas-Mestralet "bon vent" à la REF,

### **LE SOUPCON EN QUESTIONS. Pour une lutte efficace contre le blanchiment**

**Jean-Louis Guillot, Annie Bac, Emmanuel Jouffin, David Hotte**  
**Revue Banque Edition, 2008, 181 pages.**

« Le mieux est l'ennemi du bien » : tel est le plaidoyer de cet ouvrage collectif, placé sous la direction de Jean-Louis Guillot. Cette équipe d'experts éminents représentant les professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le terrorisme via le blanchiment (c'est-à-dire les institutions financières, les professionnels du chiffre et du droit) s'alarme du risque de la transposition imminente de la troisième Directive Européenne. En effet celle-ci vise globalement à alourdir leurs obligations de déclaration, en passant du soupçon au simple doute et en s'approchant de la délation. En effet si l'Etat français reste le bon élève de ce combat sans merci (dans les deux sens du mot !) notamment à travers TRACFIN, le « millefeuille » de textes applicables recèle de nombreuses incohérences qui les rendent pour les praticiens, « illisibles, insécures et inefficaces ». Aussi vouloir ajouter une « couche supplémentaire » de responsabilités sur les épaules de ces Intermédiaires (dont ce n'est pas à l'évidence la mission principale) fait courir un double risque de paralysie du système soit par saturation (systématisation) soit par excès de précaution (en vue de s'exonérer de leurs responsabilités

professionnelles). Les auteurs appellent donc de leurs vœux une phase préparatoire à cette transposition visant à harmoniser les pratiques européennes, à clarifier les obligations des professionnels et à limiter les incompatibilités des politiques de lutte contre le blanchiment et celle des protections des libertés individuelles. Une telle généralisation du soupçon renvoie le professionnel de la finance, le juriste, le politique mais aussi le citoyen à des questions fondamentales : compatibilité avec les libertés, efficacité, cohérence et proportionnalité.

## **LE NOUVEAU VISAGE DES DIRIGEANTS DU CAC 40**

**Le Cercle de l'Entreprise et du Management**

**Ouvrage dirigé par Pierre-Louis Dubois**

**Edition Pearson, 2008, 216 pages.**

Le Cercle de l'Entreprise et du Management regroupe des experts de l'entreprise, notamment des professeurs d'université, avec l'objectif de favoriser, par leurs publications, une meilleure connaissance de l'entreprise dans l'opinion publique et d'en faire ressortir les enjeux. Pierre-Louis Dubois, Délégué Général de la FNEGE, qui dirige cet ouvrage, a choisi de faire témoigner 12 grands patrons, dirigeants du CAC 40 et de montrer, en trois chapitres, à travers leurs témoignages, en quoi le métier de dirigeant a changé. De nombreux sujets, y compris les plus sensibles, représentant toutes les dimensions de leurs fonctions, sont passés en revue : rémunération, pratique de management, responsabilités juridiques, sociales et environnementales... Ainsi apparaissent des résultats quelquefois inattendus : l'expérience internationale est déterminante, la légitimité des grands patrons prend d'abord racine dans leur réalisation concrète. Dans un contexte d'entreprises de plus en plus multiculturelles, le management des hommes passe devant toutes les autres préoccupations y compris la stratégie. A travers la multiplicité des sujets abordés se dessine le portrait des nouveaux dirigeants qui vont devoir refonder le capitalisme et donc porter leurs efforts bien au-delà d'un simple apprentissage à la gestion de la mondialisation. Une génération de patrons qui remplace celle « bénie », issue des « trente glorieuses » et qui a devant elle un programme gigantesque que la crise financière souligne par sa brutalité et les nouvelles

exigences qu'elle suggère. Une priorité du métier de dirigeant réside dans la communication orientée non seulement vers le partage des valeurs du groupe mais aussi vers la satisfaction d'une opinion attentive. De même comme le rappelle Gilles Pelisson, l'échelle de la planète s'est considérablement réduite avec Internet, ne pas céder aux sirènes des marchés financiers et de la presse, est dès lors devenu une nécessité.

## **LE NOUVEAU XXI<sup>ème</sup> SIECLE**

**Jacques Sapir**

**Edition Seuil, 2008, 250 pages.**

Auteur prolifique, professeur d'économie, directeur à l'EHESS, Jacques Sapir propose de retenir trois facteurs déterminants liés à la naissance du XXI<sup>ème</sup> siècle. L'absence de puissance régulatrice, le siècle américain est révolu, usé, dévalué, incompris ; les américains sont isolés diplomatiquement. Leur image de victime après le 11 Septembre 2001 s'est transformée en celle de grand « Satan », héritage des guerres d'Irak, de l'Afghanistan et des prisons de Guantanamo, autant de traces indélébiles. La montée d'un monde multipolaire avec l'émergence de centres d'influence plus nombreux, Asie, Europe, Russie, tour à tour partenaires et rivaux. Le retour d'une souveraineté nationale comme axe-clé de la pensée politique. Dans ce nouveau monde, la vieille Europe est en retard ; l'auteur suggère dans ses réflexions, pour elle et la France, des voies nouvelles tirées des leçons de leur histoire du XX<sup>ème</sup> siècle. Stratégies qui feront d'elles « des objets ou des sujets » du nouveau XXI<sup>ème</sup> siècle.

## **LA FRANCE EST-ELLE EN FAILLITE ?**

**Quinze propositions pour en sortir**

**Christian Saint-Etienne**

**Editions Bourin, 2008, 153 pages.**

La France est-elle en train de perdre sa capacité à tenir un cap sur les flots tumultueux de la mondialisation et de la globalisation : comme un bouchon sur l'océan. On pourrait le craindre à l'énoncé du diagnostic sans concession de Christian Saint-Etienne, professeur d'université et brillant économiste dont les qualités d'analyse et la

force de conviction ne sont plus à démontrer. En écho à la déclaration de François Fillon en 2007, l'auteur s'interroge sur la situation de l'Etat français : faillite financière ? pas tout à fait (même si les montants de la dette colossale ne sont plus honorés que par de nouveaux crédits internationaux); faillite économique ? nous y sommes : avec un décrochage de l'appareil productif et un modèle de croissance « épuisé par un quart de siècle de non choix et d'erreurs de fiscalité ». En conséquence, le pire serait de s'installer dans une faillite intellectuelle et morale qui nous empêcherait de défendre notre modèle. Jamais en effet la croissance de la planète n'a été aussi forte et jamais la France ne s'est trouvée autant à la traîne. Pour l'auteur, cette situation résulte d'une insuffisance d'offre compétitive : Nos produits ne sont plus adaptés à la demande française et à celle du « reste du Monde ». En cause la fiscalité avec « l'ISF, l'impôt le plus stupide du monde » (coûtant deux fois plus qu'il ne rapporte), l'hypertrophie de la sphère publique, l'échec scolaire, le poids de la protection sociale (le plus important de tous les autres pays comparables). Ce diagnostic fait mal : par bonheur, l'auteur ne s'en tient pas là, en présentant quinze propositions frappées du sceau du bon sens. Un véritable manifeste pour la reconstruction de la République autour de quatre axes: une politique de l'offre ; savoir dépenser mieux et moins, avec une classique « échappée européenne » fondée sur un gouvernement économique de l'Europe, et un crédo final sur la nécessaire émergence d'une « société délibérative » : l'alliance de l'innovation et de la responsabilité. Un mariage peu habituel, mais la seule voie possible pour un « Etat stratège et courageux » : Sortir des politiques de « redressement doux » qui au cours des vingt dernières années ont cumulé deux handicaps majeurs : trop tard et trop faible.

## **LA DYNAMIQUE BOURSIERE. Les Fondements**

**Pascal Blanqué**

**Edition Economica, 2009, 136 pages.**

Ancien Elève de l'Ecole Normale Supérieure et de Science Po, Docteur en Sciences de Gestion, Pascal Blanqué est *Chief Investment Officer* de la Gestion d'actifs (*asset management*) d'un grand groupe bancaire international, après en avoir été le Chef

Economiste. Servi par son expérience exceptionnelle du métier de l'« *Asset Management* » et d'expert économique, l'auteur propose dans son dernier ouvrage une analyse originale des phénomènes boursiers et de leur dynamique. Depuis Louis Bachelier au début du XX<sup>e</sup> siècle - dont certaines intuitions fondamentales semblent contredites par l'observation - jusqu'à la théorie des fractales, la compréhension de la Bourse reste un enjeu majeur de la recherche. Existe-t-il un référentiel d'espace-temps propre à l'univers boursier de nature psychologique et qui structure un imaginaire financier ? Mais, le temps n'est pas celui des horloges et les phénomènes de mémoire, d'oubli, de persistance et de rupture, déterminent l'énergie fondamentale de la Bourse et la vitesse du prix des actifs. On se déplace dans cet espace-temps comme on se souvient et on oublie. La dynamique boursière active trois éléments : la valeur boursière est une fonction d'évènements, faits et variables mémorisés et assortis d'un coefficient d'oubli ; les préférences conduisent, à tout moment, à un arbitrage entre la Bourse et le reste – actifs, biens et tout ce qui n'est pas la Bourse. Enfin, parce que la Bourse reflète le monde bien au-delà des seules sociétés qui la constituent, il existe une prime de risque globale. Les ressources de l'industrie financière, souvent consacrées au seul suivi de l'immédiat et des seules composantes directes de la Bourse, ne sont pas suffisamment orientées vers la compréhension des véritables enjeux. Une contribution essentielle à la réflexion fondamentale que nécessite la sortie de crise.

### **JOURS DE COLERE. L'ESPRIT du CAPITALISME**

**Pierre Dokes, Francis Fukuyama, Marc Guillaume, Peter Sloterdijk**

**Editions Descartes et Cie, 2009, 159 pages.**

« Cet essai de mousquetaires » aux confins de la philosophie, de l'histoire et de l'économie, vient fort opportunément alimenter une réflexion de fond post-crise mondiale. Ces auteurs de grande notoriété et très complémentaires dans leurs contributions, apportent des éléments de réponse pour « ré enchanter le capitalisme » et sortir son esprit de « sa cage de fer ». « Ces jours de colère » résultant d'un sentiment d'injustice et d'impuissance, sont analysés par le philosophe allemand, Peter Sloterdijk, tandis que Francis



Fukuyama, auteur de best-sellers plaide pour une insertion de l'économie dans « l'extérieur social », Pierre Dockes pour sa part montre la ligne de rupture potentielle de l'ordre économique en esquissant les perspectives d'une mutation urgente de cet ordre, que Marc Guillaume considère frappé du « virus de l'économisme ». L'avenir du capitalisme et sa (nécessaire ?) refondation sont-ils inexorablement liés au « renouveau » de son esprit par la mondialisation ? Si l'esprit est « la raison centrale » d'un phénomène et « le réel, la manifestation de l'esprit » alors il est nécessaire de recourir à l'Histoire pour appréhender son esprit. L'actualité à travers la crise mondiale renvoie aux racines communes des différentes formes du capitalisme : le marché et la concurrence, la « guerre civilisée » mais mal régulée de « tous contre tous », le divertissement généralisé dans le jeu, conséquences du goût irrésistible des hommes pour la démesure et la négation même de la rationalité. L'ordre économique, en lien dans ses origines avec la spiritualité, s'en est-il définitivement éloigné au point de devenir le lieu de culte des deux grands ressorts de l'économie capitaliste : la cupidité et la peur ? « L'amoralisme » du capitalisme est-il le prix à payer fatalement pour préserver son efficacité ? Deng Xiaoping semblait le penser : « peu importe que le chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape la souris ». Mais la « souris sociale » semble vouloir résister.

## **LA FIN DE L'EURO**

**Christian Saint-Etienne**

**Editions Bourin, 2009, 149 pages.**

Lorsque Christian Saint-Etienne fit paraître début 2009 son ouvrage, « La fin de l'Euro », il suscita non seulement la surprise, mais aussi l'incrédulité voire la réprobation. Pour beaucoup, par peur, pour d'autres par aveuglement. Force est de constater qu'en réalité cette parution (qui lui valut une nomination au Prix Turgot 2010), s'est révélée à bien des égards, prémonitoire. En effet, les crises récurrentes qui sont venues perturber depuis deux ans le douzième anniversaire de l'euro, attestent non seulement que la zone euro n'est pas une « zone monétaire optimale », mais que l'avenir de l'euro reste gravement compromis. Toutefois l'auteur reste un européen convaincu: aussi devait-il à son public, comme à ses détracteurs, de

proposer un éclairage complémentaire sur « l'impuissance européenne » qu'il venait de pointer du doigt. En effet, sans gouvernement économique, sans budget fédéral et sans encadrement de la concurrence fiscale et sociale, la zone euro n'a aucune caractéristique d'une « zone unique ». Cette situation illustrée par les tensions sur les dettes souveraines de plusieurs pays membres, laisse planer de graves menaces tant sur la zone que sur l'euro avec des scénarii de risques variables : de « l'éclatement apocalyptique » (réintroduction des monnaies nationales), à l'éclatement « contrôlé » (deux zones monétaires), en passant par des plans « sparadrap » (pour redresser les pays consommateurs et déficitaires), voire une « fédéralisation surprise » de l'Europe (que l'auteur ne désapprouverait nullement). L'auteur apporte des éléments de réponse pour « sauver » la zone euro et l'avenir de la construction européenne avec en perspective la situation paradoxale de la France face aux risques d'implosion de l'euro. Il est temps pour l'auteur de passer à « un euro politique par la fédéralisation de la zone ». Faudrait-il passer par une voie moyenne avec quelques pays précurseurs ? « Tout n'est pas perdu », c'est la conviction de l'auteur. Mais il faudra beaucoup de lucidité et de courage pour faire accepter des solutions cohérentes fédératrices et structurantes.

**LA FINANCE DURABLE. Une nouvelle finance pour le XXI<sup>e</sup> siècle  
Collectif de la Revue Banque, 2009.**

*Préface de Christian de Boissieu*

Le monde occidental confronté aux crises à répétition du XXI<sup>e</sup> siècle s'interroge sur son modèle et doute de son avenir. L'une des grandes leçons qui se dégage des épreuves récentes apparaît comme une nouvelle exigence d'humilité, résumé d'une courte phrase : rien n'est jamais acquis ». Ni le statut d'hyper puissance, ni l'espérance d'une croissance infinie qui viendrait corriger par magie, les dérives de gouvernance : « cet âge d'or » que le capitalisme triomphant pensait tenir pour toujours s'est envolé avec les illusions portées par la planète finance qui a beaucoup pêché par l'arrogance de ses acteurs et l'exubérance de ses marchés. « Le court-termisme » a progressivement empoisonné les visions de long terme et anéanti l'arrivée d'une gouvernance mondiale repensée, adossée à

une société plus translucide. Partout dans le monde, une prise de conscience se fait jour pour promouvoir un nouveau modèle de développement plus respectueux de l'environnement, redéfinissant les normes sociales et sociétales tout en les intégrant dans les politiques publiques et les stratégies des entreprises. La financiarisation de l'économie étant acquise il était logique que ce concept se déclinât dans la finance. Quels sont donc les chemins de cette nouvelle « finance durable » pour le XXI<sup>ème</sup> siècle ? L'ensemble des instruments et des mécanismes du développement durable. C'est dans ce sens que le collectif réunissant universitaires et praticiens de la finance, apporte des éléments de réponse : quels sont les défis, les opportunités, les menaces de la « finance durable ». Cette « autre finance » peut-elle cohabiter avec la finance classique ? C'est sans doute possible si - comme le préconise le préfacier Christian de Boissieu: « penser, discuter et agir sur le long terme, en se projetant dans un brouillard épaissi par de multiples incertitudes, sans baisser les bras » - devient réalité.

## **LA FRANCE DANS LA CRISE**

**Jean-Pierre Vesperini**

**Edition Dalloz, 2009, 180 pages.**

Membre du Conseil d'analyse économique, auteur de nombreux ouvrages, Jean-Pierre Vesperini est professeur agrégé des facultés. Pour l'auteur, la France, malgré la crise, n'est pas en faillite. Mais il faut maintenir la croissance sous peine de conséquences ravageuses. C'est au contraire l'opportunité d'un changement radical de notre politique économique conduisant à l'adoption de nouveaux principes pour faire naître des réformes de nature monétaire, budgétaire et fiscale. Il faut créer un double choc, celui de la demande en dynamisant la consommation, l'investissement et les exportations, et un choc de l'offre, avec une réforme profonde des structures du marché du travail, de l'éducation, de la recherche, de la réglementation économique... L'auteur montre toutefois son optimisme en affirmant que la France possède la capacité à demeurer dans le cercle des grandes puissances. Il préconise, dans la mesure où les tentatives de réforme de la gouvernance européenne se révélaient impossibles, que la France remette en cause son

appartenance à la zone euro pour retrouver sa souveraineté monétaire. Ce serait le prix à payer pour refuser le déclin.

### **CRISE UNE CHANCE POUR LA FRANCE ?**

**Jean-Paul Betbeze**

**Edition PUF, 2009, 186 pages.**

Jean-Paul Betbeze, chroniqueur, économiste, chef économiste d'une grande banque française et membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier Ministre, publie chez PUF son dernier ouvrage qui fait suite à ses multiples publications qui lui ont valu en 2004 d'obtenir le Grand Prix d'Honneur du Prix Turgot pour l'ensemble de son œuvre. Une nouvelle fois, Jean-Paul Betbeze prend le consensus à contre pied et voit à la sortie de crise, certes la fin d'un monde, mais aussi une opportunité pour changer la France, même si nous n'avons plus de temps à perdre. « Notre recherche du temps perdu de la non réforme a même un nom: alternance, la combinaison des contraires. Il suffit de fragiliser les élus, puis un jour ils laissent la place à d'autres avec un peu plus de dette publique à la clé, et ainsi de suite ». La politique du changement est un art, rappelle-t-il : « tantôt l'économie avance et la politique freine, cas le plus fréquent, tantôt c'est l'inverse ; « vivons nous aujourd'hui une accélération du politique pour remplir notre retard de réformes ? peut-être, mais le pari est risqué, sans doute, mais il n'y a pas d'autre solution. Nous avons tant tardé et l'économie se porte mal ». Allez vers un secteur public plus moderne, un secteur privé plus innovant, rempli de PME rapides, de « gazelles », Qu'est-ce qu'on attend ? Quelques fulgurances et des idées pétillantes. Bref, du Betbeze.

### **LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

**Dominique Carreau**

**Editions Pedone, 2009, 200 pages.**

L'auteur retrace les différentes étapes du développement du FMI fondé en 1944 à la Conférence de Bretton Woods. Le FMI fut la première des seize institutions spécialisées des Nations Unies. Sa structure est pyramidale, avec un Conseil des Gouverneurs, (Ministres des Finances ou Gouverneurs des Banques Centrales des Etats membres), un Conseil d'administration et une Direction

générale. Après une longue phase de mise en place, le Fonds a connu une période d'expansion après la création des Droits de Tirage Spéciaux en 1969, qui s'acheva en 1971 avec la fin de la convertibilité du dollar en or. A partir des années 1980, il contribua à la définition d'un code de bonne conduite monétaire, en s'opposant aux dévaluations compétitives, aux taux de change multiples, au flottement des monnaies... Au cours des années 1990, il mit en œuvre des plans de redressement des économies sud-américaines et asiatiques en difficulté. Le sommet de Londres d'avril 2009 a réformé la gouvernance du Fonds et décidé une augmentation de ses ressources (principalement par recours à l'emprunt), sans toutefois orienter clairement sa politique. Sa gouvernance demeure contestée en raison de son processus de décision dominé par les pays développés. Une lecture utile à la compréhension du rôle exercé par le FMI dans la recherche d'un nouvel ordre financier international.

## **FIN DE MONDE OU SORTIE DE CRISE**

### **Le Cercle des Economistes**

**Pierre Dockes et Jean-Hervé Lorenzi**

**Editions Perrin, 2009, 329 pages.**

La crise a deux visages, précise Jean-Hervé Lorenzi, soit celui d'un moment d'un cycle - c'est-à-dire une crise comme les autres - soit celui d'une rupture profonde de l'économie mondiale. Le Cercle des Economistes apporte à travers les contributions de ses plus grands experts sa réponse en quatre chapitres qui portent sur la croissance, le système financier, le rôle de l'Etat et l'avenir de la mondialisation. Ce diagnostic très complet a pour but de définir les mesures qui paraissent pertinentes pour rétablir l'ordre économique et financier mondial. Au passage, on trouvera des éléments de réponse sur les perspectives de reprise de la croissance, la réforme ou la révolution de la finance et des banques et la place de l'Etat au cœur de la crise et pour l'avenir. « La science économique avait remisé au placard les plus grands risques..., l'incertitude s'était faite discrète avec le temps, la théorie cannibalise l'histoire, ...se nourrit du passé pour affronter tous les avènements possibles ». C'est ainsi que Jean-Hervé Lorenzi résume les défis de la science économique : « l'économie n'est plus affaire d'architectes audacieux mais de gestionnaires habiles ». L'ensemble des stratégies possibles sont passées au crible pour les

pays de l'OCDE et les pays émergents de la relance à la répartition des revenus, des politiques monétaires et budgétaires, de la recapitalisation des banques ... Pour mettre fin aux excès des acteurs du marché et « sauver le capitalisme des capitalistes », en particulier en coordonnant les politiques et, comme le préconise Christian de Boissieu, « à crise globale, réponse globale ». Les débats sur l'ambition et le contenu du nouveau « Bretton Woods » seront une réussite dès lors que ce dernier articulera le court et le long terme, l'économie réelle et la finance, le financement et le développement, le FMI et la Banque Mondiale, le commerce (OMC) et les taux de change (FMI).

## **RAPPORT MORAL SUR L'ARGENT DANS LE MONDE**

**Antoine Mérieux (coordinateur)**

**Association d'Economie Financière, 2009, 462 pages.**

Dans l'univers de l'immédiateté, la planète finance croule sous le flux incessant de l'actualité, mais « l'information tue l'information ». Aussi pour tous ceux, professionnels ou grand public, chercheurs ou enseignants qui se font l'obligation de prendre du recul, le nouveau rapport moral de l'AEF sur l'Argent dans le Monde est une aubaine. Œuvre collective, supervisée par Antoine Mérieux, son délégué général et soutenue par la Caisse des Dépôts, cette parution, pour sa 15<sup>ème</sup> édition, est devenue un grand classique : 45 auteurs prestigieux, Ramon Fernandez (DG du Trésor) y croise Christian de Boissieu, entre autres économistes. L'analyse porte sur les conséquences de la crise mondiale et des réformes à mettre en œuvre dans une première partie tandis que sont explorées dans la deuxième moitié du rapport, la « floraison d'initiatives » de l'entrepreneuriat social et de la finance solidaire. Les questions d'éthique et de morale avec, « l'ambition de donner du sens à la finance, et de la mettre au service de l'économie », s'accompagnent d'une éclairante mise en perspective historique du contenu et du contrôle de la réglementation sophistiquée du secteur financier, « lacunaire et facilement contournable ». Quant à la rénovation de la gouvernance financière mondiale, elle avance à grands pas, « de façon inimaginable, il y a peu », comme l'atteste le sommet du G20. « Une fenêtre de tir » existe pour Christian de Boissieu mais prenons garde qu'elle ne se referme trop vite. En contre point du modèle

capitaliste, il existe d'autres manières d'entreprendre, laissant large place à l'intérêt collectif : activités philanthropiques et *social business*, micro finance, économie et finance solidaires, sont autant d'exemples et d'espoir pour réaffirmer les valeurs qui permettent de remettre la finance au service de l'homme. « L'utopie » de Muhammad Yunus qui propose d'associer « les pauvres au profit » est- elle en passe de devenir réalité ? C'est un espoir que confirme Antoine Meyrieux « la crise nous oblige à nous réinventer ».

## **LA CRISE DES SUBPRIME**

**Laure Klein**

**Edition Revue Banque, 2009, 154 pages.**

Comme le précise Denis Kessler qui préface cette parution qui vient d'être nominée au Prix Turgot pour sa 22<sup>ème</sup> Edition : "c'est un exercice particulièrement difficile que de livrer à chaud l'analyse d'un phénomène aussi récent et important que la crise des *subprime*". Laure Klein réussit ce tour de force: Son propos dépasse très largement la description des faits ce qui reste toutefois très précieux ; qui, en effet, à part quelques initiés, connaissait cette gigantesque dérive américaine ? Mais ses recherches portent aussi sur le fond , c'est à dire les raisons majeures et conjuguées entraînant ce dérèglement majeur du marché financier. Facteurs macroéconomiques et laxisme monétaire, pour l'origine de la crise, mais aussi éléments micro-financiers favorisant la formation de cette nouvelle "bulle", liés notamment à l'asymétrie d'information entre les différents acteurs. Laure Klein montre dans une analyse accessible à un large public averti, comment, la " titrisation forcenée", poussée par des avantages exorbitants (5%des 600 milliards de dollars l'ont été en 2006!) a conduit à une propagation incontrôlée des risques dans l'ensemble de la planète finance... et a des pertes abyssales ! Comment a-t-on pu en arriver là ? Qui a favorisé cette perte de sens collectif? Pour Laure Klein, « la crise peut être assez généralement comprise comme la conséquence d'une panique informationnelle". D'où la nécessité de définir des principes partagés par toute l'industrie financière. La démonstration est brillante et servie par une plume alerte et pleine de promesses.

## **LE VIRUS B. CRISE FINANCIERE ET MATHEMATIQUES**

**Christian Walter, Michel de Pracontal**

**Edition Le Seuil, 2009, 125 pages.**

Du hasard sage au hasard sauvage, Christian WALTER, actuaire et chercheur, spécialiste de la modélisation financière est l'auteur à succès de « la critique de la valeur fondamentale » (avec E. Brian) et qui a été nommé au Prix Turgot 2008. L'auteur s'interroge sur la prévisibilité de la crise financière. De son point de vue, c'est une crise de la connaissance qui porte la responsabilité du désastre de l'aveuglement général n'ayant pas permis d'anticiper l'éventualité d'une crise majeure comme celle que nous avons connue en 2007. Cette terrible lacune est due à l'hégémonie d'une conception mathématique d'origine anglo-saxonne qui suppose que les marchés se comportent selon les lois du mouvement brownien et les fait apparaître plus réguliers qu'ils ne le sont. Depuis un demi-siècle, le virus brownien, dit « virus B », contamine les esprits à travers une pensée unique qui a entraîné une perception faussée des risques financiers. L'antidote que propose Christian Walter consiste à remplacer ce « hasard sage » brownien par un « hasard sauvage » plus proche des aléas réels des marchés. Penser autrement, avec Mandelbrot, les représentations et quitter le monde de l'illusion brownienne pour côtoyer et apprivoiser le « cygne noir ». Excellent pour les neurones et une démonstration supplémentaire de la pertinence de l'école financière française.

## **L'ARGENT DES FRANÇAIS. Les chiffres et les mythes**

**Jacques Marseille, Edition Perrin, 2009, 389 pages.**

Le grand mérite des historiens de l'économie, domaine où Jacques MARSEILLE est passé maître, réside dans leur capacité à rapprocher deux cultures qui n'entretiennent pas spontanément une grande proximité. Ces regards croisés entre sciences viennent soutenir l'approche de la science économique confrontée à des faits et des comportements dont l'interprétation est de plus en plus complexe. Professeur à la Sorbonne, chroniqueur et auteur à succès, conseiller très proche des « allées du Roi », l'auteur du « bon usage de la guerre civile en France » confirme sa capacité à surprendre, appuyé



par un sens aigu de la pédagogie qui le rend accessible à un large public. Reprenant l'ensemble des données disponibles depuis deux siècles, l'auteur s'attache à démêler le vrai du faux, reconstituant les trajectoires individuelles, mesurant les progrès réels et balayant nombre de mythes : « en un siècle le français a vu son pouvoir d'achat multiplié par dix et son temps de travail divisé par deux ». Les français et leurs représentants syndicaux, majoritairement prisonniers d'un dogmatisme culturel à l'égard de l'argent seraient-ils prêts à le croire ? L'appréciation qu'ils portent sur « leur richesse » doit être étayée par les données objectives et mesurables livrées par l'auteur. Il propose de construire une société moins aliénante et moins soumise à la précarité. « Son rêve » : la construction d'un nouveau droit : « l'allocation universelle » dont il démontre la faisabilité et la logique d'équité. Mettre en place un droit « inaliénable à la vie » et perçu jusqu'à la mort par tous les jeunes français, se substituant largement à l'existant, coûterait annuellement 11 milliards à l'économie française. Une « utopie » ? (1 % des dépenses publiques). Une « voie libérale vers le communisme, en quelque sorte » qui suppose en préalable une reconnaissance simultanée en même temps que le « progrès historiquement réalisé » passe par les logiques de marché.

## **LA GLOBALISATION. UNE SOCIOLOGIE**

**Saskia Sassen (traduit par Pierre Guglielmina)**

**Editions Gallimard, 2009, 341 pages.**

La globalisation économique, politique et culturelle est un processus transnational. Elle pose donc aux sciences sociales une série de défis d'ordre théorique et méthodologique: le global transcende le cadre exclusif des états nationaux et forme des institutions globales. Mais le global, soutient l'auteur, (professeur de sociologie à l'université de Columbia) se forme en grande partie à l'intérieur du national. Ce qui remet en question deux postulats fondamentaux des sciences sociales : l'Etat-nation, seul contenant du processus social, et la correspondance entre territoires international et national. Le comprendre, c'est faire un pas décisif dans l'intelligence de notre monde immédiat et futur, et sans doute, percevoir les signaux faibles d'un ordre mondial, économique, financier et moral qui se reconstruit

avec une dynamique accélérée par les nouvelles technologies numériques et les communications électroniques. Dans un nombre croissant de pays, les Etats et leurs gouvernements ne sont pas victimes mais acteurs conscients de la globalisation ; ils s'emploient à mettre en place des politiques monétaires et fiscales indispensables à la constitution de marchés financiers globaux. Il en est de même pour les tribunaux nationaux qui font usage désormais d'instruments juridiques internationaux.

## **LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES COOPERATIVES**

**Sous la direction de Jorge Munoz**

**Edition Presse Universitaire de Rennes, 2009, 204 pages.**

Cette réflexion a été conduite par un réseau international d'universitaires (Rulescoop) et réunit les contributions d'une vingtaine d'auteurs, sous la direction de Jorge Munoz, professeur et auteur à l'université de Bretagne. Un modèle aux valeurs fortes en réponse au capitalisme libéral en crise ? La marche triomphale du capitalisme libéral après l'effondrement du système collectiviste, s'est heurtée aux murs de ses excès : crashes financiers, éclatement de bulles, déviances et turpitudes de « grands patrons », perte de repères et de valeurs, ont mis à mal les modèles classiques de gouvernance et de dirigeance. La « tectonique » du grand séisme de la crise financière mondiale vient rappeler que les ajustements de circonstance où l'illusion d'une nouvelle régulation, ne suffiront pas pour redonner confiance et adhésion à une « planète finance » totalement désorientée. Dans ce contexte, la (re) découverte des atouts des entreprises coopératives et de leur modèle de gouvernance, peut sur bien des plans, constituer une réponse alternative à un modèle largement éprouvé. Ces organisations se fondent sur des valeurs spécifiques construites pendant des décennies, souvent en toute discrétion. Elles se sont façonnées par leur montée en puissance dans une majorité de pans de l'économie, en France comme à l'international. Si la gouvernance coopérative et participative ne peut éviter la loi des marchés concurrentiels, elle a su démontrer sa remarquable capacité de conciliation. Le cadre étatique est certes un facteur déterminant d'impulsion et d'accompagnement de ces entreprises, mais il n'est pas le seul : les valeurs défendues par ces organisations renvoient à une notion de responsabilité plus globale,

ainsi qu'aux logiques d'appartenance et de motivation par adhésion au modèle. Elles favorisent sans doute des politiques de responsabilité sociale et de développement durable. Des valeurs fortes s'appuyant sur une logique de solidarité : le modèle coopératif, une opportunité d'avenir déjà présent ?

## **ECONOMIE POLITIQUE DE LA CORRUPTION ET DE LA GOUVERNANCE**

**Jean Cartier-Bresson**

**Edition L'Harmattan, 2009, 273 pages.**

L'auteur (professeur d'économie à l'université de St Quentin-en-Yveline) analyse les diverses formes de corruption et de mauvaise gouvernance qui se sont développées dans le monde depuis deux décennies, marquées notamment, en 1992, par l'opération « mains propres » en Italie, par un programme de lutte anti-corruption lancé en 1996 par la Banque Mondiale, et par la convention signée en 1997 par les pays de l'OCDE, visant à réprimer la corruption des agents publics. L'ouvrage définit clairement les notions de corruption et de mauvaise gouvernance, retrace l'historique du phénomène, expose les multiples problèmes qu'il soulève, et présente les moyens mis en œuvre pour en limiter les effets. La corruption – sous ses formes passive et active (respectivement, la demande et l'offre de « pots-de-vin ») – permet au corrupteur de passer d'un marché encadré et aléatoire, à un marché libre mais certain (assorti cependant dans certains pays d'un risque de sanction). La réforme de la gouvernance des transactions commerciales se heurte toutefois au profond enracinement des pratiques de patronage, de clientélisme et de néo-corporatisme, ainsi qu'aux divergences politiques, économiques et culturelles entre pays riches et pauvres. Les concepts et les modèles mobilisés par l'auteur pour expliquer ces pratiques, puisent dans les courants les plus modernes des théories des jeux, de la régulation, de l'information, des coûts de transaction, de la négociation...

## **L'ARROGANCE DE LA FINANCE**

**Henri Bourguinat et Eric Briys**

**Edition La découverte, 2009.**

L'ouvrage – sous-titré « comment la théorie financière a produit le krach » - retrace, dans un style à la fois nuancé, rigoureux et dépassionné - les dérives du processus d'innovation financière qui ont conduit à la crise actuelle. Il met en lumière les causes profondes du dévoiement des modèles mathématiques de la finance moderne. Il révèle la fragilité de leurs fondements, qui tient notamment à la nature artificielle des hypothèses de « normalité » qui ont été formulées par leurs concepteurs. Ils dévoilent « les petits et les grands arrangements », pris volontairement ou involontairement par ces derniers – dont certains ont reçu les plus hautes distinctions académiques – afin de mieux servir les intérêts des investisseurs et des opérateurs des marchés. Il invite à clarifier et à refonder certaines notions applicables aux instruments financiers, comme les indicateurs browniens de mesure du risque, les coefficients d'actualisation, les coûts de transaction, les effets volumes-prix des transactions, les effets induits des réglementations... Les deux auteurs sont des enseignants-chercheurs reconnus de la finance de marché, qui ont acquis une longue expérience des salles de marché. Ils montrent de manière convaincante - au-delà de la critique de certains modèles mathématiques - les dangers insoupçonnés d'une approche uniquement positiviste – et donc, insuffisamment constructiviste – de la réalité économique d'aujourd'hui.

## **LA GUERRE DU CAPITALISME AURA LIEU**

**Le Cercle des Economistes**

**Edition Perrin, 2009, 217 pages.**

Le dernier livre du **Cercle des Economistes** traite des risques liés aux remises en causes du capitalisme. L'originalité de cette approche tient à ce que les auteurs trouvent dans les diverses formes du capitalisme, autant d'éléments de conflits que dans les autres systèmes. Certes le modèle capitaliste anglosaxon qui a le plus bénéficié de la phase d'expansion de l'économie de marché, notamment après la chute du mur de Berlin, s'est inséré partout dans

le monde. Mais il n'a pas réussi à s'imposer comme modèle unique. D'autres formes de capitalisme se sont développées : le capitalisme familial en Europe du sud, au Mexique mais aussi en France et au Bénélux, tandis que les démocraties dites populaires, la Chine, la Russie ou les pétro-dictatures du Moyen Orient, ont favorisé l'expansion d'un capitalisme d'Etat financé par les excédents de paiements courants. L'intrusion des fonds souverains particulièrement visibles dans la crise financière récente - et notamment dans le capital des grandes banques - est-elle un signe annonciateur d'une guerre des capitalismes ? Le capitalisme mondial pacifié conjuguant liberté et prospérité, est-il pris d'assaut dans ces principales places fortes, américaines, anglaises ou européennes ? Les auteurs du Cercle des Economistes passent au crible les menaces et les enjeux de ce conflit. Sans catastrophisme excessif - car « le progrès naît de la différence - parce que l'économie doit respecter la diversité des valeurs, parce que la concurrence a un rôle positif, la diversité des capitalismes est une chance autant qu'un risque majeur ». Aussi avancent-ils à leur tour, des pistes de résolution de ces difficultés : construire un « conseil économique mondial » susceptible de créer un ordre économique international plus juste dans lequel une nouvelle répartition des rôles des grandes nations se ferait jour et où l'Europe fort justement se trouverait au cœur de cette dynamique.

## **LA NOUVELLE PHILANTHROPIE**

**Virginie Seghers,**

**Ed. Autrement, 2009, 267 pages.**

La philanthropie recouvre les actes désintéressés (*non profit activity*) engagés à titre individuel ou collectif au service de l'intérêt général. L'exercice de la philanthropie s'est développé à mesure du repli de l'Etat-Providence ; il diffère sensiblement d'un pays à l'autre, puisqu'il existe 72 000 fondations actives aux Etats-Unis et 12 000 en Suisse, contre environ 2000 en France. L'ouvrage – présenté sous forme d'entretiens – est organisé en trois parties, consacrées aux « nouveaux philanthro-capitalistes », aux intermédiaires, puis aux philosophes (disciples de Marcel Mauss) et aux experts de la philanthropie. Les entretiens mettent en lumière la diversité des leviers (cadre juridique, avantage fiscal, culture du don...), des acteurs (individus, familles, entreprises, collecteurs de fonds,

gestionnaires de patrimoines, associations, consultants...), des statuts juridiques (fondations reconnues d'utilité publique, fondation abritée, dotation de fonds...) et ses techniques principalement anglo-saxonnes (*venture philanthropy, fund raising, micro-crédit, project management...*). L'ouvrage révèle l'ampleur de ce nouveau champ du capitalisme social.

## **HISTOIRE DU MUSICIEN A L'AGE MODERNE**

**Pascal Blanqué**

**Editions Economica, 2009, 486 pages.**

Pascal Blanqué, normalien, historien, économiste, titulaire d'un doctorat de musicologie, se plaît à jeter des ponts entre les différentes sciences, objets à la fois de sa vive curiosité et de sa grande culture : entre la philosophie et l'économie, entre l'histoire et l'économie, enfin entre la musique et les autres sciences. Le musicien est-il un animal politique ? L'auteur montre à travers une analyse de la période d'entre-deux guerres, de l'éveil d'une certaine conscience sociale du musicien qui est aussi celle de la musique, miroir presque parfait de l'histoire et des ruptures de la société. Si cet ouvrage qui rassemble des essais d'économie politique montre à l'évidence « qu'il y a bien un animal politique dans la tour d'ivoire de la création musicale », il laisse sans doute à penser que cette approche archéologique de la musique peut être sans doute exportée vers d'autres territoires intellectuels. Au moment où chacun recherche par des logiques multidisciplinaires, des réponses nouvelles à un monde nouveau et global, cette publication a le mérite d'ouvrir le champ de la réflexion et de chercher peut-être le « cygne noir ». Comme toujours, la réflexion de Pascal Blanqué, enrichie de sa précieuse expérience d'opérationnel bancaire de haut niveau, permet au lecteur de s'évader du quotidien.

## **LA FRANCE DANS LA CRISE**

**Jean-Pierre Vesperini**

**Edition Dalloz, 2009, 180 pages.**

Membre du Conseil d'analyse économique, auteur de nombreux ouvrages, Jean-Pierre VESPERINI est professeur agrégé des facultés. Pour l'auteur, la France, malgré la crise, n'est pas en faillite. Mais il faut maintenir la croissance sous peine de conséquences ravageuses. C'est au contraire l'opportunité d'un changement radical de notre politique économique conduisant à l'adoption de nouveaux principes pour faire naître des réformes : au plan monétaire, budgétaire et fiscal. Il faut créer un double choc, celui de la « demande » en dynamisant la consommation, l'investissement et les exportations, et un choc de « l'offre » avec une réforme profonde des structures économiques, marché du travail, éducation, recherche, réglementation... L'auteur montre toutefois son optimisme en affirmant que la France possède la capacité à demeurer dans le cercle des grandes puissances. Il préconise, dans la mesure où les tentatives de réforme de la gouvernance européenne se révélaient impossibles, la France devrait remettre en cause son appartenance à la zone euro pour retrouver sa souveraineté monétaire. Ce serait le prix à payer pour refuser le déclin.

## **RAMSES 2009 : TURBULENCES ECONOMIQUES et GÉOPOLITIQUE PLANETAIRE**

**Rapport annuel de l'IFRI sous la direction de Thierry de  
Montbrial et Philippe Moreau Defarges**

**Editions Dunod, 2009, 351 pages.**

RAMSES - dont la notoriété n'est plus à souligner - confirme une nouvelle fois sa capacité à se constituer en source unique de compréhension des phénomènes internationaux et de leur actualité.. Soutenu par les « Perspectives » de Thierry de Montbrial, membre de l'Institut et Directeur Général, ce rapport propose, en synthèse de l'année écoulée, des chapitres thématiques et un appareil documentaire qui complète les textes: « il n'est guère plus facile en 2008 de prévoir l'évolution du 21<sup>ème</sup> siècle qu'il était possible d'envisager en 1908, les guerres mondiales et leurs conséquences »,

rappelle l'auteur ajoutant avec bon sens « qu'on ne peut afficher aujourd'hui qu'une seule certitude : sans une adaptation drastique et rapide de la gouvernance planétaire, de grands drames mondiaux redeviennent possibles et même probables ». La crise financière mondiale, qui n'en finit plus est une illustration de cette intuition et sans doute pas la dernière. Mais l'espoir peut sans doute s'appuyer sur cette réflexion de l'auteur : « un nouveau système international est en voie de consolidation ; après le bipolarisme, on peut parler d'une première approximation d'un système multipolaire et hétérogène ». Une théorie plus sympathique que celle du « chaos », en tout cas on aimerait s'en convaincre.

## **AU-DELA DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE**

**Wilhelm Ropke**

**Les Belles Lettres, 2009, 358 pages.**

« L'économie sociale de marché », dont Wilhelm Ropke est le père spirituel et auquel il donne « le vrai sens » serait-elle la réponse la plus proche de ce « capitalisme idéal » dont on se plaît à rêver au lendemain d'une de ses crises les plus profondes ? Sans doute sur bien des points. En effet ce libéralisme protecteur de l'ordre social et moral est l'une des redécouvertes de cette réédition qui éclaire les débats récents de la constitution européenne en soulignant l'extrême importance des thèses ordo-libérales. Encore faut-il comprendre « social » autrement que comme une troisième voie entre capitalisme et socialisme ou comme la volonté de faire porter aux marchés une camisole de force et encore moins comme le soutien aux thèses keynésiennes ou à l'Etat providence. Ce classique de « l'au-delà de l'offre et de la demande » présentée par Patricia Commun, se révèle plus que jamais comme l'antithèse de ce que Keynes incarne c'est-à-dire pour W. Ropke « l'inflation chronique, l'interventionnisme dépensier et l'irresponsabilité ». Rien à voir non plus avec « l'économie socialiste de marché » apparue dans l'Empire du Milieu qui reste à ce jour une énigme ; le modèle que promeut W. Ropke comme le rappelle le philosophe Alain Laurent renvoie « à un ordre institutionnel protecteur (qui est la marque de l'ordo-libéralisme), mais aussi à un ordre sociétal décentralisé et démassifié et un ordre éthique fondé sur des valeurs de civilisation qui ont fait leur preuve (la propriété privée, la responsabilité individuelle, la loyauté, la



préférence pour des petites communautés ouvertes dont les PME allemandes sont un bon exemple, la famille nucléaire...) mais certainement pas la cupidité. C'est-à-dire une économie humanisée de libre marché dont le destin « se décide au-delà de l'offre et de la demande », car « le marché, la concurrence sont loin de créer eux-mêmes les conditions dont ils ont besoin ». Une clarification lumineuse d'un concept d'une brûlante actualité.

## **HISTOIRE VIVANTE DE LA PENSEE ECONOMIQUE DES CRISES ET DES HOMMES**

**Jean-Marc Daniel**

**Edition Pearson, 2010.**

Dans la grande bibliothèque historique de la pensée économique, l'ouvrage de J-M. Daniel (professeur à l'ESCP Europe et chroniqueur au journal Le Monde) mérite une attention particulière. Sous sa plume « à la fois érudite et humaine », les idées économiques prennent vie, les auteurs s'interpellent, les théories s'affrontent, l'actualité fait écho au passé. L'architecture de l'ouvrage est à la fois classique (elle respecte la chronologie des écoles de pensée) et savante : de courtes biographies des pionniers, des synthèses pénétrantes de leurs travaux, des citations représentatives de leurs œuvres, des réponses aux grandes énigmes économiques de l'histoire, viennent constamment relancer l'attention du lecteur, tandis que des tableaux synoptiques lui évitent de s'égarer. L'érudition de l'auteur est ainsi servie par un double sens de la formule et de la synthèse. En conclusion, l'auteur relance courageusement le débat sur la crédibilité de la science économique. Il disserte sur l'incapacité des économistes à prédire les crises et souligne la dispersion à la fois des courants, des terrains et des perceptions des comportements économiques. Le lecteur – ainsi devenu homo oeconomicus – ne manquera toutefois pas de se demander pourquoi l'auteur cite Ostrom mais ignore Williamson, prix Nobel d'économie de l'année 2009.

**LES ORGANISATIONS ONT LEURS RAISONS QUE LA RAISON N'IGNORE PAS. Mélanges en l'honneur de Jacques Rojot  
Frank Bournois et Véronique Chanut (coord.)  
Editions Eska, 2010.**

L'ouvrage a été rédigé par 40 enseignants-chercheurs, en l'honneur du professeur Jacques Rojot, « qui a connu une carrière parfaite, celle dont rêvent ses collègues dans la même discipline » (préface de Pierre Grégory). L'ouverture met en scène « Jacques Rojot, l'homme d'action », à travers ses projets, ses choix et une pensée sans cesse en alerte. Le deuxième mouvement analyse le jeu entre « rationalité, décisions et organisations » et souligne que les limites de la rationalité peuvent être appréciées de manières diverses. Dans un troisième temps, « la GRH au carrefour de ses rationalités », sont présentées les logiques sous-tendant les organisations et la gestion des hommes. Enfin, le quatrième mouvement, intitulé « raisons et déraisons de l'action managériale », suggère que les fondements de la théorie du choix rationnel ne sont plus aujourd'hui si assurés, conduisant les auteurs à avancer quelques propositions « hors- pistes ». L'ouvrage ouvre ainsi la voie à de nouvelles perspectives pour la recherche en sciences de gestion.

**HIER LA CRISE, DEMAIN LA GUERRE ?  
Pierre Pascallon et Pascal Hortefeux  
Editions L'Harmattan, 2010, 272 pages.**

La crise va-t-elle amener le monde au bord du gouffre, c'est-à-dire à la pire des solutions pour résoudre les problèmes, la guerre ? C'est à cette interrogation que s'efforce de répondre le duo d'auteurs Pierre Pascallon, homme politique et professeur agrégé de sciences économiques, et Pascal Hortefeux, professeur à « sup de co » Clermont-Ferrand. La guerre, même si nous sommes tentés de l'oublier, s'est révélée à travers l'histoire de l'homme (qui est souvent l'histoire des guerres) comme un mécanisme de régulation forte et de dernier ressort du « procès général de production/répartition ». La guerre, serait-elle une nouvelle fois, comme le rappelle François Perroux, chargée d'assurer une fonction « inéliminable de rééquilibrage des maux économiques dans nos sociétés concrètes, tissées des « luttes concours » et des « conflits coopérations que

portent inévitablement les hommes confrontés à la rareté et au besoin ». En analysant les conséquences géopolitiques des dysfonctionnements de l'hyper-capitalisme et du duo-pôle Chinamérique, les auteurs s'efforcent d'avancer les hypothèses pouvant permettre d'échapper à ces dangers tout en restant dubitatifs sur l'évolution d'un monde « qui ne peut être rendu définitivement pacifique ».

## **LES ENTREPRISES DU NOUVEAU MONDE**

**Jean-Charles Mathé**

**Edition L'Harmattan, 2010.**

Jean-Charles Mathé (professeur des universités) retrace l'histoire de 20 entreprises qui ont révolutionné le monde économique et social de la fin du 20<sup>e</sup> siècle et du début du 21<sup>e</sup> siècle. Ces entreprises exercent principalement leurs activités dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications. Elles ont contribué à profondément modifier les modes de vie des acteurs économiques et des citoyens. Trois critères - la technologie, l'innovation et la vision du futur - ont été retenus par l'auteur afin de sélectionner 12 groupes américains (IBM, HP, Texas Instruments, Apple, Dell, Intel, Microsoft, Sun, Oracle, Cisco, Yahoo, Google), 4 européens (Nokia, Philips, Tetra Pak, Virgin) et 4 asiatiques (Nintendo, Samsung, Sony, Casio). L'auteur dresse une cartographie des rapports de concurrence et des liens de coopération entre ces entreprises. Pour chaque cas, il retrace l'histoire, présente la stratégie, dégage la situation concurrentielle, analyse les performances, et propose des thèmes de discussion. Ces analyses sont étayées par des concepts et des modèles conçus par les principaux théoriciens du management.

## **GOVERNANCE, TERRITOIRES ET POLES DE COMPETITIVITE**

**M.Bousseta, M.Ezznati**

**Edition L'Harmattan, 2010**

L'ouvrage restitue les actes d'un colloque sur la compétitivité des territoires. Les échanges mettent en lumière les divers aspects – parfois méconnus – du phénomène de localisation des entreprises et notamment, de « glocalisation » des groupes internationaux. Ils contribuent à mieux identifier et mesurer les sources d'avantage

compétitif des différentes formes d'espaces productifs : districts industriels, technopoles, systèmes productifs locaux, clusters, pôles de compétitivité, réseaux d'entreprises... Ils abordent plusieurs thèmes fondamentaux de la nouvelle économie territoriale : l'histoire, la gouvernance, les déterminants de la compétitivité, les facteurs d'attraction, les types d'organisation, les conditions de développement, les indicateurs de mesure des performances, la gestion des compétences... de ces différentes zones. L'ouvrage est illustré de plusieurs études de cas de clusters, pôles de compétitivité et réseaux d'entreprises. Il est complété par d'utiles références bibliographiques.

## **GERER LA PERFORMANCE SOCIETALE**

**Jean-Pascal Gond**

**Edition Vuibert (collection FNEGE), 2010**

L'ouvrage, issu d'une thèse de doctorat, restitue une réflexion approfondie sur une des grandes problématiques de l'entreprise du XXI<sup>e</sup> siècle: comment évaluer la performance sociale de l'entreprise (PSE) ? Quelle relation établir entre la PSE et la performance financière ? L'auteur (professeur à HEC Montréal) constate que la conceptualisation de la PSE a suivi plusieurs logiques (de synthèse, d'intégration, d'absorption, d'évaluation) et a donné lieu à des « glissements » sémantiques, théoriques et idéologiques. Il dégage quatre dimensions de la PSE : fonctionnelle (elle résulte de stratégies et de processus), politique (elle dépend de relations de pouvoir), culturelle (elle repose sur des valeurs), socio-cognitive (elle est « co-construite » avec les parties prenantes). Il montre les limites des approches quantitatives visant à vérifier - sinon à justifier - les « superperformances » des investissements socialement responsables (ISR) et souligne l'intérêt d'une approche qualitative – dite « business case » - de la PSE basée sur des récits d'expériences de responsabilisation sociale d'entreprises. Il illustre sa démonstration par l'étude du cas de la création et du développement de l'agence française de notation Arèse-Vigéo.

## **HISTOIRE DE LA GLOBALISATION FINANCIERE**

**Cécile Bastidon Gilles, Jacques Brasseul, Philippe Gilles**

**Armand Collin (collection U), 2010**

*Préface de Christian de Boissieu.*

Cet ouvrage monumental « recherche le sens de l'histoire de la globalisation financière », en présentant les multiples facettes d'un phénomène qui est né avec la conférence de Bretton Woods (1945) et a engendré la crise de 2008-2009. Il montre comment l'Economie a pris le pas sur le Politique, par un triple processus de libéralisation des échanges financiers, de développement des technologies de l'information et de la communication, et de multiplication des nouveaux instruments financiers. Il dresse un parallèle éclairant entre la grande dépression des années 1930 et la crise financière actuelle. Il rappelle les analyses prémonitoires de Kindleberger, de Stiglitz et de Galbraith. Ce dernier prédisait, dès les années 1960, le retour inévitable à la récession en raison de « l'inégalité croissante des revenus, de la recherche de profit à court terme, de l'incapacité du système bancaire à maîtriser les risques, du déséquilibre croissant de la balance des paiements et du budget des Etats-Unis ... et du triomphe du dogme sur la pensée économique ». Les auteurs respectent la chronologie des événements, en analysant successivement les systèmes monétaires internationaux antérieurs au choc pétrolier de 1973, l'essor de la sphère financière de 1973 jusqu'au début des années 1990, et l'ère des crises financières des années 1990 et 2000. Un chapitre est consacré à la construction du système monétaire européen et aux crises des marchés émergents. Un autre porte sur les nouveaux risques apparus avec le XXI<sup>e</sup> siècle. Le dernier chapitre soulève les problématiques des opérations de renflouement d'urgence, des mesures de prévention des crises futures et des nouvelles voies d'intégration du système financier international. Ce tour d'horizon de presque trois siècles de finance globale, depuis Newton jusqu'à la crise actuelle, fait apparaître un double mouvement, qui s'est accéléré au XX<sup>e</sup> siècle : une dématérialisation de la monnaie ; une diversification et une libération des moyens de paiement et de crédit. Il en est résulté que « les acteurs peuvent désormais intervenir sur tous les marchés » et « qu'une propagation des comportements et des informations peut rapidement entraîner « un chaos planétaire ».

## **PAROLES D'ENTREPRENEUR, CHOISIR SON ACTIVITE**

**Gérald Leclerc et Jean-Jacques Pluchart**

**Editions Eyrolles, 2010.**

L'ouvrage est un guide des bonnes pratiques des travailleurs indépendants et des créateurs d'entreprise, rédigé à partir d'une vaste enquête menée d'octobre 2008 à juin 2009, par 40 consultants (accompagnateurs de l'association Salveterra) et étudiants de master de l'université de Paris I Panthéon Sorbonne, auprès d'un large panel de dirigeants de PME et de travailleurs indépendants français, relevant de 10 secteurs d'activité : agriculture, pêche et aquaculture, bâtiment, commerce et artisanat, arts, spectacles et édition, tourisme, services à la personne et services sanitaires et sociaux, métiers de l'informatique et de l'internet, conseil et formation, environnement et développement durable. L'enquête révèle les gisements d'emplois indépendants d'aujourd'hui et de demain, présente les démarches d'accès à ces métiers, compare leurs statuts juridiques, analyse leurs financements spécifiques, diagnostique les compétences et les diplômes requis, précise les conditions d'exercice, les difficultés rencontrées et les risques encourus dans ces métiers. L'ouvrage s'efforce donc de répondre aux questionnements actuels sur l'opportunité de s'affranchir du schéma « employeur-employé » et de s'engager dans l'entrepreneuriat indépendant. L'ouvrage est destiné aux salariés, étudiants, demandeurs d'emplois, candidats à une activité indépendante, à temps complet ou partiel, en quête d'un projet à la fois professionnel et personnel. Mais au-delà du guide pratique et de la restitution d'une enquête de terrain, l'ouvrage se présente comme une réflexion sur les clés de succès et les facteurs d'échec du travail indépendant et de la création d'entreprise, qui constituent le principal levier de création de valeur d'un pays et de dynamisme d'une nation.

## **LES THEORIES ECONOMIQUES EVOLUTIONNISTES**

**Nathalie Lazaric**

**Edition La découverte (collection repères), 2010**

L'auteure (chercheuse au CNRS) présente les différentes théories dites « évolutionnistes », « dont la principale ambition est de comprendre l'émergence de la nouveauté et d'interpréter le

changement, en inscrivant les systèmes socio-économiques dans leur environnement et leur histoire ». Elles puisent leur source dans les travaux de Darwin (la « sélection naturelle ») et de Spencer (« la survie du plus apte »), mais également dans ceux de Schumpeter (la « dynamique entrepreneuriale ») et de Hayek (« la sélection des règles »). Dans les sciences de gestion, leur développement n'a été significatif qu'à partir de 1982, marquée par la publication des recherches de Nelson, Winter et Mc Kelvey. Leurs réflexions ont été enrichies par des approches macro-économiques (les systèmes nationaux d'innovation, les modèles d'innovation technologique...) et micro-économiques (les routines organisationnelles, l'apprentissage social, la co-évolution entre les technologies et les organisations...). Elles ont également inspiré les concepteurs des modèles évolutionnaires, qui s'efforcent de transposer certaines théories génétiques aux interactions sociales. L'ouvrage est rédigé dans un style accessible, et est - comme il se doit - solidement documenté. Il dote son lecteur d'éclairantes grilles de lecture des phénomènes socio-économiques contemporains.

## **LES PARADOXES DES NOUVELLES NORMES FINANCIERES**

**Christian Walter**

**Edition Springer, 2010**

Le dernier ouvrage collectif coordonné par Christian Walter, mérite une attention particulière de la part des acteurs économiques intéressés par les réformes des conventions de Bâle 2 et de Solvabilité 2. Le livre s'inscrit dans un vaste programme de recherche, qui a déjà donné lieu à plusieurs publications remarquées (Critique de la valeur fondamentale ; Le virus « B » ; Comment tremble la main visible, incertitude et marché). Leurs auteurs proposent « un renouvellement radical des conceptions de la finance moderne », une nouvelle « prise en compte de la réalité du risque », un retrait de « l'univers rassurant de la représentation brownienne pour assumer l'incertitude non brownienne d'un monde qui connaît ruptures et chaos ». Les auteurs s'interrogent sur les fondements de la légitimité intellectuelle et sociale des modèles probabilistes financiers, sur la pertinence de certaines règles comptables, sur les normes prudentielles et les principes de gouvernance qui régissent les marchés financiers. Ils contestent la logique de certaines normes, de

certaines représentations de l'incertitude, de la rationalisation a posteriori des comportements et des croyances des acteurs des marchés. Ils rejettent notamment la réduction brownienne de l'incertitude qu'ils qualifient « d'illusion épistémique ».

La 1<sup>ère</sup> partie de l'ouvrage porte sur les aléas de la finance. Pierre-Charles Pradier montre que le fameux indicateur Value-at-Risk (VaR), imposé par le référentiel de Bâle 2, repose sur le principe de probabilité raisonnable de Condorcet, et n'est donc applicable que si les hypothèses de sa construction sont maîtrisées ; or, la VaR est devenue « un instrument qu'on applique et non le raisonnement qu'on localise » et « sa diffusion s'étend auprès d'utilisateurs mal armés pour la comprendre ». Olivier Le Courtois développe l'exemple de la modélisation de la faillite de compagnies d'assurances par la théorie de la ruine; il montre que l'application d'un modèle utilisant des marches au hasard non browniennes répond mieux aux besoins pratiques des professionnels. Christian Walter dresse une synthèse du phénomène leptokurtique, qui désigne la non normalité de la dispersion de l'incertitude financière. Enfin, Michel Piernay montre que la « simplification extrême de cette dernière dans la directive Solvabilité 2 conduit à « une approche fautive et dangereuse de la gestion des risques ».

Dans une 2<sup>e</sup> partie consacrée à la construction sociale des normes, Christian Walter perçoit cette dernière comme une « convention keynésienne » qui a permis de stabiliser les formes de l'échange et de développer le marché financier depuis les années 1980. Cette « martingalisation du marché » - symbolisée par la notion de « juste valeur » - constitue un des fondements conceptuels de la norme IAS 39. Ce type de convention ne peut fonctionner que si un nombre suffisant d'acteurs y adhère. Emmanuel Picavet souligne l'importance des représentations mentales dans l'instauration sociale d'un système de normes. Gregory Vanel complète cette analyse en montrant que la culture américaine du risque, qui réduit l'incertitude au seul calcul probabiliste, a conduit à une vision du à court terme de la profitabilité, de la solvabilité et du risque. Jacques Sapir observe que la réduction de l'incertitude au seul risque, a pour conséquence de réduire l'information au seul signal, et de « noyer les opérateurs sous une mer de signaux » d'utilité inégale.



Dans une 3<sup>e</sup> partie intitulée « que demander aux normes financières ? », Eric Brian examine les effets paradoxaux de certaines réponses institutionnelles à l'incertitude des phénomènes financiers, et Hubert Rodarie propose six mesures de correction couvrant les champs de la comptabilité, de la prudence et de la gouvernance.

Par la variété et la profondeur des approches du dispositif actuel d'encadrement de l'incertitude financière, l'ouvrage contribue à une meilleure compréhension des origines de la crise de 2008, ainsi que de la portée et des limites des réformes en cours des référentiels financiers et comptables internationaux.

### **CFD TECHNIQUES D'INVESTISSEMENT A EFFET DE LEVIER**

**Arnaud Poutier et Gwénael Moy**

**Edition SEFI, 2010.**

Depuis la crise de 2008, les cours boursiers de la plupart des places financières mondiales ont connu des fluctuations erratiques, dont les analystes financiers n'ont pas clairement expliqué les causes et les tendances. Les investisseurs particuliers n'ont ainsi pu être récompensés pour leur contribution au financement de l'économie. Afin de ne pas succomber à l'attrait des placements alternatifs (notamment immobiliers), l'investisseur averti n'a pas désormais d'autre choix que de se livrer à des pratiques dites « spéculatives », en exerçant une gestion dynamique d'une partie de son patrimoine. L'accélération des cycles boursiers condamne, dans une certaine mesure, la gestion dite « en père de famille » (*buy and hold*) et relance l'intérêt de techniques plus actives qui exploitent les variations de cours (à la hausse ou à la baisse) sur quelques minutes (*scalping*), quelques heures (*day trading*) ou quelques jours (*swing trading*). Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, un an avant la chute de Lehmann Brothers, la directive européenne MiFID est entrée en vigueur sur le « grand marché », venant autoriser de nouveaux services d'investissement tels que les CFD (*Contracts For Difference*) à effet de levier, et mettre en concurrence les places réglementées (comme le LSE et le NYSE-Euronext) et les plate-formes alternatives (comme Chi-X et Turquoise). Les plate-formes électroniques se partagent désormais près d'un tiers des transactions boursières européennes. Cette réforme a été qualifiée de « nouveau *big bang* financier » et le

courtage en ligne n'a pas connu en Europe une telle innovation depuis la fin des années 1980. Les années 1980 auront permis la consécration de « l'actionnariat populaire », tandis que, grâce à la crise de 2008, les années 2010 seront probablement marquées par le développement de « l'investissement populaire synthétique en ligne ».

## **CARREFOUR, UN COMBAT POUR LA LIBERTE**

**Yves Soulabail**

**Le Loup Hurlant éditions, 2010, 189 pages.**

Bien que les entreprises de la grande distribution constituent un pôle d'excellence de l'économie française, elles ne font l'objet que de rares observations scientifiques. Yvon Soulabail - secrétaire général de la Revue Scientifique de Gestion et consultant en entreprise – s'attache à combler cette lacune en consacrant un ouvrage aux innovations marchandes, et plus particulièrement, à la naissance de « l'hypermarché à la française » (l'ouverture le 15 juin 1963 du magasin Carrefour de Sainte Geneviève des Bois) et au développement des « produits libres » (« aussi bons, moins chers »). Conçue par Etienne Thil, « l'opération alouette » de 1976, a bouleversé non seulement le rapport des consommateurs aux produits, mais également la vie quotidienne des français. L'auteur - qui se présente comme l'héritier spirituel de Bernardo Trujillo, le « pape du commerce » - s'est livré à une étude approfondie à partir de documents inédits, de témoignages exclusifs et d'enquêtes originales de terrain, menées dans la tradition sociologique française des récits biographiques. Le texte, d'une grande densité, restitué dans un style clair et vivant, des dialogues, exemples et anecdotes authentiques. Au-delà des praticiens du nouveau commerce, des enseignants et des étudiants en marketing, la lecture de l'ouvrage est recommandée à tous les acteurs soucieux de comprendre les fondements de la société de consommation d'aujourd'hui.

## **EURO-GOUVERNANCE ET EURO-MANAGEMENT**

**Y.Doutriaux et J.J. Pluchart**

**Ed Eska, 2010**

La construction européenne a été marquée depuis 1957 par six élargissements qui ont transformé la Communauté Economique Européenne des 6 membres fondateurs en Union Européenne à 27 Etats-membres (UE-27). Ces mutations ont permis à l'Europe de devenir le premier grand marché mondial de consommateurs, une puissance technologique majeure et un espace démocratique de 500 millions d'habitants. Mais ces transformations ont été ponctuées de crises institutionnelles, énergétiques, économiques, monétaires, financières, sociales, identitaires..., qui ont mis en lumière le cadre juridique complexe, l'espace économique fragmenté et l'environnement socio-culturel disparate de l'Union Européenne. Ces mutations ont également rendu plus difficile l'exercice du management des 30 millions d'entreprises présentes sur le « grand marché ». Cette problématique est d'autant plus stratégique que la création et le développement des entreprises – notamment des PME – constituent le principal levier de création d'emplois productifs et de croissance économique. Cet ouvrage identifie et d'analyse les opportunités et les contraintes qui pèsent sur les décisions et les comportements des gouvernants des institutions et des managers des entreprises européennes. Il vient relancer le débat, initié dès l'origine de la construction européenne, sur la nature et le devenir de « l'euro-gouvernance » et de « l'euro-management ». Il propose des grilles de lecture croisée des institutions européennes, des modèles de capitalisme, des systèmes socio-économiques et des types de management qui co-existent – et souvent s'affrontent – au sein de l'Union européenne. C'est pourquoi il est issu d'un dialogue entre un juriste (conseiller d'Etat) et un économiste (professeur des universités issu d'un groupe industriel européen). L'ouvrage est organisé en deux parties. La première est consacrée aux institutions européennes, au sens de leur histoire, à leur organisation et à leurs rôles. La seconde partie analyse et compare les différents systèmes économiques (technologiques, concurrentiels, monétaires et financiers, socio-éducatifs) et les principaux modèles de management des firmes (anglo-saxon, « rhénan », scandinave, méditerranéen, de transition) qui sont appliqués en Europe.

## **LE CAPITALISME IDEAL**

**Nicolas Bouzou**

**Editions Eyrolles, 2010, 115 pages.**

Un capitalisme idéal avec le bonheur en plus ? Une nouvelle parution de Nicolas Bouzou qui vient confirmer, s'il était nécessaire, son talent de pédagogue qui se double d'un sens aigu de la concision. On connaissait l'économiste et le financier, le chroniqueur très médiatique, on découvre avec plaisir « l'honnête homme » (au sens du XVIII<sup>ème</sup> siècle) qui puise ses réflexions à la source d'une large culture : un voyage à la recherche du capitalisme idéal, à travers l'histoire dans le temps et l'espace, de l'Amérique précolombienne en passant par le moyen-âge français pour en tirer des enseignements, enrichis de l'expérience avérée du jeune chef d'entreprise en responsabilité. C'est cette caractéristique qui apporte d'ailleurs à l'analyse de Nicolas Bouzou une dimension supplémentaire qu'il partage avec cette génération de jeunes économistes, celle de la responsabilité : une approche pragmatique qui s'éloigne des débats académiques en recherche de justification sur le double axe de l'ultra libéralisme et du socialisme. Le capitalisme idéal que l'auteur appelle de ses vœux sera, il en a la conviction, construit par sa génération ; c'est son « devoir moral » ; elle le fera à partir d'une certitude : le capitalisme a gagné et « c'est vraiment la fin de l'histoire » et n'en déplaisent aux caciques intellectuels qui voyaient dans la crise une opportunité de retour à la théorie socialiste, même si reste en suspens l'énigme chinoise de l'économie socialiste de marché. Pour l'auteur il faut améliorer « le capitalisme par le capitalisme » et lui donner « du corps et de l'esprit » : une analyse sans concession des « joies et misères du capitalisme » avec des éléments de réponse pour réconcilier l'efficacité économique et le sens moral ouvrant la voie à « une troisième révolution industrielle ». Les grands défis du capitalisme ont pour nom, la santé, l'écologie et l'eau. L'auteur met en scène « une tragédie des biens communs » qui selon Garrett Hardin, veut que sans droits de propriété, la consommation progresse plus vite que la production : exemple de la pêche et de la forêt. « Si le capitalisme est un système imparfait il n'en n'est que plus perfectible ». Ce capitalisme idéal est à portée de main, il sera plus féminin, plus sobre, un capitalisme de la raison avec plus de

solidarité, de justice et d'innovation, ce qui suppose «avant tout de nous changer nous-mêmes ».

**LE CONTROLE DE GESTION EN MOUVEMENT. Etat de l'Art et meilleures pratiques**

**Nicolas Berland et François-Xavier Simon (dir.)**

**Editions Eyrolles, 2010, 289 pages.**

Le contrôle de gestion, pratique multiforme, dont le périmètre s'est transformé avec le temps, induisant de nombreuses remises en cause à partir des années 80, a suivi l'essor des entreprises depuis le début du XIXème siècle. Le contrôle de gestion est à la fois un « ensemble de pratiques paradoxales », dont les outils et la profession n'expriment qu'une partie de sa richesse et de son potentiel. Après avoir passé en revue l'état de l'art et des meilleures pratiques, les regards croisés des auteurs, professeurs et praticiens émérites, s'attachent à examiner le devenir de la fonction, des rôles et des missions du contrôle de gestion et du métier de contrôleur. Quelles sont les nouvelles frontières du contrôle de gestion et ses enjeux sociaux et sociétaux ? Quelles sont les évolutions des pratiques internationales ? De par sa position centrale dans l'entreprise, au carrefour de la stratégie et des opérations, « il contribue à l'évaluation des projets et à la hiérarchisation des priorités » Une grande richesse de témoignages et d'analyses constituant un guide de référence, co-édité par la DFCG, utile à la fois aux professionnels comme aux étudiants.

**ISO 26 000, UNE NORME « HORS NORME »,**

**Capron M., Quairel-Lanoizelée F., Turcotte M-F.**

**Economica, 2010.**

La norme ISO 26 000, issue de travaux engagés en 2005 et adoptée par 77 pays en septembre 2010, rassemble tous les textes fondateurs en matière de développement durable et de responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Elle propose des lignes directrices, mais laisse les acteurs des organisations (entreprises, administrations, associations) libres de leurs interprétations et de leurs modalités d'application. La notion de RSE recouvre, au sens anglo-saxon, celles de

responsabilités économique, environnementale, sociale et sociétale. Elle est étroitement associée à celle de développement durable, introduite officiellement en 1972 à la conférence de Stockholm et enracinée dans plusieurs courants de pensée: l'économie sociale, l'écologie naturelle, la gouvernance de l'entreprise, l'éthique des affaires.... Le foisonnement des référentiels en matière de RSE témoigne de la richesse du concept, mais constituait – du moins jusqu'à la publication de la norme ISO 26 000 - un obstacle à sa mise en œuvre. Les conventions, lois, règlements, normes, standards...ne sont pas organisés « suivant la pyramide classique des sources du droit » : ils émanent d'organismes de statuts différents ; ils couvrent des champs variés ; ils poursuivent des finalités en partie contradictoires (comme l'économique et le social ou l'écologique et le social) ; ils diffèrent parfois d'un pays à l'autre... Ils soumettent les managers à des problèmes d'interprétation, d'application et d'anticipation des nouveaux textes, et peuvent les inciter à une gestion prudente des risques juridiques, fiscaux et/ou pénaux entraînés par le non-respect des lois. Ils peuvent favoriser, dans certains cas, la mise en œuvre de stratégies d'économies de coûts, de délocalisation ou d'externalisation, dans des zones *offshore*, d'activités polluantes ou à haute densité de main d'œuvre. Mais les standards de la RSE offrent également aux entreprises des sources nouvelles d'avantage concurrentiel, en les incitant à développer leurs capacités d'innovation de nouveaux produits et procédés, à enrichir leurs facultés d'apprentissage de nouvelles compétences et connaissances, ainsi qu'à renforcer leurs identités collectives, leurs images de marque et leurs cultures socioprofessionnelles. Il émerge ainsi de nouvelles formes de pilotage des performances de l'entreprise – qualifiées, selon les auteurs, « d'éco-management », de gestion « durable », « soutenable », « globale »..., mais aussi, « paradoxale », « complexe »... A l'entreprise « pluraliste » ouverte sur ses partenaires se L'entreprise socialement responsable doit donc faire appel à diverses techniques – parfois nouvelles – de management : l'éco-conception, la nouvelle « cartographie des risques », le « commerce équitable », la gestion de la qualité totale, la « comptabilité intégrée », la « finance éthique », le « *reporting* sociétal », la « communication transparente », le mécénat socioculturel...

**GUERRE ET PAIX AU XXI<sup>ème</sup> SIECLE. Comprendre le monde de demain**

**Christian Saint-Etienne**

**Editions Bourin, 2010, 167 pages.**

Pour comprendre le monde de demain, Christian Saint-Etienne a choisi de porter son regard au-delà du champ habituel des prévisionnistes, c'est-à-dire à l'horizon 2050. Comment se répartiront la richesse du monde et les rapports de force à cette échéance ? Quels seront les grands rendez-vous que l'histoire proposera au cours de ce périple des quarante prochaines années ? Dans cette réflexion, l'auteur combine la projection des données et des tendances macro-économiques mondiales avec la théorie des jeux et l'histoire des civilisations. Au centre de son analyse, se place l'évolution démographique, énergétique, financière, politique et sociale des différents grands acteurs du globe. Qui sera le maître du monde ? La « chinamérique » sera-t-elle le ferment d'un nouveau monde s'ouvrant sur un âge d'or ou bien l'origine de conflits qui emporteront la planète ? L'immaturation chinoise manipulatrice de la réalité se montrera-t-elle capable d'évoluer pour trouver un chemin profitable à l'ensemble du monde ? Il y aura « un moment chinois » dans cette première partie du XXI<sup>ème</sup> siècle, mais qui en dépit de la « lâcheté occidentale » et des « cygnes noirs » qui se cachent sur le parcours, sera finalement conduit sur le chemin de la raison et maîtrisé, grâce aux atouts majeurs que constitue « l'économie entrepreneuriale de la connaissance » et très favorable à « l'autre grand », l'Amérique. Quel sera le sort de l'Europe et des pays émergents ? En passant en revue avec une étonnante précision, toutes ces questions, Christian Saint-Etienne répond, avec un optimisme chevillé au corps, au dilemme du scénario de guerre ou de paix dominant le XXI<sup>ème</sup> siècle. L'auteur souligne au passage deux facteurs majeurs qui très largement justifient sa préférence pour l'établissement progressif d'une paix durable au XXI<sup>ème</sup> siècle : la montée d'une classe moyenne mondiale aux aspirations profondément régulatrices et le poids de l'opinion mondiale qui de plus en plus prendra le dessus sur les dictatures ou les « démocraties ».

**LE DEVELOPPEMENT DURABLE VA-T-IL TUER LE CAPITALISME? Les réponses de l'Eco-capitalisme**  
**Patrick d'Humieres**  
**Editions Maxima, 2010, 216 pages.**

Lorsque Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des Economistes, dont on connaît à la fois la perspicacité et le sens de la mesure, dans la distribution des lauriers, qualifie un ouvrage de très remarquable, comme il le fait dans cette préface, on se doit d'être très attentif. Et l'on se plaît au fil des pages à partager cette appréciation non seulement pour la pertinence et la profondeur des réflexions de l'auteur mais aussi pour la qualité assez exceptionnelle de son style, particulièrement clair et aéré. Patrick d'Humieres est l'un des meilleurs experts français du développement durable, domaine où il a exercé d'importantes responsabilités opérationnelles. Il démontre que désormais les chefs d'entreprises ne peuvent plus considérer les aspirations collectives et la sphère publique comme secondaires où extérieures à leur intérêt ; les changements du monde doivent être pris en compte et c'est bien les intérêts de l'ensemble des « parties prenantes » (citoyens, salariés, clients, épargnants) qui doivent être intégrés dans la définition et le prix des produits comme « coûts sociétaux inhérents au changement du Monde ». Mais, à « l'horreur économique » de Viviane Forrester l'auteur oppose avec conviction et un optimisme modéré les réponses d'une « espérance économique » à portée de main. « Contre le modèle cynique » de l'économie de marchés, il avance « un modèle durable » certes encore émergent et embryonnaire, mais comme le défi de ce siècle avec un point central, le climat. « La société bouge le moment est venu de donner leur chance aux acteurs responsables ». L'éco-capitalisme naissant tel que décrit par l'auteur, constitue la matrice du modèle économique futur. Peu à peu la société civile progresse dans sa maîtrise de la dynamique mortifère des marchés, un éco-capitalisme « qui n'est pas un avatar idéologique de plus dans une longue série des modèles rêvés mais une aspiration démocratique » constitue à bien des égards les prémices d'un capitalisme idéal que l'opinion Monde appelle de ses vœux.



## **RSE, ENTRE GLOBALISATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

**Nicole Barthe et Jean-Jacques Rosé (directeurs)**

**De Boeck, 2011, 282 pages.**

L'ouvrage collectif apporte des réponses éclairantes à plusieurs problématiques contemporaines : Comment développer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises sur un marché concurrentiel ? Comment maîtriser les risques sociétaux dans un contexte de globalisation des échanges ? La RSE modifie-t-elle les rapports entre les parties prenantes de la société civile et notamment, entre les Etats, les entreprises et les institutions internationales ? Comment les entreprises appliquent-elles les dispositions de l'Union européenne en matière de protection de l'environnement ? Comment concevoir et engager concrètement des stratégies en faveur du développement durable ? L'innovation technologique et le changement organisationnel entraînés par ces stratégies contribuent-ils à la construction de nouveaux avantages concurrentiels pour les entreprises ?... Les auteurs étendent leurs observations des économies occidentales à celles des nouveaux pays industrialisés et des pays en développement. Après avoir montré les écarts entre les discours sur la RSE et leurs applications pratiques, ils analysent les fondements et les dispositions de la norme ISO 26000 publiée en septembre 2010. L'ouvrage conjugue harmonieusement – grâce à un dialogue entre scientifiques et praticiens – les apports théoriques, les réflexions méthodologiques et les exemples concrets de bonnes pratiques de RSE.

## **REFLEXIONS SUR LE DROIT SOUPLE ET LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

**Le principe « se conformer ou expliquer » en droit boursier**

**Jean-Baptiste Poulle**

**Edition L'Harmattan, 2011, 407 pages.**

L'auteur (avocat d'affaires) se livre à une analyse approfondie, à la fois historique et comparative, des modes de gouvernement des entreprises, s'interrogeant notamment sur le rôle exercé par l'information financière dans l'exercice de la gouvernance. Il analyse plus particulièrement la portée et les limites du respect du principe

anglo-saxon « *complain or explain* » (« se conformer ou expliquer ») dans l'application de multiples codes déontologiques par les conseils d'administration. Il précise notamment les conditions d'efficacité de ces principes et en rappelle les sanctions encourues en cas d'inapplication. La combinaison de lois et règlements (*hard law*) et de recommandations professionnelles (*soft law*) constitue un mode complexe de régulation du comportement des dirigeants d'entreprise et, plus largement, du fonctionnement des marchés financiers. En conclusion, l'auteur formule un ensemble de recommandations portant sur la nécessité d'appliquer un seul code de gouvernance approuvé par l'AMF sur le marché français, de l'étendre aux administrateurs et aux actionnaires, et d'obliger les commissaires aux comptes à vérifier les publications et les déclarations relevant de la gouvernance. L'ouvrage est original à plus d'un titre: rédigé dans un style clair et accessible, solidement documenté, il contribue à une meilleure compréhension du droit des affaires appliqué dans le management des entreprises et dans les échanges internationaux.

## **LE MANAGEMENT DURABLE DE L'ENTREPRISE**

### **Les performances de l'entreprise socialement responsable**

**Jean-Jacques Pluchart (sous la direction de)**

**Edition SEFI- Arnaud Franel, 2011, 252 pages.**

L'ouvrage collectif coordonné par Jean-Jacques Pluchart (professeur à l'Université de Paris I) vient satisfaire une attente partagée par les cadres dirigeants des entreprises. Il répond à des questionnements soulevés par les managers des entreprises engagées dans un processus de responsabilisation sociale et environnementale, et propose une approche originale de la nouvelle relation entre l'entreprise et la société (*Business & Society*). Cette approche est à la fois vivante, critique et globale. « Vivante », car l'ouvrage est issu d'un dialogue entre universitaires et professionnels relevant de différentes disciplines, et parce qu'il s'attache à dégager la portée, les limites et les risques des stratégies, des organisations et des comportements orientés vers la RSE. « Critique », car il observe les dérives entraînées par le foisonnement normatif en matière de développement durable, qui s'expriment parfois sous la forme d'un « management paradoxal » (marqué par la « *markéthique* », le « *greenwashing* », les délocalisations d'activités pénibles et/ou

polluantes, le « *lobbying* vert »...). « Globale », car il porte sur l'ensemble du processus de diagnostic, de décision stratégique, de pilotage, de contrôle et de communication de l'entreprise, explorant ainsi les différents leviers de la performance durable.

### **L'AUTRE FINANCE. Existe-t-il des alternatives à la banque capitaliste ?**

**Daniel Bachet et Philippe Naszalyi**

**Editions du Croquant, 2011, 317 pages.**

Les deux auteurs, Daniel Bachet, Professeur de sociologie et chercheur, Directeur du Département Entreprise (CESTA) et Philippe Naszalyi, Professeur Associé à l'Université d'Evry et Directeur de la Revue des Sciences de Gestion, concèdent que l'existence des banques est incontournable, la question qu'ils posent reste de savoir de quelle banque nos sociétés ont vraiment besoin. Existe-t-il des alternatives à la banque capitaliste, à leur sens oui, et leur recherche porte sur ce qu'ils qualifient de « l'autre finance ». Ils trouvent dans l'exemple du mutualisme et des banques coopératives, par leur proximité et leur finalité qui n'est pas exclusivement le profit, des éléments de réponse. Ainsi peuvent-elles prétendre dans une logique de finance solidaire, rendre possible des initiatives économiques à forte utilité sociale et contribuant au développement durable et local. Ces institutions nées sur le modèle du mouvement des caisses Raiffeisen ont conservé l'esprit qui les a fait naître, c'est-à-dire la solidarité dans l'économie sociale. Leur grande difficulté d'hier comme d'aujourd'hui reste de concilier cet idéal avec le quotidien. Elles montrent dans ces logiques des faiblesses à travers les expériences concrètes réalisées en France et dans le Monde : microcrédit et micro-finance, dont le prix Nobel Muhammad Yunus est le créateur, sont encore loin d'avoir démontré leur pleine efficacité. Mais une part d'utopie n'est-elle pas nécessaire pour imaginer une banque des pauvres comme une « autre finance », solidaire ? Mais rien n'est perdu, rappelle, Philippe Naszalyi, en un clin d'œil, à la manière d'un entomologiste pour le règne animal : « la solidarité est un fait d'une importance capitale dans les sciences naturelles puisqu'elle caractérise la vie ». Par exemple, l'association entre les figuiers et leur pollinisateur a depuis longtemps été étudiée comme un modèle

classique de mutualisme spécifique et obligatoire de pollinisation, impliquant très généralement une espèce de pollinisateur à une espèce de figuier. Il n'y a donc pas réellement de vie sans mutualisme ! Autant d'espoir pour « l'autre finance ».

## **LA VISEE HEGEMONIQUE DE LA CHINE**

### **L'Impérialisme économique**

**Antoine Brunet et Jean-Paul Guichard**

**Edition L'Harmattan, 2011, 204 pages.**

« Le conflit avec la Chine-totalitaire n'est pas à venir il est déjà présent ». C'est cet éclairage sans concession dépourvu des contraintes du politiquement correct, s'inscrivant, à contre-courant de la prudence parfois stupéfiante des observateurs politiques ou économiques, que les auteurs projettent sur la réalité et la part d'ombre, la stratégie chinoise. Une « stratégie hégémonique » et visant à « l'impérialisme économique » subtilement présentée par le Parti Communiste Chinois, dans une communication particulièrement cynique : « comme celle d'un petit pays peu développé ayant besoin d'une croissance forte pour sortir de son sous-développement ». En réalité, l'empire du milieu est devenu, sous l'impulsion de la révolution silencieuse initiée en 1989 par Deng Xiaoping, la « nouvelle super-hyper puissance mondiale ». Le grand mérite de ce duo d'auteurs éminents spécialistes de l'économie mondiale, tient au fait qu'ils levent le voile sur « l'énigme de l'économie socialiste de marché ». Les auteurs démontrent en effet à travers des analyses approfondies à la fois historiques, économiques et politiques, que contrairement à l'idée généralement reçue, capitalisme et totalitarisme peuvent parfaitement cohabiter et que le capitalisme-totalitaire pourrait même se révéler si le reste du monde n'y prend garde comme supérieur aux autres formes existantes. Aussi contrairement à une conviction répétée mais jamais démontrée, la Chine bien que capitaliste n'est pas inévitablement sur la voie de la démocratie. Le capitalisme démocratique n'est pas forcément la forme la plus aboutie du capitalisme. Les auteurs s'interrogent sur l'étrange passivité des pays développés et proposent des pistes (mais est-il encore temps ?) pour faire échec à la Chine avec comme ultime solution pour l'Occident, de quitter l'OMC actuelle pour en créer une nouvelle. Une réflexion tout à

fait exceptionnelle qui fera date et qui espérons le sera rapidement intégrée par l'Occident avant qu'il ne soit trop tard.

## **FRANCE ETAT CRITIQUE**

**Jean Peyrelevade et Pierre-Antoine Delhommais**

**Plon, 2011, 214 pages.**

Les finances publiques de la France font l'objet de signaux d'alerte grandissants non seulement de la part des marchés avec la mise sous surveillance du « AAA », mais aussi à travers les parutions de toutes sensibilités politiques. C'est l'objectif de l'auteur dont on connaît tout autant la qualité de plume que la finesse d'analyse : une contribution sans langue de bois, incisive et sans concession qui, venant du rédacteur de « l'erreur historique » (Plon 2008), ne saurait nous surprendre. «La France vit au-dessus de ses moyens et dans le déni de ses dirigeants politiques. Pour assainir ses comptes publics, restaurer son appareil productif et retrouver une croissance forte et durable, il est inévitable qu'elle se remette au travail (elle est devenue paresseuse), augmente ses impôts et bride la consommation au moins provisoirement... ». Intellectuel (il contribue au Think Tank Terranova) et homme d'action, présenté comme du Centre Gauche, haut fonctionnaire et grand banquier, Jean Peyrelevade analyse avec le concours du journaliste du Monde, Pierre-Antoine Delhommais, « la dure vérité, les statistiques, soulignant le déclin économique français ». Le redressement est une nécessité vitale « pour échapper au chaos et éviter au pays un retour douloureux (après les élections présidentielles) au principe de réalité ». Des convictions au service d'une lucidité poignante sur le grand défi du prochain quinquennat.

## **12 CLES POUR SORTIR DE LA CRISE**

**Gérard Lafay**

**Edition L'Harmattan, 2011, 150 pages.**

L'auteur (professeur émérite à l'Université de Paris I) soulève avec conviction, dans un style direct et précis, douze grands problèmes socio-économiques contemporains. Il montre tout à la fois comment le néo-capitalisme a remplacé le néo-libéralisme, comment la financiarisation ruine l'économie réelle, comment affronter la concurrence des pays émergents, comment rééquilibrer les finances

publiques et désendetter les Etats, comment mieux protéger l'environnement, comment l'entreprise crée ou détruit de la valeur, comment les syndicats perdent de leur influence, comment les travailleurs peuvent restaurer leur pouvoir au sein de l'entreprise... S'inspirant de propositions formulées par des grands économistes des « trente glorieuses » - comme Maurice Allais, Jacques Rueff et Maurice Lauré - l'auteur conseille de supprimer la zone euro et de revenir à une communauté d'Etats européens, de réformer en profondeur les systèmes de crédit (en cloisonnant les métiers bancaires), d'imposition, de protection sociale, de représentation syndicale et d'éducation. Il propose également de transformer le statut actuel de « société anonyme » en nouveau modèle de « compagnie », bénéficiant d'un partage plus équitable de la valeur créée par l'entreprise entre ses différentes parties prenantes. Des prises de positions radicales parfois convaincantes mais toujours révélatrices des convictions de chacun.

## **L'ECONOMIE SANS TABOU**

**Bernard Salanié**

**Edition Poche-Le Pommier, 2011, 223 pages.**

*Préface d'Edmond Malinvaud*

L'auteur (professeur à l'université de Colombia) dénonce les préjugés et les idées fausses qui circulent dans l'opinion française en matière d'économie, notamment depuis la crise de 2008. Il est ainsi conduit à montrer, à l'aide de chiffres précis et d'exemples concrets, que le libéralisme économique n'a pas échoué, que le libre-échange contribue toujours à la richesse des nations, que la globalisation de l'économie n'a pas réellement besoin d'être régulée (car elle s'autorégule d'elle-même), que les désordres des marchés financiers ne menacent pas le capitalisme, que les inégalités socio-économiques ne se sont pas dans l'ensemble accrues depuis une vingtaine d'années... L'auteur rappelle, dans des termes clairs et accessibles, les principales théories qui régissent le développement et le fonctionnement de l'économie mondiale ; il cite notamment Keynes, Ricardo, Say, Rawls, Schumpeter... Il teste la validité de leurs concepts et de leurs modèles sur les événements récents. Il regrette que cette boîte à outils de l'homme moderne soit rarement utilisée dans les débats de société. Dans un dernier chapitre, il se livre à une

analyse de la crise actuelle de la zone euro, concluant qu'elle trouve son origine dans l'absence de solidarité budgétaire entre ses membres, la Grèce et l'Irlande ne pouvant relancer leurs économies sans déprécier leurs monnaies et étant donc contraintes d'appliquer de sévères plans d'austérité.

## **LES BUSINESS ANGELS**

**Guide des bonnes pratiques à l'usage des investisseurs et des entrepreneurs**

**Raphael Boukris et Nicolas Fritz**

**Pearson Edition, 2011, 212 pages.**

Les *business angels* (BA) qui accompagnent les créations d'entreprise, sont devenus des acteurs incontournables de la société moderne. Bien que leur nombre soit encore limité en France (environ 8000 BA contre plus de 40 000 au Royaume Uni et 400 000 aux Etats Unis), ils exercent des rôles-clé de coach, tuteurs, formateurs, conseillers, et parfois financeurs, des nouveaux entrepreneurs. Plus de 80 associations (fédérées par France Business Angels) contribuent à développer le mouvement et à en encadrer les pratiques. L'ouvrage permet de mieux cerner le profil-type du BA (93% sont des hommes âgés en moyenne de 57 ans, diplômés d'études supérieures et ayant exercé des fonctions de direction), de comprendre les stratégies d'investissement des BA, d'analyser les projets, d'auditer les comptes et de valoriser les nouvelles entreprises, d'opérer le montage juridique et financier des opérations et enfin, de sortir du capital des entreprises après les avoir accompagnées. L'ouvrage est illustré de nombreux exemples et complété par d'utiles conseils aux futurs BA, par des rappels d'adresses et de références utiles.

## **LA REFONDATION DU SYSTEME MONETAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL**

**Evolutions réglementaires et institutionnelles**

**Régis Chemain (dir.)**

**Edition Pedone, 2011, 360 pages.**

L'ouvrage collectif résume les débats organisés en mars 2010 dans le cadre d'un colloque international réunissant des hauts fonctionnaires et des universitaires, qui s'efforcent d'analyser les faiblesses de

l'actuel « introuvable ensemble » monétaire et financier international, et ses voies de refondation en un véritable « système ». Les auteurs révèlent que les objectifs du dispositif actuel sont de plus en plus diffus, que son organisation est de plus en plus décentralisée et que son mode de fonctionnement est de plus en plus chaotique. Jusqu'en 2007, il était encadré par des règles de droit international, des normes de régulation des marchés et diverses orientations et interventions des institutions internationales (G20, Eurogroupe, FMI, Banque Centrale Européenne...), des instances nationales occidentales (gouvernements, banques centrales, régulateurs boursiers...) et des établissements privés (agences de notation, banques, compagnies d'assurances...). La dernière crise a révélé la sensibilité aux crises systémiques, des marchés monétaires, financiers et immobiliers. Sous l'impulsion du G20, du FMI et du Conseil de Stabilité Financière européen, un effort de réorganisation du système a été engagé. Il marque un certain retour de l'Etat dans la sphère financière et une hybridation des institutions en charge de sa régulation, mais il dévoile également l'ampleur des réformes à accomplir et des résistances à surmonter.

## **LE DUEL ECONOMIQUE FRANCO-ALLEMAND**

**L'heure de vérité**

**Jean-Pierre Estival**

**Edition L'Harmattan, 2011, 299 pages.**

L'auteur se livre à une analyse approfondie de la coopération franco-allemande depuis l'après-guerre. Il montre qu'après des efforts de reconstruction et d'expansion (« le miracle allemand »), puis de réunification, la « nouvelle Allemagne » s'est imposée comme la première puissance européenne et a substitué à sa politique « euro-centrée », une stratégie exportatrice de plus en plus orientée vers les pays de l'Est et de l'Asie-Pacifique. Elle doit sa suprématie à la compétitivité de son économie, basée notamment sur des sacrifices sociaux et sur la stabilité de l'euro, qui a favorisé ses échanges commerciaux. Le modèle allemand, fondé sur l'offre et sur une dynamique de réindustrialisation, est de plus en plus différent de celui de la France, basé sur la demande et victime d'un processus de désindustrialisation. C'est pourquoi l'alliance franco-allemande est de plus en plus « incertaine » et que des tensions croissantes entre les



deux pays se manifestent au fil des crises financières. Malgré sa puissance économique, la RFA paraît toutefois de plus en plus isolée et menacée à terme par des tensions sociales et un déclin démographique. Son intérêt est de rechercher des compromis afin de préserver la cohérence de la zone euro, qui constitue encore une part importante de ses débouchés. Solidement documenté et rédigé dans un style clair et accessible, l'ouvrage contribue à une meilleure compréhension des problématiques européennes d'aujourd'hui.

### **VALORISER L'INTEGRATION DU RISQUE Oriane 3**

**Bernard Guillon (dir.)**

**Edition L'Harmattan, 2011, 393 pages.**

L'ouvrage restitue les actes d'un colloque universitaire consacré à la gestion des risques auxquels sont exposés les entreprises. Les contributions couvrent des problématiques aussi diverses que celles portant sur les dommages environnementaux engendrés par une organisation, les risques suscités par les comportements de certains dirigeants, les difficultés de gérer la diversité (au travers de l'expérience anglo-saxonne), l'apport de l'intelligence économique à la maîtrise de la sécurité globale de l'entreprise, la certification des formations au risque et leurs dimensions ergonomique et didactique, les risques liés au changement stratégique et organisationnel, l'évolution et à la sémantique de notions de risque, l'influence des investisseurs institutionnels sur les marchés financiers, la gestion de la production des ressources naturelles, la gestion des risques sur le marché des chevaux de course, la stratégie du moindre risque dans les échanges internationaux, la lutte contre le blanchiment d'argent, les risque financier dans les fusions et acquisitions horizontales, l'évaluation économique des entreprises en période de risque, les codes déontologiques des commissaires aux comptes, l'encadrement de la notation financière par le régulateur américain...Le principal intérêt de ces réflexions réside dans la mise en lumière de l'évolution des approches du risque, de ses modes de détection et de ses modèles de management.

## **DECISION D'INVESTISSEMENT**

### **Incertitude et information**

**Patrick Piget**

**Economica, 2011, 206 pages.**

L'ouvrage rend hommage à Fisher et à Keynes, qui ont posé les bases de l'actualisation financière au début du XXe siècle. Il analyse et compare les différents critères de choix d'investissement : dans un cadre déterministe, *free cash flow*, Valeur Actuelle Nette et VANG, Taux Interne de Rentabilité et TIRG, indice de profitabilité, délai de récupération, *economic value added*, coût moyen pondéré du capital... ; dans un environnement incertain et risqué, moments mathématiques, théorème de Bayes, critères de Laplace-Bayes, Savage et Hurwicz, arbres de décision, approches des options réelles, méthode hiérarchique multicritère... Cette dernière méthode – conçue par Saaty – est encore peu connue ; elle simule le processus décisionnel face à des alternatives complexes couvrant diverses solutions, projets, actions... Les analyses sont illustrées d'exemples concrets, enrichies de rappels historiques, assorties de simulations informatiques et complétées par des références bibliographiques. La boîte à outils indispensable à tout financier !

## **RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES**

### **Regards croisés Droit et Gestion**

**François Guy Trébulle et Odile Uzan (dir.)**

**Economica, 2011, 518 pages.**

L'ouvrage collectif – rédigé à la fois par des juristes et des économistes – soulève les multiples problématiques engendrées par la responsabilisation économique, environnementale, sociale et sociétale de l'entreprise. La mise en œuvre de ces notions encore émergentes comporte de nombreuses et complexes implications en matière de droits fondamentaux, de droit social, de droit de l'environnement, de droit des affaires... Mais il pose également la question des nouveaux modèles de management financier, commercial, des ressources humaines... à mettre en œuvre par les entreprises. L'analyse de ce processus est d'autant plus stimulante qu'elle fait appel à plusieurs disciplines et qu'elle balaye un vaste

champ historique et géo -politique. Ces regards croisés sur un des grands phénomènes contemporains de société, s'enrichissent mutuellement en vue d'une meilleure compréhension des finalités et des dispositions des nouvelles normes ISO 26 000, des principes directeurs de l'OCDE appliqués aux firmes multinationales ou des accords de Grenelle 1 et 2.

**FINANCE CHINOISE. Les Enjeux de la Modernisation**  
**Collectif,**  
**Revue d'Economie Financière n°102, 2011, 283 pages.**

Ce nouveau numéro de la Revue d'Economie Financière, sous la direction de Patrick Artus, bénéficie de contributions à la fois nombreuses et brillantes d'auteurs reconnus pour leur expertise du sujet. Il s'agit pour eux d'évaluer les difficultés et les risques du passage d'un système financier archaïque, comme pouvait l'être la finance chinoise, vers un système financier de change moderne. Les auteurs examinent à la fois le cadre réglementaire et les mécanismes d'allocation du système financier chinois et la gestion de la contrainte extérieure, et notamment, la politique de change. La question de la valeur du renminbi, de son éventuelle réévaluation et de sa gestion, est bien évidemment au centre des analyses de plusieurs des contributeurs. Le renminbi peut-il devenir la devise pivot de la région asiatique ? Est-il une arme de guerre des devises asiatiques ? Avec une interrogation sur l'état du système bancaire chinois dont les risques notamment associés au plan de relance 2008 – 2010 et sur l'éventualité d'un crack immobilier. La chine a-t-elle une stratégie pour ses investissements internationaux ou agit-elle par simple pragmatisme ? Il serait sans doute bien naïf à la lumière de sa visée hégémonique - qui chaque jour apparaît un peu plus criante - de penser que ses investissements relèvent du pur hasard et d'opportunités de circonstances.

**LES DECENNIES AVEUGLES. Emploi et croissance 1970-2010**  
**Philippe Askenazy**  
**Seuil, 2011, 310 pages.**

L'auteur (directeur de recherche au CNRS) analyse les multiples dispositifs mis en place depuis 1970, par les gouvernements

successifs de la V<sup>e</sup> république, afin de lutter contre le chômage. Il constate que le sous-emploi constitue le problème majeur des pays occidentaux, car il pèse sur la croissance économique et il accroît les inégalités et les tensions sociales. La contre-performance récurrente de notre pays en matière d'emploi est-elle due à un « mal » ou à un « blocage » spécifiquement français ? Ses causes sont de natures diverses, mais, selon l'auteur, elles résident principalement dans la vulnérabilité de l'industrie française aux dérives du capitalisme moderne et à l'aveuglement des gouvernements qui cherchent vainement un retour rapide au plein emploi, en stigmatisant certaines catégories de population (les immigrés, les jeunes, les femmes, les seniors...) et en expérimentant, par diverses mesures contre-productives, des théories économiques inadaptées et des modèles difficilement transposables (successivement, japonais, « rhénan », scandinave, italien, anglo-saxon...). Après s'être livré à une analyse critique des catalogues de recettes appliquées par les pouvoirs publics, l'auteur prône un retour aux fondamentaux de notre économie : une meilleure adaptation du système éducatif au marché du travail et un développement des gisements productifs que recèlent notamment les industries du luxe et du tourisme, les « économies vertes », mais surtout les filières de la santé.

## **CYCLOPE – LES MARCHES MONDIAUX DES MATIERES PREMIERES**

**Sous la direction de Philippe Chalmin  
Economica, 2011, 736 pages.**

A l'instar du prix Turgot, le rapport CyclOpe, qui analyse les marchés mondiaux de matières premières, de fret et de produits financiers, fête son 25<sup>e</sup> anniversaire. Le rapport 2011 est publié dans un contexte paradoxal (« le printemps des peuples et la malédiction des matières premières »), puisque les cours de l'or, des céréales, du coton, des métaux non ferreux et des œuvres d'art, atteignent des niveaux-record, tandis que les économies européennes s'enfoncent dans la crise et que plusieurs pays en développement sont marqués par le « printemps arabe ». Le rapport CyclOpe est devenu en 25 ans l'étude de référence des marchés mondiaux. Il alterne des synthèses globales (« 1986-2011 : une brève histoire de la mondialisation ») et des analyses ciblées (« poulet chloré : les Etats-Unis sont totalement

écartés du marché russe », des articles de fond (« le poids de la Chine sur les négociations du cycle de Doha ») et des chroniques événementielles (« le rire d'Oscar Morgenstern »). Le rapport offre des panoramas précis et complets des marchés de 2011 et de leurs perspectives pour 2012 : produits financiers, grains et agriculture tempérée, produits tropicaux, produits de la mer, minerais et métaux, énergie, grands marchés industriels, services.

## **ENTREPRISES : UNE AFFAIRE d'ETAT**

**Marie VISOT**

**Editions Eyrolles, 2011, 129 pages.**

La crise économique et financière de 2008 a incontestablement modifié les relations entre l'Etat et les entreprises. « L'intervention nécessaire et urgente de la puissance publique pour soutenir des secteurs en difficulté comme la banque et l'automobile, a tracé de nouvelles frontières et créé de nouveaux rapports de force », souligne l'auteur, Marie Visot, journaliste spécialisé dans le suivi des politiques économiques gouvernementales. De même, rappelle-t-elle « qu'aujourd'hui plus une seule société du CAC 40 n'a d'intérêt d'une manière ou d'une autre avec l'Etat ». Comme toute situation d'urgence, la crise économique et financière de 2008 a d'abord légitimé un retour de l'Etat aux commandes. Un nouvel interventionnisme : retour de balancier ? Depuis le XIXème siècle, les cycles d'interventionnisme et de libéralisme se sont régulièrement succédés. Aujourd'hui en France, qui mène la danse ? S'agit-il seulement d'un pas de deux ? Quel est le rôle des organisations syndicales ? Cette nouvelle donne induit-elle de nouveaux rapports de force dans la politique économique française ? Des éléments de réponse dans cet essai très documenté et nourri d'exemples, qui s'inscrit dans la nouvelle collection « le capitalisme en mouvement » dirigé par Nicolas Bouzou aux Editions Eyrolles.

## **LE G20 ET LES DEFIS DE LA GOUVERNANCE GLOBALE**

**Hakim Ben Hammouda, Mustapha Sadni Jallab**

**De Boeck, 2011, 213 pages.**

Cette nouvelle parution d'un duo d'auteurs, francophones et francophiles, déjà largement reconnu, tous deux économistes et enseignants internationaux, experts en relations internationales, reflète un double « état d'âme », qui est aussi le lot de nombre d'observateurs, partagés entre l'espoir et les craintes que suscite ce « nouveau monde qui s' est ouvert avec le XXI<sup>e</sup> siècle. « Il s'agit d'un moment essentiel dans l'histoire contemporaine, où il faut déserrer l'impuissance post-moderne pour retrouver les chemins des passions modernistes, afin d'inventer une nouvelle expérience historique et un nouveau projet global, ouvert à tous démocratique et pluriel ». L'accumulation des déséquilibres, les crises répétées dans le monde, la fin de « l'hyperpuissance », ont fait naître l'exigence d'une nouvelle gouvernance mondiale, C'est le G20 qui a émergé comme le nouveau cadre de cette gouvernance « encore balbutiante ». Mais les auteurs s'interrogent à la lumière de ce qui pourrait être un retour en force de l'ancien ordre mondial incarné par le G8, et les vieilles « puissances industrielles » sur la capacité du G20 à faire naître un nouveau contrat de civilisation et de prospérité capable d'intégrer l'ensemble des parties. Il y va de l'aptitude à mettre fin à l'instabilité croissante de ce nouveau monde et aux risques qui lui sont attachés, comme le fit le compromis social- démocrate d'après-guerre. Un regard lucide, mais heureusement non désespéré sur les logiques de coopération des « grands » de la planète.

## **APRES LE DELUGE. La grande crise de la mondialisation**

**Nicolas Baverez**

**Edition Perrin, 2011, 187 pages.**

Après le déluge issu de la grande crise de la mondialisation Nicolas Baverez, porte un diagnostic magistral sur les causes de ce désastre propose d'aller à l'essentiel : « cesser de creuser le trou » comme avant lui Keynes l'avait préconisé pour sortir une économie sub-claquante de sa situation dramatique. L'auteur, historien et économiste, brillant chroniqueur et auteur à succès, ne se résout pas

pour autant à condamner le libéralisme et avance pour l'avenir des scénarii et « panser les blessures provoquées par les folies collectives de ce début du siècle... ». Eviter avant tout le retour à l'ordre ancien du «business as usual». Tirer le capitalisme mondialisé est la condition de sa préservation avec, ajoute-t-il, le nouveau pouvoir de la mondialisation: le G2. Nicolas Baverez exprime ses réserves par rapport à «une politique économique qui a évité de justesse l'effondrement du système bancaire et la déflation, mais qui pourrait de ce fait même retrouver ses certitudes, avec des risques de retour des économies de bulles pour les uns, ou à l'économie fermée pour les autres». L'auteur revient sur le *bing bang* de la mondialisation et ce qu'il qualifie de salut par la politique économique avec une sortie de crise de tous les dangers. Le capitalisme mondialisé ne pourra sortir que grandement transformé de cet épisode avec un ordre mondial nouveau : la revanche de l'Asie avec un nouveau directoire mondial entre la Chine et les Etat Unis, des grands perdants, la France et l'Europe avec en tout état de cause, la certitude qu'il faut raison garder et lutter contre la peur ambiante. Conviction ultime : le capitalisme mondialisé ne pourrait supporter une nouvelle crise de même ampleur et pourtant il y en aura d'autres..

## **L'ECONOMIE DE LA SOLIDARITE**

**Pierre Battini**

**Edition L'Harmattan, 2011, 224 pages.**

Pierre Battini, économiste et auteur distingué (il a notamment reçu une mention d'honneur du Prix Turgot, pour son ouvrage « Financer son entreprise par le capital investissement ») investit une sphère nouvelle pour sa réflexion « l'économie de la solidarité ». L'auteur met à profit sa grande expérience professionnelle de dirigeant de fonds d'investissement public et privé pour proposer « plein d'usage et de raison » des éléments de réponse, dans le prolongement du *venture capital*, à la *venture philanthropy*. Dans cette nouvelle parution, très complète, l'auteur s'attache à montrer que solidarité et philanthropie sont sœurs jumelles et à un tournant capital de leur existence. Très investi dans cette noble cause, Pierre Battini met en lumière les challenges qui attendent « l'homme de bonne volonté » pour relever les défis qui s'ouvrent sur la planète, à l'horizon 2050, la faim, la

pauvreté, les inégalités. La pure logique économique doit s'effacer alors devant les souffrances d'un grand nombre de personnes. L'auteur montre les pistes d'une solidarité plus efficace et plus satisfaisante pour les bénéficiaires comme pour les donateurs. L'économie de la solidarité s'adresse dès aujourd'hui à deux milliards de personnes qui vivent dans des conditions anormales et qui attendent des réponses à la hauteur de leurs besoins qui sont immenses. Ce qui suppose d'établir de nouveaux ponts entre la sphère privée et la sphère publique de la philanthropie et de la solidarité. Une leçon d'empathie face au monde de l'indifférence.

### **CES ENTREPRISES OU IL FAIT BON TRAVAILLER**

**Mickaël Burchell, Jennifer Robin**  
**Edition Pearson, 2011, 252 pages.**

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer l'actualité médiatique qui braque le plus souvent le projecteur sur les conflits, les faits divers et quelquefois, hélas, les drames humains dans l'univers des entreprises, le travail ne rime pas toujours avec stress, contraintes et souffrances. C'est la démonstration à laquelle s'attache la dernière parution d'un duo d'auteurs, Mickaël Burchell et Jennifer Robin, tous deux membres de l'Institut *The Great Place to Work*, avec un titre sans équivoque. Qui sont ces entreprises ? Que font-elles et pourquoi ça marche ? Selon l'enquête de l'Institut, au palmarès 2010, ce sont Microsoft et Pepsi qui se partagent la première place dans la catégorie des plus de 500 salariés, en France. Une enquête qui mesure la confiance des salariés envers leurs équipes dirigeantes, la fierté qu'ils éprouvent pour leur entreprise et la qualité de l'ambiance qui y règne. Surprise ! Sur les 110 entreprises questionnées, et malgré la crise, la confiance est maintenue. Une conséquence sans doute de la prise de conscience des groupes sur la nécessité de prendre soin de leurs collaborateurs car, « le don de soi ne va plus de soi », comme le rappelait Olivier Vassal dans son ouvrage paru chez Pearson. Ces Entreprises n'ont pas vraiment de secret de fabrication, le bon sens suffit. Pour Etienne Jacques, le DRH de Microsoft, ce qui compte c'est que les équipes soient managées par des gens « accessibles, pragmatiques et flexibles » et que les salariés participent le plus possible aux processus décisionnels, lesquels



mesurent le bien-être et la performance et le bien-être sont liés. Dans un pays qui se révèle parmi les plus pessimistes du monde, la France, on peut donc trouver des entreprises où les salariés sont heureux de se rendre à leur travail !

## **MONNAIE, HISTOIRE D'UNE IMPOSTURE**

**Philippe Simonnot et Charles Le Lien**

**Edition Perrin, 2012.**

A partir de l'histoire de la monnaie, du troc à la monnaie métallique puis à la monnaie sans étalon physique, les auteurs dénoncent le hold-up commis par les Etats sur la valeur de la monnaie. Tant que la monnaie était liée directement à un métal précieux qui pouvait être soit mis à la frappe soit utilisé dans l'industrie au sens large, les possesseurs de métal précieux pouvaient arbitrer à leur convenance entre la circulation de monnaie, son utilisation ou sa thésaurisation. Ils possédaient donc un certain pouvoir de contrôle sur l'autorité monétaire, celle du Prince à qui avait été dévolue la garantie de la valeur de la monnaie. Garantie qui s'est souvent avérée illusoire tant la tentation de "rogner" la monnaie a été forte. La dé-métallisation de la monnaie, vite associée à la création des banques centrales au début du XIXème siècle, a permis un recours de plus en plus fréquent à la « planche à billets ». A partir de ce moment, la dé-corrélation entre la masse monétaire et la masse de biens n'a cessé de s'intensifier. Les relations entre les diverses monnaies restaient toutefois régulées par l'étalon-or puis par les monnaies de réserves (notamment le dollar "*as good as gold*"). La décision de Nixon de laisser flotter le dollar en 1971 a définitivement sonné le glas de la monnaie métallique et de ses avatars. Depuis les Etats - via leurs banques centrales - ont pris le pouvoir sur la monnaie. Les *quantitative easings* américains où les rachats de dettes de la BCE le démontrent. Ce sont ces mêmes excès bien plus que les marchés, qui auraient engendré la crise dans laquelle nous nous débattons. à partir de ce constat, les auteurs préconisent un retour à un étalon métallique ou tout du moins à un panier d'actifs réels et l'abandon de l'auto-référencement des monnaies. Cette solution commencerait à se faire jour, comme l'observent Stiglitz et Mundel.

## **QUI VA PAYER LA CRISE ?**

**François Lenglet**

**Edition Fayard, 2012, 216 pages.**

L'auteur rappelle l'histoire de l'intégration à l'Union Européenne des pays apparemment mal préparés, comme la Grèce, qui, dans les années 2000, dépensait sans compter et empruntait sur les marchés à des taux d'intérêt identiques à ceux de l'Allemagne. C'est pourquoi la Grèce doit sortir de la zone euro. Selon l'auteur, la crise financière qui a éclaté en 2008 traduit une lutte entre les détenteurs de rentes, qui défendent les rendements de leurs capitaux, et les salariés, qui déplorent l'érosion des revenus du travail. Ce sont les jeunes qui sont les plus touchés par cette crise : entrée dans le monde du travail difficile et souvent avec des contrats précaires. Bien que pessimiste, François Lenglet estime que la défense de la zone euro est essentielle pour pouvoir exercer une influence sur la scène mondiale : encore faut-il mettre en oeuvre les réformes nécessaires !

## **CARNETS MONETAIRES. Un pont entre la philosophie et l'Economie**

**Pascal Blanqué**

**Edition Economica, 2012, 273 pages.**

Un retour en force pour Pascal Blanqué quatre parutions simultanées , on retrouve les multiples facettes de son talent, chroniqueur (en sommeil depuis quelques années), d'auteur (très prometteur) et d'essayiste (ce qui est nouveau). Normalien, diplômé de Sciences Po, Docteur en Gestion, l'auteur a mis, en réalité, à profit ce long silence, pour enrichir ses réflexions, complétées par d'importantes fonctions opérationnelles, (directeur gestion d'actifs d'un groupe mondial). Il revient dans l'actualité sans avoir choisi le chemin de la facilité. Délaissant le classicisme et les voies du « consensus » (qui selon Alain Dautriat, restent celles de la « médiocrité moyenne »), il a choisi délibérément l'audace, « jetant un pont » entre deux disciplines habituellement séparées, la philosophie et l'économie. Revenir sur « l'oubli de la philosophie en sciences économiques », c'est aussi s'attaquer frontalement à l'incrédulité, s'exposer aux incompréhensions et aux critiques mais « risquer c'est aussi espérer

convaincre ». « Qui ose gagne », une devise que ses racines gasconnes ne renieraient pas. Ses carnets monétaires sont le fruit d'une double réflexion : celle d'un spectateur engagé qui a vécu et commenté « la montée des euphories et l'ère des soupçons » et celle du brillant intellectuel qui pose la question de la destination même de l'économique à l'époque moderne. Si, souligne l'auteur « le régime de croissance actuelle et l'architecture du système mondial ont leur cohésion, les tensions et déséquilibres renvoient à leur soutenabilité ». « Le concept de régime est le lieu où peut être pensé authentiquement l'économique ». Il reste en effet à comprendre pourquoi la pensée « technique » de l'action monétaire prime sur sa fonction de « réceptacle des modes d'être, d'équilibre du réel au naturel, de la durée à la mémoire ». Cet oubli est au cœur de la distinction de l'économique à l'époque moderne. Au fil des pages de cet ouvrage et de ceux qu'il fait paraître simultanément, Pascal Blanqué propose d'éclairants éléments de réponse.

## **PENSEURS LIBERAUX**

**Alain Laurent et Vincent Valentin**

**Edition Les Belles Lettres, 2012, 894 pages.**

Au palmarès de l'anathème, le libéralisme conteste sans doute, dans l'actualité, à la finance, la première place. Mais son omniprésence dans le débat public reste accompagnée d'un « flou conceptuel » qui ne permet pas de comprendre ses fondements théoriques, de saisir son influence sur le développement de la société, et de percevoir la diversité de ses dimensions. « Ni socialisme, ni laissez faire », le libéralisme doit être comme le rappelait Frédéric Von Hayek comme un jardinier qui cultive une plante » ; une doctrine d'un homme libre pour Milton Friedman, « une société qui va si bien par elle-même », pour Jean-Baptiste Say. Le grand mérite de cet ouvrage à la fois monumental et encyclopédique, est d'offrir à ses lecteurs un regard très complet sur ce qu'il faut savoir du libéralisme dans toutes ses dimensions économique, philosophique, politique, morale et culturelle. En donnant la parole aux penseurs qui l'ont édifiée, cette nouvelle parution du grand duo d'experts - Alain Laurent, d'une part, philosophe, directeur de collections, aux Belles Lettres, et Vincent Valentin, professeur à Paris I et à Sciences Po – permet, à travers

une centaine de textes illustrant toutes les écoles et sensibilité libérale, de la Renaissance à nos jours, d'apprécier l'évolution et la pertinence de la pensée libérale. Sortant des sentiers battus, cet ouvrage inédit par l'ampleur et la variété de son corpus, nous conduit sur des « chemins de traverse » qui élargissent la connaissance de

## **GESTION DE CRISE**

**Les exercices de simulation : de l'apprentissage à l'alerte**

**Sophie Gaultier-Gaillard, Michel Persin, Benoît Vraie (coord.)**

**Edition AFNOR, 2012, 218 pages.**

Cet ouvrage collectif, préfacé par Pierre Lagadec (directeur de recherche à l'Ecole Polytechnique), restitue les expériences des meilleurs spécialistes français - issus des secteurs public et privé – du management des risques et des crises. Il porte notamment sur la préparation et l'organisation des exercices de crise et de la communication de crise. Les auteurs rappellent les obligations légales, dressent une cartographie des risques et donnent des conseils pratiques destinés à sensibiliser et à former les cellules de crise. Ils mettent l'accent sur les aspects humains des crises et notamment, sur les états de stress des acteurs placés en situation de crise. L'ouvrage répond ainsi aux nombreuses questions que se posent actuellement les professionnels, les victimes et les observateurs des crises qui affectent les différentes formes d'organisation d'aujourd'hui (sociétés, entreprises, administrations, groupes de projet...). L'ouvrage, rédigé dans un style clair et didactique, rappelle les principales théories et pratiques du management de crise et les illustrent par de nombreux exemples vécus par les auteurs. Il invite les acteurs de crise à être « créatifs dans l'inconnu » plutôt qu'à suivre des logiques opérationnelles.

**CHINE UNE BOMBE A RETARDEMENT. Bulle Economique, déséquilibres sociaux, menace environnementale : La fin d'un système ?**

**Jean-Luc Buchalet et Pierre Sabatier**

**Editions Eyrolles, 2012, 161 pages.**

Cette « bombe à retardement » que décrit ce duo d'auteurs rassemble deux compartiments « explosifs ». D'une part, la démographie : la Chine, avec 1/5<sup>ème</sup> de la population mondiale, va connaître une progression démographique brutale jusqu'à 1,6 milliards d'habitants en 2040, puis une chute à 1,4 milliards à l'horizon 2100, le tout dans un contexte de vieillissement accéléré de sa population et des conséquences durables de « l'enfant unique ». Des pressions considérables vont s'exercer sur le modèle politique, économique et social chinois pour l'alimentation, l'emploi, la cohésion sociale... avec un risque d'implosion de l'Etat-parti unique. D'autre part l'investissement : il a été le moteur « emballé » de la croissance chinoise, contribuant jusqu'à 94% en 2009 et 60% en 2010, c'est-à-dire à des taux bien supérieurs à ceux de l'Inde (33%) ou du Brésil (18%). « L'énigme de l'économie socialiste de marché », grande locomotive de la croissance mondiale et espérance d'un nouvel équilibre de puissance planétaire, va-t-elle montrer son vrai visage en se fissurant sur ses fondations ? Est-elle en passe de devenir, s'interrogent les auteurs, le prochain « cygne noir » de l'Economie mondiale ? Jean-Luc Buchalet et Pierre Sabatier, économistes et auteurs reconnus, administrateurs du Cercle Turgot, apportent un éclairage étayé mais inquiet sur « ces vents contraires » externes et internes qui soufflent sur l'empire du milieu.

**LA STRATEGIE DU PROPRIETAIRE.**

**Enquête sur la résilience des entreprises familiales face à la crise**

**Alain Bloch, Nicolas Kachaner, Sophie Mignon**

**Editions Pearson, 2012, 182 pages.**

Rarement le droit de propriété, tant au plan de l'immobilier et foncier qu'en matière entrepreneuriale, n'est apparu autant menacé : blocage des loyers, sur taxation des plus-values et des dividendes... Avec la confusion qui s'est progressivement installée, dans la pensée

politique (toutes sensibilités confondues), dans la crise financière, les « propriétaires sont devenus une cible de la démagogie d'opinion ». Certes, la crise financière et ses conséquences économiques paraissent avoir changé le regard que la société civile porte sur ce fondement de la démocratie libérale, la propriété privée. Dans leur désarroi, les élites se font facilement séduire, préférant à l'examen exigeant de leur propre responsabilité, la désignation de boucs émissaires. Un « droit collectif » des parties prenantes dans l'entreprise, comme dans l'ensemble de la société paraît devoir prendre progressivement une place déterminante au nom du nécessaire retour de l'Etat, du partage de la valeur, et de la protection de l'environnement. Pourtant l'observation attentive des apports et des contributions des « propriétaires » au développement et au progrès dans l'économie réelle montre l'importance déterminante de leur contribution à la création de richesse et au développement économique et social. S'en prendre aux dividendes, c'est décourager rapidement les investisseurs et la prise de risques ; s'en prendre aux banques c'est faire le lit à la rareté du crédit ; remettre en cause le droit de propriété c'est risquer d'anéantir le premier ressort de l'initiative privée ...l'intérêt. Dans ce contexte, le grand mérite de cette parution est de souligner la solidité des entreprises familiales, et leur modèle stratégique dit « du propriétaire », qui allie prudence et logique de long terme. Sur trois dimensions - scientifique, managériale et économique-politique - les auteurs montrent qu'à travers la qualité de leurs résultats, les entreprises familiales peuvent apprendre à la classe dirigeante sur bien des points : frugalité, ambidextrie et fiabilité tels sont quelques-uns des « secrets managériaux » que dévoile cet ouvrage avec une approche originale sur les questions, toujours sensibles des successions.

## **CAPITALISME ET CHRISTIANISME**

**Didier Long**

**Editions Bourin, 2012, 200 pages.**

«Le monde moderne est envahi par de vieilles vertus chrétiennes devenues folles ». Cette citation que l'auteur met en exergue aurait pu sans doute, plus logiquement, venir des tenants de « l'esprit de l'athéisme ». Il n'en est rien, mais l'ancien moine bénédictin devenu éditeur et artiste puis consultant chez Mc Kinsey montre ici sa

capacité de recul et à s'élever au-dessus des passions : un essai qui marquera sans doute par sa profondeur la nécessaire réflexion en cours sur le capitalisme à la lumière de la crise mondiale. Ce regard original sur l'hyper capitalisme qui s'écroule sous nos yeux s'inscrit dans la logique de la civilisation du capitalisme née du rêve d'égalité des citoyens d'Athènes et fusionnée avec le christianisme. Tout au long de leur histoire, en effet, capitalisme et christianisme ont réfléchi à la meilleure manière de mettre la richesse au service du bien commun, c'est dans cette démarche qu'apparaît l'esprit du capitalisme, issu de la révolution industrielle comme de l'esprit des lumières. L'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité judéo-chrétienne est donc, pour l'auteur, fondateur de la civilisation du capitalisme où la cupidité et le cynisme n'ont pas de place car ils en sont des perversions. Pour sauver la démocratie et réinventer un capitalisme à visage humain, il nous faut, pauvres mortels, avant tout répondre à cette seule et grande question : à quoi croyons-nous, à la fraternité ou l'argent ? Au fil des pages, une grande leçon d'humanité et de lucidité pour toute spiritualité.

## **SI L'ARGENT M'ETAIT CONTE**

**Jean-Philippe Bidault**

**Ed. du Palio, 2012, 205 pages.**

Le dernier livre de Jean-Philippe Bidault (ancien élève de l'école Normale Supérieure et diplômé de l'Institut de Haute Finance) est original à plus d'un titre, puisqu'il ne se présente ni comme un traité d'économie monétaire, ni comme un ouvrage historique, ni comme un roman, mais plutôt comme un reportage à travers les âges, du Ve siècle avant JC jusqu'à ...l'an 2024. L'auteur dresse en effet « une galerie de tableaux et de fresques » qui illustrent les comportements des hommes face à l'argent. Le lecteur est ainsi conduit à rencontrer Périclès, le sieur de Malestroit, les frères Bodin, Newton, Vidocq, Montesquieu, le pape Pie IX, les fondateurs de la Réserve fédérale américaine, Keynes, Poincaré et Churchill, les prix Nobel Hayek et Myrdal... Derrière ces portraits hétéroclites, brossés avec vivacité et humour, transparaissent les traits « d'aventuriers de la monnaie », qui, bien que placés dans des contextes différents, déploient toute leur ingéniosité pour percer ses secrets et pour en capter la puissance.

## **RISQUES EXTREMES ET ALLOCATIONS D'ACTIFS**

**Olivier Le Courtois et Christian Walter**

**Edition Economica, 2012, 358 pages.**

Les auteurs retracent l'évolution, depuis Leibniz et Newton, des modèles mathématiques permettant de mesurer les risques et d'optimiser la gestion de portefeuille d'actifs financiers. L'originalité de leur démarche réside notamment dans leur recherche d'un meilleur cadrage du temps social des marchés boursiers et d'une meilleure compréhension des phénomènes extrêmes, rapides et imprévisibles, qualifiés de « sauts » par les mathématiciens et de « crises » par les économistes. Ils contribuent à renforcer les critiques - récurrentes depuis la crise financière de 2008 – à l'encontre du principe de continuité des fluctuations de cours. Ce principe est toujours appliqué en finance, bien qu'il ait été dépassé en sciences physiques et en génétique et malgré les critiques de Mandelbrot (concepteur des « fractals »). Ce principe est appliqué dans le modèle canonique de Gauss associé au mouvement brownien, et dans la célèbre formule de Black, Scholes et Merton, qui permet de valoriser les options dans toutes les salles de marché. Les auteurs rapprochent les lois des valeurs extrêmes et les maxima des processus de Levy. Ils testent l'application au marché financier des processus de Levy (dans leur version moderne), en recalculant notamment la Valeur-en-Risque par des transformées de Fourier. Leurs propositions contribuent à une meilleure application des normes prudentielles des conventions de Bale 3, de Solvabilité 2 et de l'UCITS 4, désormais applicables par les établissements financiers.

## **REPENSER L'ECONOMIE**

**François Geerolf, Gabriel Zucman**

**Edition La Découverte, 2012, 198 pages.**

L'ouvrage collectif présente les derniers travaux de recherche et les réflexions des lauréats des prix des vingt meilleurs jeunes économistes de France. Yann Algan fait appel à la confiance pour relancer la croissance. Bruno Amable analyse les facteurs politiques et systémiques de la crise actuelle, tandis que David Thesmar en effectue l'autopsie. Pierre Cahuc propose de nouveaux instruments



de lutte contre le chômage et Esther Dufo de lutte contre la pauvreté. Xavier Gabaix s'efforce de comprendre les événements extrêmes. Pierre-Olivier Gourinchas jette les bases d'un nouveau système monétaire international. Pierre-Cyrille Hautcoeur retrace l'histoire des crises économiques. Elyes Jouini s'interroge sur la déconnexion de l'économie réelle et de l'économie financière. Philippe Martin distingue les différentes formes de mondialisation et Thierry Mayer, les différentes politiques régionales. Thomas Philippon montre comment maîtriser la finance tandis que Thomas Piketty et Emmanuel Saez indiquent comment penser désormais la fiscalité. Enfin, Etienne Wasmer se demande comment évaluer les politiques publiques de la recherche. Autant de questionnements partagés par le consommateur-citoyen du XXI<sup>e</sup> siècle.

**MANAGEMENT DES ORGANISATIONS ET RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE. Etude de cas**

**Jean-Jacques Pluchart et Odile Uzan**

**Edition Eska, 2012, 267 pages.**

Les problématiques soulevées par l'application des lois, des règlements et des normes sociales, sociétales et environnementales, ont fait l'objet de nombreux codes déontologiques, guides professionnels et recherches scientifiques, mais d'un nombre encore limité d'études de cas pratiques. L'ouvrage collectif - principalement rédigé par des enseignants-chercheurs du laboratoire Prism de la Sorbonne - vient répondre à l'attente des responsables d'organisations engagées dans un processus de responsabilisation de leurs activités. Il analyse - à partir de l'analyse de treize exemples approfondis, concrets et vivants - les stratégies et les projets mis en œuvre par les groupes industriels et financiers internationaux. La méthode de l'étude de cas s'avère la plus appropriée pour illustrer les multiples dimensions (économique, environnementale, sociale ou sociétale) de la RSE, pour analyser ses différents niveaux (gouvernance, organisation, exploitation, culture), pour identifier ses divers leviers (« croissance soutenable », « éco-innovation », « éco-production », « marketing vert », « GRH équitable », « finance durable », « *reporting* sociétal », « communication responsable »...), pour en détecter les « bonnes » et dénoncer les « mauvaises » pratiques. Par le caractère inductif et itératif de ses démarches,

l'étude de cas s'avère donc être la méthode la plus appropriée à l'intelligibilité des relations entre l'entreprise et la société.

### **LA FABRIQUE DE LA DEFIANCE...et comment s'en sortir**

**Yann Algan, Pierre Cahuc, André Zylberg**

**Albin Michel, 2012, 179 pages.**

Les auteurs s'attachent à démontrer que « la défiance détruit inexorablement le lien social des français », par « manque de coopération et de réciprocité ». La défiance est un héritage culturel, enraciné dans le fonctionnement hiérarchique et élitiste de l'école, des entreprises et de l'Etat. Elle est à la fois la cause et la conséquence d'une double fragmentation du corps social, à la fois verticale (ou hiérarchique) et horizontale (ou corporatiste). Après avoir défini les natures et les mécanismes de la confiance et de la défiance (en rappelant notamment les théories fondatrices de Stephen Coleman) et avoir observé les rapports des français aux institutions et à la société, les auteurs analysent les effets sur leurs personnalités et leurs comportements, du système d'éducation (« apprendre en silence », « tous nuls »...), de « l'obsession hiérarchique », du « culte des meilleurs », de « l'introuvable dialogue social », des « régimes de retraite très spéciaux »... Ils identifient les différentes formes du « clientélisme à la française » - favorisé notamment par le cumul des mandats électoraux – qu'ils opposent à un « universalisme ouvert à tous ». Ils en concluent que la restauration de la confiance implique une profonde réforme des institutions (notamment du système éducatif) et un retour à l'exemplarité des leaders politiques et des dirigeants des entreprises.

### **IL FAUT UNE REVOLUTION FISCALE. Qu'en pensent les économistes ?**

**Alain Trannoy**

**Editions Eyrolles, 2012, 104 pages.**

L'auteur s'appuie sur les théories avancées par Stuart Mill, Tinbergen, Mirrless (prix Nobel) et Piketty, ainsi que sur les principaux rapports officiels (« Guillaume », « Carrez »...), afin de procéder à un examen critique du système fiscal français (il démonte notamment « qu'il n'est plus progressif »), de comparer les programmes fiscaux des candidats

à la Présidence de la république et d'avancer des propositions originales de réforme fiscale. Cette dernière est soumise à trois principales contraintes: restaurer l'équité fiscale, retrouver l'équilibre budgétaire et favoriser la compétitivité de l'industrie et des services. L'auteur souligne la complexité du système, alourdi par une cascade de réformes, par une duplication d'impôts visant le même objectif et par l'existence de 182 niches fiscales différentes. Il montre la difficulté de « raboter » ou de supprimer ces niches face aux nombreux *lobbies* français et européens. Il préconise que « chaque instrument poursuive un objectif clairement défini » et que certaines taxes soient converties en aides incitatives (au logement, à l'emploi, aux investissements...). Il s'interroge sur l'aménagement du quotient familial de l'impôt sur le revenu, sur l'opportunité de fusionner cet impôt avec la Contribution sociale de solidarité et sur l'instauration d'une TVA sociale. Il rappelle l'urgence d'un « dévaluation fiscale » des industries exportatrices françaises en vue de redresser la situation de l'emploi et la balance commerciale française.

### **INEVITABLE PROTECTIONNISME**

**Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Adrien de Tricornot  
Editions Gallimard, 2012, 237 pages.**

Les auteurs (respectivement journalistes à l'Expansion, l'Express et le Monde) soulèvent une des grandes problématiques actuelles. Ils mettent en lumière les limites du système de libre-échange et du modèle de l'avantage comparatif conçu par Ricardo. Ils montrent les effets négatifs sur les pays du nord comme du sud, de la désindustrialisation et des délocalisations d'activités (de *l'offshoring* et de *l'outsourcing*) de l'Europe et des Etats-Unis. Ils en concluent que le retour au protectionnisme est inévitable. Ils en comparent les multiples variantes : sociale, environnementale, fiscale, altruiste... Ils posent les conditions d'un passage du projet à la réalité, qui implique notamment une révision des traités européens, une remise en question de la position de l'Allemagne, une réorientation de la stratégie de l'Organisation Mondiale du Commerce et une résistance aux rétorsions chinoises. L'ouvrage est solidement construit, précisément documenté et élégamment rédigé. Il convainc d'autant mieux le lecteur que l'économie mondiale est inévitablement condamnée à changer de paradigme économique.

**LES CLES DE L'AVENIR, L'ambition industrielle**

**Jean-Michel Treille,**

**Edition L'Harmattan, 2012.**

**Préface de Bernard Esambert**

L'auteur explique pourquoi la France ne peut rivaliser avec les pays produisant moins cher – comme la Chine - et les pays produisant mieux, comme l'Allemagne. Ce double handicap a provoqué dans notre pays, au cours des dix dernières années, la perte de plus de 800 000 emplois dans l'industrie (soit 10% de ses effectifs), un repli spectaculaire des exportations et un déficit commercial de plus de 70 milliards d'euros en 2011. Les groupes industriels français (les « champions nationaux ») édifiés au cours des « trente glorieuses », ont massivement délocalisé leurs activités depuis les années 1990, tandis que les PME exportatrices françaises ont été largement devancées par les PME allemandes. L'auteur analyse successivement les stratégies des groupes multinationaux, les facteurs de compétitivité des entreprises, les dispositifs des Etats et des régions pour attirer les investisseurs, avant de montrer comment un Etat moderne du XXI<sup>e</sup> siècle peut encore mettre en œuvre une politique industrielle efficace et ambitieuse, dans une économie ouverte et concurrentielle. Il préconise une politique industrielle déclinée par secteurs et basée sur l'innovation, une meilleure coordination des financements publics destinés aux entreprises, le développement de partenariats public-privé aux niveaux national et local, le renforcement de l'attractivité du territoire et une meilleure utilisation des technologies de l'information et de la communication.

**MANIFESTE POUR UNE COMPTABILITE UNIVERSELLE**

**Gérard Schoun, Jacques et Pauline de Saint-Front, Michel Veillard**

**Edition L'Harmattan, 2012.**

L'ouvrage restitue les réflexions du club Développement Durable du Conseil Supérieur des Experts Comptables, sur la refondation des comptabilités des entreprises, des administrations et des associations, afin d'y intégrer la comptabilité économique classique et les comptabilités sociale, sociétale et environnementale. Cette

intégration implique des actions concrètes de la part de tous les acteurs socio-économiques. Cette nouvelle « comptabilité universelle » vise à enrichir le modèle comptable de pilotage des entreprises, afin de valoriser les externalités positives et négatives de leurs pratiques. Elle s'efforce notamment de mesurer les coûts de renouvellement des ressources consommées, à fois humaines, naturelles et financières. Sa mise en place exige une restauration de l'éthique des affaires. Cette révolution comptable ne sera cependant possible que si les décideurs disposent de représentations rendues concrètes et pertinentes par un « *reporting* intégré », destiné à « modéliser les impacts de leurs choix ». Elle a pour vocation de servir de base à une nouvelle analyse de la valeur et à l'investissement socialement responsable. Elle vise à élargir le champ de la gestion comptable en l'étendant de la mesure de la valeur au processus de valorisation, en comptabilisant à la fois les ressources financières et les autres ressources (eau, terre, biodiversité, santé humaine...), en introduisant les notions de bonus et malus, d'actif et de passif humain et environnemental. La comptabilité universelle est fondée sur des principes simples de non-exhaustivité des mesures comptables, d'hétérogénéité des périmètres de consolidation, de remise en cause de l'annualisation des comptes, de valorisation des stocks et des flux aux coûts actuels (*fair value*) par les parties prenantes des organisations, de non-consolidation des tous les comptes et de non-identité entre le bilan de clôture et le bilan d'ouverture. L'application de ces principes est illustrée par de nombreux exemples pratiques.

## **LE BUSINESS MODEL DU LOW COST**

**Michel Santi, Véronique Nguyen,  
Edition Eyrolles, 2012.**

Les auteurs (professeurs à HEC) qualifient le *low cost* de « modèle gagnant-gagnant paradoxal », basé sur une proposition, une architecture et une équation originales de valeur. La puissance du *low cost* résulte à la fois d'une baisse maîtrisée de la valeur d'utilité du produit perçue par le consommateur, ainsi que d'une réduction significative de son prix et de ses coûts par rapport à l'offre de référence. Cette équation repose sur une architecture de valeur novatrice : dans le modèle du *low cost*, les intermédiaires sont

éliminés, les activités non fondamentales sont externalisées, les prestations de services sont partiellement assurées par le consommateur lui-même, les dépenses de marketing sont supprimées, les coûts de production et de logistique sont limités à l'essentiel, tandis que les activités conservées sont le plus souvent innovantes. Le *low cost* s'adresse à la fois aux nouveaux clients et aux clients déjà fidélisés, attirés par une offre dégradée mais nettement moins coûteuse. Les auteurs analysent les conditions de réussite du *low cost*, ses limites et ses défis, ainsi que les stratégies de réponse à une concurrence *low cost*. Plusieurs exemples sont développés dans divers secteurs, notamment ceux du transport aérien, de la distribution et de la presse.

## **LA VOIE CHINOISE. CAPITALISME ET EMPIRE**

**Michel Aglietta, Guo Bai ,  
Edition Odile Jacob, 2012.**

Les auteurs s'interrogent sur la nature du capitalisme et de l'économie de marché, qui, selon Fukuyama, marquerait « la fin de l'histoire », depuis la chute du mur de Berlin. Ils considèrent que le capitalisme est un système de relations de pouvoir dont la régulation est assurée par des institutions sociales non soumises au marché. Ainsi mis en perspective historique, le capitalisme présente donc des formes diverses, dont l'économie chinoise constitue un exemple original. Après avoir montré que la structure sociale de la Chine a longtemps entravé son industrialisation, les auteurs expliquent comment la réforme post-maoïste a permis de transformer conjointement les structures économiques et les institutions du pays. La réforme a visé « l'harmonie », définie comme un « équilibre des forces ne menaçant pas l'intégrité de l'Etat unitaire ». Bien que guidée par une vision à long terme et encadrée par un modèle de croissance soutenable, elle a été marquée par plusieurs changements de politique. Les auteurs soulignent l'ampleur des réformes de toutes natures qui restent à accomplir au cours de la prochaine décennie. S'inspirant des méthodes de l'historien Fernand Braudel, l'ouvrage retrace la dialectique de la réforme chinoise et conclut que son économie illustre une forme de « capitalisme sui generis ».

## LA FRANCE UN PAYS SOUS INFLUENCES ?

Claude Revel

Editions Vuibert, 2012, 243 pages.

« L'influence est une relation consciente ou inconsciente qui permet de faire penser ou agir autrui selon ce que veut l'émetteur de l'influence.....sans exercice de la force ni contrat ni contrainte ». D'emblée Claude REVEL renvoie ses lecteurs devant une réalité dérangeante : qui, en effet n'a pas craint d'avoir été un jour manipulé dans sa sphère privée ou professionnelle par des « jeux de pouvoir invisibles » qui peuvent émerger en surface. De même, les Etats n'échappent pas au pouvoir de l'influence, les cartes de la puissance mondiale étant parfois revisitées par ses actions, lobbying, réseaux sociaux, *think tanks*... L'auteure - en grande spécialiste de l'intelligence économique en France, Professeur à Skema Business School et Conseil de groupes internationaux - démontre que, depuis trente ans, certains Etats ont su transformer en opportunité ces nouvelles menaces sur leur puissance, d'autres n'ont pu que subir. La gouvernance organisée au niveau mondial facilite et légitime un nombre incroyablement élevé d'influences qui agissent durablement sur nos modes de vie et la formation de nos opinions. Comment se porte la France dans ce contexte ? En prise avec « ce rouage clé du nouvel ordre mondial », la France reste « une belle endormie à réveiller ». Sa prise de conscience de l'influence comme source de puissance et nouveau mécanisme de compétitivité, a été tardive. De même son « capital image » plutôt sympathique, s'est progressivement altéré dans une logique de « dernier village gaulois » et un goût pour « la spécificité » facilement décriée et exploitée par « l'anglo-saxonisation du monde » et la guerre des valeurs qu'elle entraîne. Dans le contexte international aucun Etat sérieux ne peut faire l'économie d'une réflexion sur sa *public-diplomacy* et sa *soft power*. Quel homme politique français, s'interroge Claude Revel, pourra faire émerger un Etat stratège doté d'une vision à long terme, pour retrouver une initiative et une influence intellectuelle dans les grandes batailles d'influences d'aujourd'hui et de demain ? Avec sa rigueur habituelle, l'auteur, mention d'honneur du Prix Turgot d'Economie financière 2008, décrypte ces influences qui nous façonnent et apporte des éléments de réponse saisissants de lucidité.

## **LA GOUVERNANCE ESSENTIELLE**

**Stéphane Solotareff**

**Ellébore édition, 2012.**

**Préface de Jean-Jacques Pluchart**

L'auteur applique au monde de l'entreprise la méthode conçue par Paul Diel au cours des années 1930, qui lui valut la reconnaissance de ses plus illustres contemporains, comme Albert Einstein et Gaston Bachelard. Paul Diel est un « constructeur » au sens de Freud, dont il emprunte de nombreux concepts, car, grâce à sa méthode, il révèle à chaque « acteur social » – ainsi devenu « sujet » - les matériaux qui lui permettront de mieux connaître et de transformer son moi, perçu comme le « support de son identité » (Freud, *le moi et le ça*, 1923). Paul Diel propose ainsi d'appliquer une démarche exigeante d'introspection comportant cinq étapes et passant par cinq états psychiques différents, afin notamment de distinguer les « satisfactions essentielles » des « satisfactions accidentelles », de limiter les effets de la facilité, de la culpabilité et de la vanité. La maîtrise du processus requiert une connaissance des concepts et des lois qui régissent la fonction psychique, comme les lois d'ambivalence et d'harmonie. D'inspiration philosophique, la méthode s'est enrichi des avancées de plusieurs domaines scientifiques, comme la psychanalyse et la systémique. La pensée de Paul Diel est toujours vivante dans les travaux de l'Association de Psychanalyse Introspective fondée en 1994 par Jeanine Solotareff.

## **LE DROIT DE NOTER**

**Les agences de notation face à la crise**

**Marc Ladreit de Lacharrière,**

**Edition Grasset, 2012, 185 pages.**

Grand acteur de la finance internationale, fondateur de l'agence de notation Fitch-Ibca, l'auteur analyse les logiques de la crise immobilière américaine et de la crise des *subprimes*, survenues en 2007, puis de la crise de l'euro, traversée depuis 2011. Il dénonce les défaillances successives des principaux acteurs des systèmes de régulation des marchés - gouvernements, autorités de contrôle, banques centrales, banques privées, experts économiques et agences de notation – qui ont conduit à la plus grave crise financière



internationale depuis 1929. Il déplore l'attitude de certains gouvernements visant à reporter la responsabilité de la crise sur certains acteurs, et notamment, sur les agences de notation. Il rappelle le rôle essentiel de « tiers de confiance » indépendant exercé par ces dernières, et les multiples dispositions qu'elles ont prises afin d'éviter les conflits d'intérêt et les erreurs de notation. Selon l'auteur, la crise de 2007 est surtout due à l'inconséquence du gouvernement américain, qui a favorisé au cours des années 2000 l'accès à la propriété des ménages les plus fragiles, et qui n'a pas encadré l'innovation financière. La crise de 2011 est selon lui principalement imputable à l'absence de gouvernance européenne, incapable de résorber les écarts de compétitivité entre les économies des Etats-membres. Il conclut au caractère inévitable de nouvelles crises futures en raison des faiblesses de la nature humaine.

## **LES CHAMPIONS CACHÉS DU XXI<sup>e</sup> SIECLE**

**Hermann Simon et Stéphane Guinchard,**

**Edition Economica, 2012.**

***Préface de Yvon Gattaz***

Les auteurs analysent les facteurs clés de succès des ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire), à partir d'une enquête réalisée sur 25 ans auprès de 2000 entreprises de toutes nationalités (dont 1200 allemandes): les « champions cachés », qui sont définis comme des ETI leaders ou co-leaders sur leurs marchés, méconnues du grand public et exerçant des activités principalement industrielles. Leurs analyses expliquent notamment l'écart de compétitivité à l'exportation observé entre les industries allemande et française, ainsi que la meilleure résilience de l'économie germanique face aux crises. Elles montrent paradoxalement que les principales techniques du management moderne – comme l'externalisation, la diversification, les alliances stratégiques, les « encastremements » dans des pôles de compétitivité, les nouveaux styles de leadership, les techniques avancées de communication...- ne sont pas appliquées par les ETI les plus performantes. Leurs stratégies reposent en effet sur la focalisation (« un produit, un marché »), l'intégration des filières et l'exportation vers les marchés les plus porteurs, leurs politiques commerciales sur la qualité des produits et des services, leurs organisations sur la simplicité des structures, des processus et des

systèmes de pilotage (« plus de travail que de personnel »), leurs gestions financières sur un faible endettement et leurs managements des ressources humaines sur une faible rotation des salariés et une forte culture.

## **CAPITALISME ET COHESION SOCIALE**

**Mario Amendola et Jean-Luc Gaffard**

**Editions Economica, 2012, 180 pages.**

Professeurs d'Universités, les auteurs, lauréats du prix Schumpeter en 2008, prennent le pari de réunir sous un même thème deux sujets souvent considérés comme antinomiques : le capitalisme et la cohésion sociale. Mais la crise du XXI<sup>ème</sup> siècle est venue bousculer bien des certitudes, y compris celles qui permettaient de croire dans «les vertus d'une concurrence libérée de toute entrave assurant spontanément un bien être individuel et social maximum». Cependant, contrairement aux « vieilles idées des décideurs », l'instabilité est de retour, témoignant des changements structurels rarement anticipés d'une ampleur et d'une récurrence surprenante ; aussi fallait-il , préconisent les auteurs, «revenir à cette idée simple: les banques centrales existent... pour résoudre les problèmes d'instabilité endémique des systèmes financiers et non pas pour garder un taux d'inflation définitivement nul ». Prétendre construire un équilibre fait de flexibilité des marchés et de neutralité des gouvernements, est devenue une vieille lune, de même qu'appliquer «des règles intangibles au mépris de la cohésion sociale et, in fine sans doute, de la démocratie » apparait de moins en moins viable. Les auteurs montrent en quoi la théorie du libre- échange incluant « le voyage de retour » des flux des pays excédentaires vers les pays importateurs, dans la logique d'un équilibre de l'échange international, ne résiste pas à la réalité d'aujourd'hui. Le « voyage » produit plutôt de « mauvais investissements », à l'instar des excédents commerciaux allemands qui génèrent consommation excessive et bulles immobilières en Grèce et en Espagne. Leur conviction, brillamment et fort pédagogiquement illustrée, tient pour l'essentiel à la mise en œuvre d'une extension du champ de l'action politique identique à celle que connaissent les marchés et selon les mêmes principes de régulation et de recherche de cohésion sociale.

## **ON N'EST PAS LÀ POUR SE FAIRE ENGUEULER**

**Ernest-Antoine Seillière**

**Editions Alma, 2012, 221 pages.**

L'anticonformisme que l'ancien président du MEDEF affectionne, transparaît dans le titre de cette originale parution. Mais le ton humoristique qui l'accompagne ne postule en rien du sérieux de ce témoignage d'une intensité assez exceptionnelle tant par l'analyse qu'il propose de la crise financière que par sa vision résolument optimiste de la France et de l'Europe. Pour le président-baron-éнарque, de Wendel, « héritière des 200 familles », nos craintes, la mondialisation en marche, le capitalisme en crise, l'écologie en puissance « se conjuguent pour une transformation positive de la planète ». Au fil des pages, il apporte des témoignages originaux sur les grands événements auxquels il a participé à travers « ses multiples vies », de diplomate, d'entrepreneur et de « patron des patrons ». En gaulliste convaincu, il propose au passage une galerie de portraits des « grands hommes » qu'il a approchés, Chaban, Delors, Rocard, Jospin avec lequel il a partagé son bureau, Nicolas Sarkozy... sans pouvoir totalement pardonner à Martine Aubry ses 35 heures. Servi par un style très aéré, l'auteur revient sur ses combats, ses réalisations et aussi ses blessures : la refondation sociale, la création du MEDEF, (sacrifiant simultanément le terme de patronat au profit d'entrepreneur), les tiraillements financiers familiaux, l'affaire Saint-Gobain... Le plus étonnant c'est la découverte de l'homme dans son intimité : la fierté et le respect pour son grand-père académicien, ses valeurs (l'ouverture au monde et l'attachement à la liberté) et « le vertige » de la culture, les moments de méditation dans sa propriété familiale de L'Ognon. Puis viennent des pages étonnantes sur la spiritualité, « sur les choses dont on ne parle pas ». Sa foi irrépressible de catholique pratiquant qui est aussi « sa vérité », transgressant ainsi le tabou français des convictions religieuses. Se tournant vers l'avenir, Ernest-Antoine Seillière appelle de ses vœux un retour dans l'entreprise du dialogue social, « un capitalisme des talents » plaçant l'homme au cœur de l'organisation. Pour la France, le défi consiste à garder sa place dans le concert des grandes puissances et à participer à l'arrimage de l'Allemagne au pôle européen pour bâtir un vrai gouvernement de l'Europe. L'Europe sinon rien ! Par-delà les clichés voici révélé « le vrai Seillière ».

## **UNE VIE D'INFLUENCE**

**Dans les coulisses de la V<sup>ème</sup> République**

**Bernard Esambert**

**Editions Flammarion, 2013, 542 pages.**

Distinguer, dans la prolifération littéraire ambiante, l'anecdotique de l'exceptionnel est rarement aisé ; mais pour cette parution, le doute n'est pas permis : il s'agit d'un événement aussi rare que précieux. Bernard Esambert, grand commis de l'Etat, reste en effet l'un des témoins des années Pompidou et une éminence grise de l'une des périodes les plus fécondes et des plus exubérantes de la Vème République. Son témoignage vient éclairer les coulisses d'une des plus belles pages de l'histoire contemporaine française à laquelle il a largement contribué : Airbus, Ariane, le développement de l'électro nucléaire, le concept de guerre économique en sont quelques-unes des illustrations. Si l'on ajoute à ces actions majeures en faveur de la modernisation de la France et de l'essor de sa politique industrielle, d'autres premiers rôles comme ceux de Président de l'Ecole Polytechnique, de la Banque E. de Rothschild, de l'Institut Pasteur, de nombreuses fondations médicales et de la vice-présidence des groupes Bolloré et Lagardère, on comprend que la palette des responsabilités exercées par Bernard Esambert est impressionnante et atypique. Son expérience au sein du monde clos « des puissants », enrichie de ce qu'il a entendu, conseillé, anticipé de De Gaulle à Hollande, permet de lever le voile, souvent avec humour, sur les pratiques des « princes » et les rouages des institutions de l'époque avec quelques portraits impertinents mais respectueux des personnes. Un itinéraire hors norme d'un boursier pur produit de l'école de la République, d'une origine modeste qu'il n'a à aucun moment oubliée : son attention et sa compassion dans ses relations aux autres en attestent. C'est l'histoire d'un homme d'influence, humble et discret, attaché à penser le progrès dans les limites du possible », toujours écouté, souvent entendu par les décideurs du monde politique ou de l'entreprise, qui n'a jamais transigé sur la droiture et la fidélité en amitié. Une trajectoire unique qui fait de Bernard Esambert l'un des grands témoins des grandeurs et misères d'une histoire du XXème siècle, mais aussi un visionnaire du risque de déclin de la France.

## **LES ALCHIMISTES DE LA CONFIANCE UNE HISTOIRE DES CRISES MONÉTAIRES**

**Jacques Gravereau et Jacques Trauman  
Eyrolles, 2013.**

Les auteurs retracent les événements qui ont marqué l'histoire des crises monétaires de Dioclétien à nos jours. Ils tirent de chacun de ses épisodes d'utiles enseignements pour comprendre et résoudre la crise des *subprimes* et les dérèglements de la zone euro. Ils rappellent les conditions particulières de la naissance, de la chute puis de la renaissance du dollar américain. Ils content les tribulations du « franc germinal », du « franc à quat'sous », du mark, du yen, du yuan et de l'euro. Ils racontent également la « petite histoire de l'or », les désastreux contrôles des prix imposés par l'empereur romain Dioclétien au III<sup>e</sup> siècle et... par le président Nixon au XX<sup>e</sup> siècle. Ils montrent les rôles exercés dans l'histoire des monnaies, par Jean de Médicis (fondateur de la dynastie éponyme), par John Law (responsable de la « grande banqueroute »), par Parieu (concepteur de l'Union Latine), par Wriston (inventeur de la banque moderne), par Friedman (leader de l'Ecole de Chicago), par Keynes et White (qui s'opposèrent lors du traité de Bretton-Woods) et par Soros (qui « fit sauter la banque d'Angleterre »). L'ouvrage est rédigé dans un style à la fois rigoureux et vivant. Il livre des clés utiles à la compréhension des désordres monétaires et financiers d'aujourd'hui.

## **POURQUOI J'AI QUITTE GOLDMAN SACHS**

**Greg Smith**

**Edition JC Lattès, 2013.**

L'ouvrage (traduit de l'américain) restitue le parcours professionnel d'un jeune diplômé de l'université de Stanford, au sein de la 1<sup>ère</sup> banque mondiale d'investissement, Goldman Sachs. L'auteur relate, avec un certain sens de l'anecdote et de la mise en scène, les rituels partagés par les acteurs des salles de marché de New York et de Londres. Au-travers de la description de leurs comportements au travail, il observe sans complaisance la révolution culturelle provoquée par la crise immobilière et bancaire qui a éclaté en 2007. Les dérèglements des marchés ont notamment entraîné une profonde mutation des pratiques commerciales du *front office*, représenté par

les vendeurs et les traders de produits et services financiers. L'auteur attribue ces dérives « court termistes » tout à la fois au durcissement de la gouvernance de la banque, à l'accélération de l'innovation financière, à la pression croissante de la concurrence, et à la dégradation des conditions de travail. Il décrit avec justesse les phénomènes de contagion mimétique et de souffrance au travail observés depuis plus de 5 années au sein des salles de marché. L'ouvrage n'est pas sans rappeler, dans un style différent, la célèbre analyse des pratiques des traders réalisée en 2000 par le sociologue français Olivier Godechot.

### **CONTRÔLE DE GESTION BANCAIRE & direction financière**

**Michel Rouach et Gérard Naulleau**

**RB édition, 2013.**

La dernière édition de ce manuel de référence du contrôle de gestion bancaire mérite toute l'attention des professionnels de la banque, des directeurs financiers des entreprises, des enseignants et des étudiants. Dans une 1<sup>ère</sup> partie, il retrace l'évolution récente de l'environnement bancaire, puis présente les différentes missions et organisations des banques et des directions financières des entreprises, représentées par l'Association Nationale DFCG. Dans une 2<sup>e</sup> partie, il compare les méthodes de mesure de la rentabilité et des charges bancaires, puis il analyse leurs principaux indicateurs. La 3<sup>e</sup> partie est consacrée aux processus de diagnostic et de planification opérationnelle et de budgétisation des activités bancaires. Il compare également les méthodes d'allocation des fonds propres. Il s'interroge enfin sur les perspectives du contrôle de gestion bancaire et sur l'adoption de nouvelles pratiques de *benchmarking*, de comptabilité ABC et de *reengineering* de processus. L'ouvrage est assorti de nombreuses études de cas pratiques, illustré de multiples exemples concrets, enrichi de tableaux et schémas actualisés et complété par une abondante bibliographie. Il est rédigé dans un style particulièrement clair et didactique.

## **LA TRAGEDIE DE L'EURO**

**Philipp Bagus**

**Edition L'Harmattan, 2013.**

L'auteur est un expert reconnu des théories monétaires. Il défend une thèse originale partagée par certains euro-sceptiques. Selon lui, la création de l'euro est le fruit d'une manoeuvre politique du gouvernement français au cours des années 1980, destinée à limiter l'influence du deutsche mark et à s'opposer à la domination de la Bundesbank sur l'économie de l'Europe occidentale. Le montage institutionnel complexe mis en place par le traité de Maastricht, était destiné à doter l'Union d'une monnaie unique, tout en préservant la souveraineté de ses membres. Il aura en fait provoqué un « désastre économique, en contribuant à « confisquer » la souveraineté des Etats aux économies les plus fragiles. Les allemands ont adhéré au système car il favorise leurs exportations, dans la mesure où l'euro s'avère être une monnaie moins forte que n'aurait été le deutsche mark. Après les aménagements institutionnels de 2012, les gouvernements des Etats du sud peuvent recourir à la Banque Centrale Européenne pour financer leurs déficits budgétaires, qui demeurent incontrôlables. Les plans de rigueur imposés par la nécessaire résorption de leurs dettes souveraines, pèsent sur leur consommation et limitent leur possibilité de relance économique. Le système est menacé car les pays les moins compétitifs ne pourront pas financer indéfiniment leurs déficits structurels par la création monétaire de la BCE. L'auteur en déduit que l'euro-système doit logiquement contribuer à l'émergence d'une Europe socialiste face à l'Europe libérale-classique érigée par le traité de Rome.

## **LA CONNAISSANCE DANS LES ENTREPRISES**

**Aurélie Dudezert,**

**Edition La Découverte, 2013.**

L'auteure présente, avec un grand sens pédagogique, l'abondante littérature scientifique et professionnelle consacrée au management des connaissances (*Knowledge Management* ou KM) au sein des organisations. Elle s'intéresse plus particulièrement aux connaissances collectives - qualifiées de « connaissances organisationnelles » - et montre en quoi elles constituent une des

ressources-clé des entreprises. Elle illustre les théories et les modèles par de nombreux exemples concrets : la capitalisation des connaissances dans un centre de recherche ; les enjeux du KM dans un département logistique... Elle souligne les difficultés de conception et de fonctionnement des Systèmes de Gestion des Connaissances (SGC), en retrace l'évolution (notamment sous l'effet du *groupware* et des réseaux sociaux) et en révèle les multiples contingences. Elle montre la différence entre un manager des connaissances (*Knowledge manager*) et un entrepreneur de la connaissance (*Knowledge entrepreneur*). Elle perçoit l'émergence d'entreprises « orientées connaissances », comme WalMart et Google, et les enjeux attachés à la « perspective connaissance ». L'ouvrage référence les textes fondateurs de ce champ encore partiellement défriché du management des entreprises. Un recueil précieux pour les managers d'aujourd'hui et encore plus de demain.

### **INTERET GENERAL QUE PEUT L'ENTREPRISE ?**

**Institut Montaigne, Julien Darmon (dir.)**

**Les Belles Lettres, 2013.**

L'ouvrage collectif relate une série de rencontres avec des responsables de grandes entreprises et d'établissements publics, autour d'une des grandes problématiques actuelles : les intérêts privés contribuent-ils à l'intérêt général ? L'intérêt général implique-t-il d'aller au-delà des obligations légales ? L'intérêt général peut-il limiter la croissance de l'entreprise ? Ces échanges thématiques permettent d'éclairer les positions des dirigeants sur les rôles de l'entreprise face à la pauvreté, à la protection sociale, à la formation, à la diversité, à l'insertion, aux services publics, à la qualité, à la démocratie, à la santé et au territoire. Des enquêtes récentes montrent que le service d'intérêt général attendu des entreprises, qui est actuellement le plus apprécié du grand public, reste la création d'emplois. Malgré la diversité – et parfois les divergences – des opinions exprimées, il ressort des entretiens « qu'il n'y a rien à attendre d'une entreprise qui serait uniquement la propriété des actionnaires et qui aurait pour seul objectif d'augmenter la valeur de leur capital », mais que, par ailleurs, ...« les coopératives ne peuvent constituer l'ensemble de l'économie ». « Ce qui fait la force d'un tissu, non seulement économique, mais aussi social, sociétal, c'est la diversité »... « Il faut



une coexistence de plusieurs statuts, d'organisations, de formes d'entreprises ».

## **5 CRISES , 11 NOUVELLES QUESTIONS D'ECONOMIE CONTEMPORAINE**

**Philippe Askenazy et Daniel Cohen (dir),  
Edition Albin Michel, 2013**

Ce 3<sup>e</sup> volume de la série « Economiques » réunit les contributions de 24 économistes et sociologues qui s'efforcent, par des analyses croisées, de dégager les interactions entre les principales crises – respectivement des élites, de la culture, de la finance, de la société et du climat - actuellement traversées par les économies et les sociétés occidentales. La première frappe les élites politiques et économiques. Elle est notamment illustrée par les polémiques suscitées par le cumul des mandats électoraux et les salaires des patrons. Une enquête de terrain invalide la thèse de la complémentarité entre les mandats nationaux et locaux, souvent invoquée par les élus de droite comme de gauche pour maintenir un statu quo. Une autre enquête montre que les rétributions des dirigeants sont insuffisamment corrélées aux performances de leurs entreprises, entraînant une captation de la rente productive par une élite. La seconde crise affecte le monde de la culture. Dans le secteur artistique, contrairement aux idées reçues, la chute des ventes de CD est largement compensée par la multiplication des concerts, le développement de l'auto-production et la diffusion musicale par les réseaux sociaux. Dans le secteur du livre touché par la révolution numérique, de nouveaux types de contrats pourraient mieux valoriser le rôle des libraires dans les circuits de diffusion. La troisième crise est financière. Sans les interventions coordonnées des banques centrales, ses effets n'auraient pu être contrôlés. La crise a surtout affecté les comportements des européens – et notamment français - qui, depuis 2007, délaissent de plus en plus les investissements risqués à court et à long terme. La quatrième crise est sociale ; elle comporte plusieurs dimensions. Elle a eu des conséquences politiques en France et en Italie, dont les majorités néo-libérales ont été écartées du pouvoir. Elle a alimenté la défiance des citoyens envers les institutions politiques et judiciaires. Elle a eu de graves implications sur l'emploi des seniors, dont les taux d'emploi et de chômage ont simultanément progressé. Elle a

déséquilibré les systèmes de financement de la dépendance des personnes âgées. La cinquième crise est climatique; elle est notamment marquée par une augmentation inexorable des émissions de gaz à effet de serre.

## **LA SECONDE VIE**

**Yvon Gattaz (Membre de l'Institut)**

**Editions Bourin, 2013, 198 pages.**

Faire de sa retraite un succès. Yvon Gattaz, Académicien, créateur et chef d'entreprise, a déjà connu plusieurs vies « sur-actives » dont il a su faire partager les enseignements, et impulser de l'énergie à travers de multiples associations. Entraîneur de jeunes, après avoir été président du MEDEF, où ses « gattazismes » sont restés célèbres, c'est en « senior » qu'il s'exprime dans cette nouvelle parution visant à faire de sa retraite un succès dans « cette seconde vie ». L'auteur s'attache à convaincre qu'il est indispensable pour sa propre survie de continuer à jouer un rôle utile dans la société et auprès de ses concitoyens, et des jeunes qui ont toujours besoin de conseils éclairés des anciens. Ceux qui choisiront de le suivre sur cette voie sont qualifiés d'« espérants » (le terme de retraite reste pour l'auteur assez ambigu suscitant attraction et répulsion voire inquiétude). Aussi son premier conseil porte sur la préparation (au moins deux ans à l'avance) afin d'éviter de se placer en situation d'urgence « au secours je pars à la retraite ! ». Pour ceux qui y sont déjà et en mal de centres d'intérêts, l'auteur propose un guide d'actions décrivant des témoignages de bénévoles réussis, une forme d'organisation des loisirs, la gestion du physique et du mental. Age rime avec sage, ce n'est pas un hasard que le bon sens soit en première ligne ! Mais son cri du cœur (on ne se change pas !.) va vers les JR (entendez jeunes retraités) ,auxquels il rappelle « qu'entreprendre à tout âge, c'est vivre ». Ne vivons pas avec les regrets de notre vie active et si nous sommes rentrés dans l'ère de la « séniorisation » (21 % de la population mondiale en 2050). N'oublions pas que l'EVS (l'espérance de vie sans incapacité) est largement corrélé à l'optimisme. Des témoignages, des anecdotes lumineuses pour un ouvrage qui passionnera celles et ceux qui veulent faire de cette « seconde vie » une deuxième chance en lui donnant du sens, bonheur et

épanouissement personnel, avec trois impératifs, rappelle avec malice Yvon Gattaz : l'espoir, l'espoir, l'espoir... Lorsque la sagesse rejoint le talent dans l'éternelle espérance « d'une autre vie ».

## **TAUX D'INTERET ET MARCHES FINANCIERS**

**Laurent Daniel et Michel Ruimy,  
Editions L'Harmattan, 2013.**

L'ouvrage est rédigé par deux experts reconnus de l'économie financière. Sa lecture attentive contribue à une meilleure compréhension des mécanismes de la crise financière traversée par les économies occidentales depuis 2007-2008. Après un bref historique des notions de richesse et d'intérêt, les auteurs rappellent les multiples modes de calcul des taux d'intérêt (à court et à long terme, bancaires et interbancaires...) et leur évolution suivant la courbe de taux. Ils exposent ensuite les finalités et les instruments de politique monétaire, ainsi que les objectifs et les diverses actions engagées par les banques centrales afin de juguler la crise bancaire. Après avoir comparé les différentes approches du risque, ils présentent les méthodes de notation financière des agences Moody's, Standard and Poors, Fitch et Dagong, et en soulignent les lacunes. Ils rappellent enfin les dispositifs mis en oeuvre afin de limiter les effets de la crise monétaire et financière, puis proposent des scénarios de sortie de crise. L'ouvrage est illustré de nombreux cas pratiques et est rédigé dans un style particulièrement didactique.

## **RECHERCHES EN SCIENCES DE GESTION n° 94**

**Henri Savall (dir),  
ISEOR Editeur, 2013.**

La dernière livraison de la revue de l'Institut de Socio-Economie des Entreprises et des Organisations, dirigé par le professeur Henri Savall, mérite d'être signalée. Elle inclut un dossier spécial consacré à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise. Le dossier traite plusieurs problématiques intéressant les managers financiers et les contrôleurs de gestion des entreprises. Il expose notamment les pistes actuellement explorées afin de construire une nouvelle « comptabilité élargie » basée non plus sur les prix de marché mais sur les coûts de remplacement des actifs matériels et immatériels. Il résume les

travaux réalisés dans le cadre de la DFCG sur la mise en place de structures et de processus efficaces de gouvernance partenariale dans les PME et les ETI. Il restitue une enquête sur les différentes approches du Balanced Scorecard par les managers des entreprises françaises, qui visent, selon le cas, à modifier le schéma de création de valeur d'une organisation ou à mieux contrôler son déploiement stratégique. La revue dresse également un premier bilan de la mesure des performances de la recherche universitaire française dans les revues francophones sur la période 2007-2011.

### **UN NEW DEAL POUR L'EUROPE**

**Michel Aglietta et Thomas Brand**

**Odile Jacob, 2013, 305 pages.**

Parmi les livres consacrés à la crise européenne, le dernier ouvrage de Michel Aglietta et de Thomas Brand est certainement le plus cohérent et le mieux documenté. Il propose un nouveau modèle de gouvernance et un programme novateur de gouvernement économique de l'Union européenne. Les auteurs se livrent à une analyse critique des fondements et des modalités de la construction de la zone euro. Ils dénoncent les erreurs politiques qui ont marqué le règlement des crises successives – monétaire, financière, bancaire, institutionnelle...- traversées par cette « union monétaire incomplète ». Ils avancent un ensemble de propositions concrètes visant à instaurer une loi budgétaire fondamentale (sur le modèle allemand) et à créer un institut budgétaire européen. Ils préconisent également la transformation de la BCE en banque centrale « de plein exercice », notamment chargée de recentrer sur leurs métiers et de réguler les activités des divers types d'établissements financiers. Ils proposent un modèle de croissance industrielle soutenable, destiné à restaurer la compétitivité des pays européens (notamment du sud) et reposant sur la stimulation de l'innovation technologique et sur la construction de nouveaux avantages comparatifs. Ils préconisent notamment de stimuler les investissements à long terme en faveur du développement durable. Mais l'originalité de l'ouvrage réside également dans la clarté de sa construction, la qualité de son écriture et la robustesse de ses sources.

## **FINANCES PUBLIQUES**

**Alexandre Desrameaux**

**PUF, 2013, 261 pages.**

L'opuscule se présente comme un manuel universitaire classique, mais la clarté de sa composition et la lisibilité de son style lui confèrent un statut d'ouvrage de référence plus universel. Il met en lumière l'opposition entre la simplicité des principes (d'unité et d'universalité budgétaires, de spécificité et d'annualité des crédits), la multiplicité des exceptions aux règles et la complexité des procédures d'application en matière de finances publiques. Il montre les progrès réalisés dans la définition et l'application des règles et des procédures budgétaires françaises (étatiques, locales et européennes), depuis le traité de Maastricht de 1992 et la LOLF de 2001. Il révèle également l'ampleur des réformes de structure encore à réaliser afin de mettre les finances publiques au service de la compétitivité des entreprises et de la justice économique et sociale. L'auteur montre surtout l'étroitesse des marges de manœuvre de l'Etat français confronté à la fois aux exigences locales et aux directives européennes, tant en termes de recettes fiscales (parmi les plus lourdes d'Europe) que de dépenses publiques (obérées par le service de la dette).

## **LA FRANCE ADOLESCENTE**

**Patrice Huerre et Mathieu Laine**

**JC Lattes, 2013, 259 pages.**

Les auteurs – respectivement psychiatre et économiste – adoptent une approche métaphorique de l'économie et de la société française, comparant cette dernière à une adolescente en crise. Face à l'autorité parentale de l'Etat et à un monde extérieur hostile, elle souffre de la remise en question de ses certitudes (le « modèle français ») et de son impuissance à exprimer ses riches potentialités. Elle doit procéder à un diagnostic sincère de ses handicaps, à une recherche fébrile de nouvelles rentes de situation et à une levée des freins corporatistes qui limitent son développement. Elle doit rompre avec le court-termisme et inscrire ses grands projets dans la durée. Elle doit plus s'ouvrir à la concurrence et à la confrontation des idées. Elle doit retrouver le goût du travail et le sens du risque. Elle doit replacer

l'homme et ses forces créatives au cœur de son projet de société. A défaut de se réformer, la société française risque de passer sans transition de l'adolescence à la vieillesse.

## **LES PATRONS DES PATRONS, HISTOIRE DU MEDEF**

**Michel Offerlé,**

**Edition Odile Jacob, 2013, 361 pages.**

L'auteur (professeur à l'Ecole Normale Supérieure) se livre à une authentique enquête sociohistorique des réorientations stratégiques, des changements organisationnels et des mutations culturelles, qui ont marqué le CNPF puis le MEDEF. L'ouvrage est structuré en six chapitres portant successivement sur l'historique, la refondation, l'organisation, la représentativité, la gouvernance et le pouvoir de la fédération patronale. L'auteur s'efforce de démythifier une organisation souvent jugée secrète et toute-puissante. Il fait preuve d'une grande capacité à interroger son terrain, à mettre en scène les « patrons des patrons », à dévoiler les ombres et lumières de leurs relations avec les milieux politiques, syndicaux et médiatiques. Il analyse avec précision les rouages complexes de l'organisation, en témoignant d'un sens aigu de la formule (« les deux Denis », la « marque Parisot », le « mille-feuille patronal », « sous le Medef les branches », « l'esprit du capitalisme medefien »...). Une lecture attentive de l'ouvrage s'impose à tous les acteurs de l'économie et de la société française, qui souhaitent « parler le medef sans accent ».

## **EPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES DE GESTION**

**A-C. Martinet, Y. Pesqueux,**

**Edition Vuibert, 2013, 268 pages.**

L'ouvrage soulève une des problématiques les plus impliquantes et les plus complexes auxquelles sont confrontés les enseignants-chercheurs et les étudiants en sciences de gestion : quel est le statut scientifique de cette discipline fondamentale de la vie économique et sociale ? Après en avoir retracé la genèse et les fondements, les auteurs définissent la science du management comme étant une « science générique de l'action collective organisée et organisable », à l'instar des sciences de l'ingénieur. Constatant qu'elle se focalise sur les instruments au nom de l'efficience, ils revisitent notamment les

concepts de théorie et de pratique, de concret et d'abstrait, d'action, d'activité, d'agir et d'interaction, de connaissance et de compétence, de technologie et de technique ... S'interrogeant sur la nature des organisations, (objet ou projet ?), ils en distinguent les différentes approches et concluent à l'impossibilité de la définir. Ils sont conduits ensuite à développer les notions de modèle, de métaphore, d'image, de figure et de discours organisationnels, puis à décrire les descripteurs (pratiques et structures) des organisations. Ils déchiffrent enfin le système « épistémique-pragmatique-éthique » qui sous-tend les sciences de gestion. La démarche des auteurs n'est pas sans rappeler celle de Dilthey, qui s'est efforcé d'abstraire les sciences sociales du positivisme d'Auguste Comte, mais surtout, celle de Michel Foucault, dont le « discours de la méthode archéologique » a inspiré de nombreux chercheurs en sciences de gestion.

## **LE MODELE DE LA MARCHE AU HASARD EN FINANCE**

**Christian Walter,**

**Edition Economica, 2013, 429 pages.**

Le dernier ouvrage de Christian Walter retrace l'histoire de la modélisation des cours boursiers, principalement fondée sur les théories de la marche au hasard et du mouvement brownien. Sa lecture est exigeante mais incontournable par tous les financiers et/ou mathématiciens (professionnels ou amateurs) actuels et futurs. Il se démarque en effet des nombreux autres manuels et études sur la finance de marché, par l'ampleur et la profondeur des réflexions critiques consacrées aux modes de représentations boursières, à la généalogie des modèles de la marche au hasard, ainsi qu'aux limites de la loi normale et des théories de gestion du portefeuille. L'auteur revisite notamment l'hypothèse de l'efficacité informationnelle (qu'il préfère au principe d'efficience des marchés). Il observe que les principaux modèles appliqués dans les salles de marché (dérivés notamment de l'équation de Black, Scholes et Merton) n'ont pas de réels fondements statistiques et qu'ils résultent d'une « épistémologie spontanée ». Il montre l'intérêt des modélisations des cours boursiers par des processus non-browniens (non stables de Levy) et par les lois d'échelle de Mandelbrot. Il étaye ses réflexions par des démonstrations mathématiques, mais également par des réflexions empruntées aux plus grands philosophes des sciences : la révolution

de Popper, la vision de Merton, le schéma de Kuhn, la position de Lakatos, la thèse de Duhem-Quine, le programme de Bloor et Collins... L'auteur n'en reste pas moins convaincu, comme Max Planck, que « l'on parvient rarement à faire changer d'idée les scientifiques, et que, en définitive, la seule manière de voir bouger les consensus est d'attendre la génération suivante ».

## **DECISION D'INVESTISSEMENT**

**Jacques Chrissos et Roland Gilet**

**Ed. Pearson, 2013, 302 pages.**

L'ouvrage présente les principaux concepts, modèles et méthodes d'aide à la décision d'investissement de l'entreprise. Les analyses s'appuient sur une étude de cas (le cas Vélasquez) à la fois originale et approfondie, portant sur les différentes problématiques soulevées par la mise en oeuvre des stratégies d'investissement. Après avoir présenté le cas, les auteurs définissent le concept de taux d'actualisation (taux sans risque et prime de risque). Ils rappellent les règles de projection des flux de liquidités induits par les investissements. Ils présentent enfin les principales techniques d'analyse du risque (sensibilité, scénarios...) et les facteurs influençant les décisions (fiscalité, financement, montage juridique, flexibilité du projet...). L'ouvrage est rédigé dans un style précis et didactique. Il est illustré de nombreux exercices corrigés, exemples et références bibliographiques utiles.

## **LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE APRES LA CRISE DE L'EURO**

**Y. Doutriaux et Christian Lequesne,**

**La Documentation française, 9<sup>e</sup> édition, 2013.**

La dernière édition de l'ouvrage de référence d'Yves Doutriaux (Conseiller d'Etat) et de Christian Lequesne (Directeur du CERI) répond aux multiples questionnements soulevés par les mutations des institutions européennes engendrées par les dernières crises économiques. Après un bref historique des neuf élargissements de l'Union européenne, les auteurs analysent les « crises productives » qui ont affecté à la fois l'économie et la société européennes. Ils rappellent les missions et les organisations du « triangle



institutionnel » (Parlement, Conseil, Commission) et de leurs multiples établissements annexes (Cour de justice, Cour des comptes, Banque centrale, Comité économique et social, Comité des régions, agences européennes, Banque européenne d'investissement). La principale originalité du manuel réside dans la réflexion des auteurs sur les relations entre les administrations françaises et celles de l'Union, ainsi que dans l'analyse des enjeux attachés aux adaptations passées et futures des institutions européennes. L'ouvrage, rédigé dans un style clair et précis, est illustré d'une cinquantaine d'encadrés, tableaux et graphiques, qui favorisent la compréhension des dispositifs rendus de plus en plus complexes par la nécessité de concilier les réactions souvent contradictoires des 28 Etats-membres de l'Union.

**LA FABRIQUE DU PRÊT-A-PENSER,  
Manœuvres et stratégies des cabinets de conseil  
Romain Zerbib,  
Edition L'Harmattan, 2013.**

L'auteur (professeur de management) présente les résultats de sa recherche doctorale sur les mécanismes de diffusion des nouvelles pratiques de gestion des entreprises. La maîtrise de ce processus présente un enjeu capital pour les cabinets internationaux dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 210 milliards d'euros en 2012, avec une croissance de 5 à 20 % par an depuis les années 1990. L'auteur rappelle les travaux antérieurs – dus notamment à Midler, Abrahamson, Giroux et Villette – qui ont montré que l'adoption des modèles, pratiques et outils de gestion (matrices du BCG ou de Mc Kinsey, modèle du BSC ou du BPR...) présentent des dimensions à la fois institutionnaliste (les décideurs tendent à suivre les normes sociales « sans trop s'interroger à leurs sujets ») et socio-culturelle (ils sont sensibles aux « effets de mode managériale »). S'inspirant de l'expérience relatée en 2007 par Fréneaux et Marcovici dans leur article intitulé « du canular comme outil de recherche en sciences de gestion », l'auteur interroge plus de mille dirigeants d'entreprises, sur un modèle fictif (*Forecast of Rational Efficiency*) censé mesurer la probabilité de réussite d'un projet. Ce modèle aurait été conçu et parrainé par les établissements les plus prestigieux (Harvard, HEC, Boston Consulting Group...). L'auteur présente le modèle comme étant à la fois « relationnel, efficace, moderne et simple ». L'enquête

révèle que la diffusion d'une nouvelle pratique de gestion par un cabinet de conseil implique de cartographier les cibles et les réseaux de diffusion (notamment ceux des *think tanks*), de déjouer les parades des « *gatekeepers* » des modèles en usage et de lancer le nouveau modèle dans une « fenêtre d'opportunité » favorable à sa propagation. L'auteur décrit avec précision les manœuvres complexes auxquelles se livrent les cabinets de conseil afin de conserver la maîtrise du « référentiel cognitif » des différents réseaux impliqués dans le processus.

## **10 IDEES QUI COULENT LA FRANCE**

**Augustin Landier et David Thesmar**

**Editions Flammarion, 2013.**

Les auteurs font preuve dans leur dernier livre des mêmes lucidité et impertinence qui ont fait le succès de leurs deux précédentes publications. Ils traitent, avec un réel talent de polémiste, le thème, que l'on croyait épuisé, des mythes qui aveuglent et inhibent les français. Ils rappellent courageusement quelques vérités élémentaires relatives à la désindustrialisation (inévitable !) de la France, aux (fausses !) recettes destinées à inverser la courbe du chômage, à la tentation (illusoire !) de l'État-stratège, au « court-termisme » (systémique !) des marchés, aux missions (incomprises !) de la banque française de financement des PME et de la Banque Centrale Européenne, aux vertus (salutaires !) de la concurrence, aux recettes (« cosmétiques » !) de la gouvernance mondiale. Les auteurs prodiguent quelques conseils - non moins réalistes - aux décideurs de notre pays : développer les économies de l'immatériel et des services, stimuler et accompagner les entrepreneurs, promouvoir la recherche fondamentale, alléger la fiscalité et la bureaucratie... La grande culture socio-économique des auteurs, leur style à la fois rigoureux et désinvolte, rendent leur déconstruction des mythes français d'autant plus convaincante, mais aussi, leur plaidoyer d'autant plus accablant pour une certaine élite française.

**APPORT MORAL SUR L'ARGENT DANS LE MONDE 2011-2012**  
**La lutte contre la criminalité et les délits financiers**  
**Grands Enjeux de la crise financière**  
**Association d'Economie Financière, 2013, 472 pages.**

Edité chaque année avec l'aide de la Caisse des Dépôts sous l'impulsion d'Augustin de Romanet, ce « rapport moral » est devenu au fil des années « un grand classique » des grands débats du monde de la finance. La qualité des contributeurs, animés par Antoine Mérieux et conseillés par Olivier Pastré, offre à ses lecteurs un instrument de réflexion et de travail incontournable pour tous ceux qui s'intéressent aux enjeux fondamentaux de notre système financier dans l'ensemble de ses composantes nationales et internationales. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si la revue d'économie financière - la REF - qu'elle publie, vient d'être distinguée « pour l'ensemble de son œuvre » par le grand prix d'honneur du meilleur livre d'économie financière par le prix Turgot à l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire. L'édition 2012 se scinde en deux parties qui traitent successivement de la lutte contre la criminalité et les délits financiers, et de quatre aspects de la crise touchant à l'éthique. S'en suivent des éclairages exceptionnels sur la crise des dettes souveraines, sur les enjeux liés à la nouvelle réglementation financière et sur l'appel à la générosité publique.

**L'ESTHETISATION DU MONDE**  
**Vivre à l'âge du capitalisme artiste**  
**Gilles Lipovetsky, Jean Serroy,**  
**Edition Gallimard, 2013, 493 pages.**

Les auteurs mettent à nouveau en lumière, un demi-siècle après Baudrillard, les évidences et les contradictions du capitalisme de consommation. Ils montrent que, dans la société post-moderne, l'esthétique s'impose de plus en plus comme un impératif économique et social. Elle se décline sous les formes de la mode, du cinéma, de la musique, de la publicité, du design des équipements et des produits... Plus s'impose l'échange marchand du capitalisme industriel et financier, plus s'affirme le besoin de partager ses émotions grâce au « capitalisme artiste ». Les auteurs adoptent des approches respectivement historique – ils retracent les « quatre âges » du

capitalisme esthétique -, économique – ils en analysent les enjeux financiers -, sociale – ils en présentent les cercles et les professions – , organisationnel – ils rappellent les principes du néo-management -, politique – ils en révèlent les systèmes de pouvoir -, mais aussi anthropologique – ils en décrivent les mythes, les rites et les valeurs – et philosophique – ils en pénètrent l'esprit post-moderne. L'ouvrage est rédigé dans un style convaincant et comme il se doit, élégant; il est richement documenté et abondamment annoté.

## **LA CHINE BANQUIER DU MONDE**

**Claude Meyer,**

**Editions Fayard, 2014, 349 pages.**

Claude Meyer (professeur à Sciences Pô) dresse un bilan à la fois précis et complet de l'expansion financière de la République Populaire de Chine, depuis sa transformation en « économie socialiste de marché » en 1978. Il montre que la seconde économie mondiale demeure vulnérable pour un ensemble de raisons : un système bancaire archaïque, une monnaie trop forte et inconvertible, une pénurie en ressources naturelles, des entreprises insuffisamment internationalisées, un tissu de PME fragile... Mais le pays dispose d'indéniables avantages concurrentiels : une main d'œuvre abondante et bon marché, une « colossale » épargne publique et privée, une balance commerciale largement excédentaire... Afin de pallier ces handicaps, l'Etat-Parti s'efforce de « réaliser le rêve chinois », selon le mot d'ordre lancé par le nouveau président Xi Jinping. En pratique, afin de répondre aux exigences d'une croissance soutenable, le gouvernement s'efforce de construire une solide plate-forme internationale d'exportations, d'investissements directs et de placements financiers, suivant l'exemple du Japon au cours des années 1970. Le Japon et la Chine sont désormais situés aux deux extrémités de la chaîne de valeur asiatique: le premier apporte la technologie et le second la main d'œuvre, mais les deux pays financent les déficits américain et européen. Si à l'horizon 2030, la Chine aura accédé au rang de 1<sup>ère</sup> puissance industrielle et commerciale mondiale, qu'en sera-t-il de son économie financière ? La libéralisation du système bancaire, l'ouverture du marché financier chinois, la convertibilité du yuan, sont des conditions préalables –

encore très hypothétiques - de la reconnaissance internationale du pays.

**LE MARCHÉ, Histoire et usage d'une conquête sociale,**  
**Laurence Fontaine,**  
**Editions Gallimard NRF Essais, 2014, 442 pages.**

Le dernier livre de Laurence Fontaine, historienne et directrice de recherche au CNRS, mérite une attention particulière en raison de l'originalité et de la profondeur de son analyse du concept de marché. Tandis que la plupart des autres publications observent les dérives de toutes natures des marchés, Laurence Fontaine s'interroge sur la nature du marché, qu'elle qualifie de « conquête sociale » « d'institution d'échange », de « moyen d'émancipation » des acteurs sociaux, notamment des femmes et des plus démunis. Par de savants parallèles entre les marchés du passé et du présent, elle montre comment le capitalisme de marché s'est progressivement libéré de l'ordre féodal, patriarcal et religieux. Elle décrit comment se sont développés les places et les réseaux du commerce local puis international. Elle montre que le bon fonctionnement d'un marché implique une égalité de statut et de traitement de ses différents acteurs, ainsi que des institutions chargées d'en régler les conflits. Elle explique comment l'économie solidaire d'aujourd'hui s'inspire des marchés de rues ouverts aux plus pauvres. Elle souligne la vulnérabilité des marchés, notamment monétaires et financiers, et dénie au travail le statut de marchandise échangeable sur un marché. Elle compare les mécanismes des crises récentes à ceux de la « bulle » des tulipes hollandaises au 17<sup>e</sup> siècle. Elle propose enfin un « ancrage du marché dans les droits de l'homme », lui attribuant le statut « d'espace public solidaire ». La diversité des voies ouvertes par l'auteur invite à placer son livre à côté de ceux d'Adam Smith dans la grande bibliothèque de l'économie politique.

**CAPITALISME FINANCE DEMOCRATIE. Le nouveau malaise**  
**Vivien Levy-Garboua et Gérard Maarek**  
**Editions Economica, 2014, 213 pages.**

Les auteurs, dont les talents ont été salués comme initiateurs de la macro-psychanalyse, proposent une grille très personnelle de lecture

du « grand malaise » qui frappe notre société à travers son capitalisme, sa finance et sa démocratie. Ce malaise est hérité de l'opacité et des confusions qui accompagnent la mondialisation avec des paroxysmes tels que la crise financière mondiale qui a éclaté en 2007. L'originalité de leur analyse rigoureuse des faits réside dans la thèse selon laquelle il existe des similitudes entre les évolutions psychologiques de l'homme moderne et des « groupes constitués » que sont les entreprises, les familles et les peuples. Le diagnostic que faisait Freud d'un malaise induit par la trop forte emprise du religieux et de la morale sur les esprits et les comportements de ses contemporains, ne correspond plus à la situation actuelle. Vivien Levy-Garboua et Gérard Maarek (X et économistes) érigent les fondements d'une nouvelle « économie psychique », sans s'exonérer de la leçon d'humilité freudienne selon laquelle « le psychisme collectif est un tout dont aucun acteur significatif ne peut s'affranchir ». Ils concluent qu'une grande partie de nos initiatives procède plus d'un optimisme spontané que d'une puissance d'analyse méthodologique. Ils réhabilitent ces « esprits animaux » que Keynes avait déjà mis en lumière. *L'homo economicus* est autant mû par l'instinct et l'émotion que par la raison. Par leur brillante démonstration, les auteurs proposent une analyse des états psychiques successifs des entreprises et des ménages confrontés à deux crises socio-économiques majeures.

## **ILS ONT PERDU LA RAISON**

**Pourquoi les gouvernants prennent les mauvaises décisions**

**Jean de Kervasdoué**

**Editions Robert Laffont, 2014, 226 pages.**

Ingénieur agronome, professeur émérite au Conservatoire National des Arts et Métiers, l'auteur est un chroniqueur recherché et un auteur à succès. Economiste de la santé, il est aussi un des analystes les plus percutants de l'évolution de la société française. Dans son nouvel essai, très argumenté, il s'élève une nouvelle fois contre les sophismes et les idées reçues dans une France « qui ne va pas bien, où les français dépriment même s'ils n'ont pas perdu toute foi en l'avenir et le montrent en faisant des enfants ». D'une sensibilité « de gauche assumée », il pointe du doigt les dérives de son propre camp dans le domaine des sciences dans lequel « les ingénieurs qui ont

accompagné le parti socialiste depuis sa création, s'en éloignent ». sans pour autant épargner la droite pour laquelle « la raison s'en est allée il y a longtemps déjà ». C'est que la croyance dans le progrès s'estompe au point de disparaître : les objectifs en matière d'énergie sont incompréhensibles, les réglementations sur les pesticides ignorent leurs bienfaits, le danger du diesel est surestimé, le dossier des OGN illustre la déroute de la pensée ; quant à la santé, c'est la politique de l'émotion qui domine avec une incapacité à comprendre l'évolution de la médecine et à la confondre avec la santé. S'élevant contre le principe de précaution « aussi absurde que jamais défini », l'auteur prend ses distances avec la démocratie d'opinion dont le seul but est de convaincre, de persuader, malheureusement souvent au prix de la vérité. « Tout n'est pas affaire d'opinion ». Sa conviction ultime : arrêter de confondre les ordres du vrai (la science) et les ordres du fort, du juste et de l'équitable (la politique).

## **LA CASTE CANNIBALE**

**Quand le capitalisme devient fou**

**Sophie Coignard et Romain Gubert**

**Editions Albin Michel, 2014, 323 pages.**

Ce duo de journalistes, grands reporters au Point, prolonge dans cette nouvelle parution, la thèse qu'ils défendaient dans leur précédent essai (L'oligarchie des incapables, publié chez Albin Michel), montrant la passion pour l'argent d'une large part de la classe dirigeante. Leur cible est cette fois le capitalisme « dévoyé qui se dévore lui-même » et qui a montré lors de la crise de 2008 les failles d'un système « qui prétendait s'autoréguler ». « La main invisible du marché » qui devrait décider de tout et qu'il ne faut en rien contrarier, à l'origine du précepte devenu religion des économistes de l'Ecole de Chicago, semble avoir failli. Les auteurs invitent leurs lecteurs à un voyage dans cet univers pour comprendre comment et avec quels moyens une caste « d'anciens hauts fonctionnaires, de patrons, de profiteurs, de spéculateurs astucieux » a confisqué les fruits espérés et attendus, à son profit quasi exclusif. Dans cette analyse, la France n'est pas épargnée, soumise à une double peine : « le capitalisme hystérique tient le bras de l'Etat immoral (et vice versa !) » : pression fiscale insupportable, docilité face aux groupes de pression empêchant de réduire le déficit public. La « caste cannibale » est un paradoxe car

s'appuyant sur l'Etat pour pouvoir tout dévorer sans prendre de risque « sans clivage entre droite et gauche, entre public et privé ». Sans doute la meilleure façon pour le capitalisme de s'autodétruire.

### **LES LETTRES BÉNINOISES. Et si c'était vrai ?**

**Nicolas Baverez**

**Editions Albin Michel, 2014, 186 pages.**

« Un des plus brillants intellectuels de sa génération », chroniqueur reconnu et auteur de *best sellers*, avocat d'affaires, l'auteur s'essaie à un genre nouveau pour lui : le roman. Inattendu, quelquefois drôle, sans toutefois quitter sa conviction première d'une France en décadence, ses lettres béninoises rappellent à l'évidence celles de Montesquieu et soulignent l'ancrage et la culture d'un auteur à la fois expert en économie, en histoire et en lettres classiques. En fidèle héritier de Raymond Aron, il imagine un temps – 2040 ! - où la France arrivera au bout de son histoire « mitée par les bidonvilles, assaillie de pillards où l'Etat sera totalement décrédibilisé au regard du reste du monde, éreinté par ses dettes et la couardise de sa classe politique et de ses élites ». Dans ce conte moral, quelquefois terrifiant, il délivre des messages, mettant en contraste une débâcle française, à ses yeux inéluctable et le miracle africain qui s'affirme. Ce nouveau style alliant la forme romanesque et l'anticipation de long terme, surprend et peut même désorienter le lecteur. Même si ces regards croisés sur la société française « une France prolétarisée, une nation écartelée entre les riches et les pauvres » alliée à une stupéfiante galerie de portraits des dirigeants français sont la parfaite illustration de sa pensée profonde, celle d'un « intellectuel minoritaire », dont il revendique néanmoins le statut en en tirant sans doute une certaine fierté « car il le dit lui-même, ma génération ne peut attendre tranquillement de regarder la France tomber ». Pourtant même s'il s'est trompé dans ses analyses, sans doute a-t-il été l'un des premiers à comprendre et à interpréter le déclin français et le déni de ses élites.



## **IMMOBILIER. COMMENT LA BULLE VA SE DEGONFLER**

**Jean-Luc Buchalet et Christophe Prat**

**Editions Eyrolles , 2014, 165 pages.**

Les auteurs, éminents experts de ce thème, jettent à travers cette publication un gigantesque pavé dans la mare des idées reçues et persistantes en matière immobilière. Non, l'immobilier n'est plus une valeur refuge ; c'est au contraire un risque majeur dont la valeur pourrait baisser de 30 % dans les 5 à 10 ans à venir. Non, devenir propriétaire n'est pas plus rationnel et rentable que de rester locataire. Sur 20 ans, le bilan prévisionnel reste très défavorable aux propriétaires compte tenu des taxes, des risques et de l'absence de plus-value prévisible contrairement aux périodes précédentes. Dans cet essai très dérangeant, les auteurs expliquent les raisons qui ont conduit ce secteur à devenir une « bulle », dont l'éclatement prévisible et larvé aura un impact social majeur, pouvant aller jusqu'à un conflit de générations. Enfin et ce n'est pas le moindre de leur mérite, les auteurs passent en revue les moyens pour éviter de se faire piéger dans ce futur et nouveau désastre économique avec une solution majeure, faire baisser les prix. Les 65 % de propriétaires en France, n'ont d'autre choix qu'à s'en remettre à la clémence des dieux et des princes qui nous gouvernent.

## **LA CRISE INCOMPRISE. QUAND LE DIAGNOSTIC EST FAUX, LES POLITIQUES SONT NEFASTES.**

**Oskar Slingerland, Maarten van Mourik**

**Edition L'Artilleur, 2014, 166 pages.**

« Quand le diagnostic est faux, les politiques sont néfastes ». C'est sur cette certitude que les auteurs hollandais, spécialistes du marché pétrolier, basent leur thèse en expliquant que la crise globale que nous traversons n'a pas pour cause principale le dérèglement financier mais qu'elle reste totalement énergétique. Pour preuve, les politiques des pays de l'OCDE, n'ont pas permis de retrouver une croissance créatrice d'emplois malgré le déferlement de mesures financières en faveur des banques, des Etats et malgré l'implication des banques centrales. L'envolée du prix du pétrole qu'ils ont anticipée dès 2006, a entraîné le vrai choc économique de 2008 : c'est le prix de l'énergie et sa disponibilité qui fait la croissance, or le

pétrole restera durablement rare et cher et les politiques énergétiques qui tendent à contrôler son prix sont contre-productives dans une logique de substitution de nouvelles énergies. Les auteurs pronostiquent - chiffres à l'appui - un prix du baril à un niveau insoutenable et sans changement radical du modèle de production, nos économies se dirigent vers un effondrement majeur sans croissance durable, sans emploi, et sans compétitivité. Seule issue : réduire notre consommation d'énergie et le faire à travers une prise de conscience, dans le cadre d'une coopération internationale et des hommes d'Etat responsables et redevenus clairvoyants.

**SOCIETAL 2014. France : la fin du déni ?**  
**Institut de l'Entreprise : Jean-Marc Daniel et Frédéric Monlouis-Felicité (dir.)**  
**Editions Eyrolles, 2014, 351 pages.**

Le débat économique et social vient est relancé chaque année avec cette publication régulière, dont la rédaction est dirigée par Jean-Marc Daniel, lauréat du Prix Turgot et Frédéric Monlouis-Felicité, délégué général de l'Institut de l'Entreprise. Cette nouvelle revue fait peau neuve en devenant annuelle sous la forme d'une synthèse aussi riche que documentée, grâce aux regards croisés de 40 auteurs de premier plan proposant plus de 30 analyses approfondies : un éclairage prospectif, multi-disciplinaire et nourri d'expériences étrangères, autour de cinq thèmes majeurs : politique économique, performance publique, compétitivité, cohésion, dialogue social et travail, management et communication. Ce décryptage des enjeux économiques et sociaux est un ouvrage de référence indispensable pour tout public, étudiant, enseignant et responsables de tous niveaux.

**NOUVELLES BANQUES. Les banques ne seront plus jamais les mêmes**  
**Michel Mathieu**  
**Débats Publics, 2014, 249 pages.**

Michel Mathieu, banquier aux talents multiples, s'inspire dans son nouvel essai, de la thèse de Lavoisier pour analyser l'avenir du

domaine où il exerce de hautes responsabilités bancaires. La banque doit changer, ne serait-ce que pour s'adapter à la « prise de pouvoir » de ses clients, « plus informés, plus exigeants et plus connectés ». L'auteur y ajoute une double conviction personnelle. Les banques ne seront plus jamais les mêmes, en raison des leçons douloureuses tirées des excès des années 2000, des logiques court-termistes et des terribles conséquences dans l'opinion, des dérives de quelques « banquiers voyous » anglo-saxons, mais aussi en raison d'évolutions sociétales et économiques d'un monde où les règles du jeu sont devenues totalement internationales. Le modèle coopératif et mutualiste au « cœur de la diversité » et qui a fait la preuve de sa résilience, paraît devoir le mieux « coller » à l'évolution des attentes de la société et des clients des banques, par la détention du capital (et du pouvoir) par les clients-sociétaires, par une gouvernance partagée entre élus et techniciens, par son organisation et son ancrage territorial, mais aussi par ses valeurs. L'auteur n'en plaide pas moins pour le maintien d'une diversité dans le modèle bancaire dès lors que cette cohabitation reste harmonieuse et que la pression réglementaire reste lucide et équitable. La banque poursuit une mutation profonde, elle se recentre sur ses fondamentaux et sur son lien de confiance avec ses clients ; elle restera très engagée dans l'économie réelle. Un plaidoyer optimiste pour la banque d'aujourd'hui et de demain particulièrement bien venu au moment où la sortie de crise appelle un nouvel accompagnement du système bancaire trop souvent décrié. Tant il est vrai « qu'il n'y a pas de pays prospère sans banque prospère ».

## **GUERRE ET PAIX ENTRE LES MONNAIES**

**Jacques Mistral**

**Fayard, 2014, 349 pages.**

Le dernier livre de Jacques Mistral, qui s'affirme comme un des meilleurs économistes politiques contemporains, soulève une des questions les plus importantes auxquelles sont confrontés les gouvernants mondiaux depuis plus de deux siècles : comment organiser le système monétaire international ? Dans un prologue anticipant le monde de 2029, il prédit un retour de la crise de 1929 si un « nouveau Keynes » ne vient pas proposer de nouveaux mécanismes institutionnels et outils de coopération internationale qui

créeraient la confiance et régleraient les conflits d'intérêt engendrés par la mondialisation de l'économie. Après avoir présenté la *pax britanica*, fondée sur la domination de la livre sterling et de l'étalon-or, il décrit la *pax americana*, marquée par la toute-puissance du dollar, par les accords de Bretton Woods, puis par les changes flottants. Il s'interroge sur les conditions d'un accès du yuan chinois (« une monnaie entre deux systèmes ») ou de l'euro (« une monnaie sans Etat ») au statut de monnaie de réserve internationale. Il analyse les dérèglements du système monétaire mondial, consécutif à la crise des *subprimes* (2007), à celle des dettes souveraines (2011) et à la dévaluation compétitive du Japon (2012). Il reste sceptique sur l'efficacité des modes actuels de régulation, basés notamment sur le *quantitative easing* des banques centrales. Après avoir exploré les alternatives possibles, il préconise un système multidevises incorporant un DTS reflétant le monde multipolaire d'aujourd'hui. Il propose un ensemble précis et concret de dispositions destinées à opérer une refonte des principales institutions internationales et la « grande transformation » du système monétaire actuel

## **LA COMMUNICATION VISUELLE DANS LE SECTEUR BANCAIRE EUROPEEN. L'esthétique de la finance**

**Angela Bargenda**

**Edition L'Harmattan, 2014, 245 pages.**

Angela Bargenda démontre que l'espace bancaire constitue paradoxalement un champ privilégié de réflexion esthétique. Le *relooking* bancaire couvre à la fois la marque, le *design*, l'architecture, la charte graphique du logo et l'esthétique publicitaire du réseau. Il s'inscrit dans la stratégie de *corporate identity* à long terme de la banque, visant - par le sens dégagé par sa marque et par une communication marketing « à 360° » - à transformer un espace rationnel de services financiers en lieu affectif de culture et de bien-être. L'auteur déchiffre ainsi les « esprits » de quatre institutions bancaires : la Banca Monte dei Paschi di Siena (« l'archétype italien »), l'Union Bank of Switzerland (« l'*UBS art collectif* »), la Deutsche Bank (« l'espace logocentrique ») et la Société Générale (« *forma urbis* »). « Ces quatre banques se servent essentiellement de l'esthétisation de l'espace pour médiatiser leur logique identitaire,

mais elles adoptent des modalités expressives divergentes ». Les références stylistiques des identités visuelles des quatre banques sont respectivement historiques (renaissance) pour la Banca Monte, artistique (classique) pour l'UBS, moderniste (classique) pour la DB, socio-baroque et éclectique (post-moderne) pour la SG. L'ouvrage est remarquable, de par la précision de ses sources, la pertinence de ses exemples et la créativité de son style.

**LES BANQUES CENTRALES. CRISES ET DEFIS**  
**Revue d'Economie Financière n° 113, 2014, 288 pages.**

La crise qui se prolonge avec ses conséquences négatives sur la croissance et l'emploi dans les pays de l'OCDE, a placé les banques centrales en première ligne. Tout d'abord pour éviter la panique puis pour essayer de limiter les effets négatifs sur le système bancaire et l'activité économique. Elles ont été conduites à prendre des mesures sans précédent, taux d'intérêt presque nul, achat direct de quantités massives d'actifs publics et privés entraînant une croissance préoccupante de leurs bilans. Ces mesures non conventionnelles posent la question d'un nouveau régime pour les banques centrales : devront-elles revenir à leurs actions classiques ou bien devront-elles structurellement modifier leurs actions ? Telle est la question centrale à laquelle se propose de répondre ce nouveau numéro (113) de la Revue d'Economie Financière, sous la direction de Christian Bordes et Robert Raymond et des plus brillants experts de la question (banquiers centraux, universitaires, économistes). Des réponses à travers quatre thèmes : réaction des banques centrales face à la crise ; leur répercussion sur les pays tiers ; gouvernance et indépendance des banques centrales ; quels sont leurs nouveaux défis. Avec en filigrane l'interrogation sur le rôle contrasté de la BCE. Une nouvelle fois une contribution extrêmement précieuse à la réflexion économique-monnaire.

**LA FRANCE, PAYS INNOVANT ? Forces et faiblesses de l'innovation en France**

**Pierre Battini**

**L'Harmattan, 2014, 236 pages.**

Pierre Battini, économiste spécialiste des technologies, couronné par une mention d'honneur au Prix Turgot, pose la question de la performance française en matière d'innovation. Le paradoxe qu'il relève dans cette remarquable nouvelle parution, tient au fait que la France possède le système national d'innovation parmi les plus complets du monde, associé à des aides financières nombreuses et importantes et adossé à une qualité remarquable des laboratoires et une grande compétence des chercheurs nationaux. Elle n'est pourtant, en dépit des réussites individuelles de ses découvreurs, inventeurs, innovateurs, des frères Lumière à Luc Montagnier ou Roland Moreno, qu'un membre médiocre du groupe « des suiveurs » dans le classement mondial et jamais dans les premières places. L'auteur présente un diagnostic particulièrement clair de la situation de la création innovante en France à travers une très large documentation : elle est tout simplement paralysée par le trop plein de structures d'acteurs et de procédures. Aussi propose-t-il de sortir de cette situation paradoxale par des propositions frappées du bon sens et de son expertise, en insistant sur l'urgence pour que « la descente de la France innovante marque enfin un temps d'arrêt ».

**LIBEREZ L'EMPLOI. POUR SAUVER LES RETRAITES**

**Michel Godet**

**Odile Jacob, 2014, 314 pages.**

Dans cette nouvelle parution le très incisif et tonique Michel Godet, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et créateur du Cercle des Entrepreneurs du Futur, s'élève contre « le crime du chômage d'abondance » Il propose des voies et moyens « pour briser le consensus sur le chômage » et retrouver un niveau susceptible (5%) de sauver nos retraites. « Cri de colère » d'un auteur maintes fois consacré par ses pairs qui propose, chiffres à l'appui, de s'attaquer aux exceptions françaises : le temps de travail – trop faible -, le coût du travail – dissuasif pour l'emploi –, et de mettre fin à l'exclusion d'une partie de la jeunesse et à l'alourdissement inexorable des

dépenses publiques. Utilisant à merveille son sens bien connu de la formule : «il faudra travailler plus pour espérer ne pas gagner moins» ; « tant qu'on n'est pas dans l'iceberg, la croisière peut continuer mais la France se réveillera, comme en 1940, défaite ». Michel Godet ne laisse jamais ses lecteurs en sommeil, chacune de ses parutions et de ses interventions médiatiques « décape » le politiquement correct et l'ordre établi avec des vérités dérangementes telles que «pour libérer l'emploi, il faut des dirigeants compétents au service de l'intérêt général et s'inspirer de ce qui marche, déjà dans la France d'en bas». Il formule 20 propositions pour réformer le pays avec un fond d'optimisme dont il ne se départit finalement jamais : « le mal est en nous, le salut aussi ! ». Michel Godet, un auteur qui « fait du bien » au pays par sa lucidité sur le présent et sa vision (positive) de son futur.

### **SI LA BANQUE M'ETAIT CONTEE...**

**Jean-Philippe Bidault**

**Editions du Palio, 2014.**

Jean-Philippe Bidault, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure (Ulm) et de l'Institut de Haute Finance, dresse le portrait du banquier moderne, ce « Janus mal aimé du grand public » dont le métier repose néanmoins sur la confiance. Fidèle à sa méthode archéologique – inspirée de Michel Foucault – qui avait contribué au succès de son livre précédent (« Si l'argent m'était conté »), il s'interroge sur la figure du banquier au travers de cinq histoires qu'il retrace en remontant le temps. La première relate la saga du Crédit Lyonnais, fondé par Henri Germain, égaré dans la banque-industrie et sinistré dans l'incendie de son siège en 1996. La seconde décrit l'épopée de la Banque Industrielle de Chine, établie par Philippe Berthelot, immortalisé par Colette sous le pseudonyme de « seigneur-chat ». La troisième relate les efforts déployés sous Napoléon III par les frères Pereire afin de placer la banque universelle au service de l'industrie. Le quatrième récit retrace l'histoire de la branche française de la famille Rothschild, dont la fortune repose sur le pari de la défaite de Waterloo. Le dernier chapitre restitue un dialogue entre Necker, Talleyrand et Mirabeau, qui jette les bases de la banque moderne. Le croisement de ces histoires permet de mieux comprendre pourquoi la figure du banquier a inspiré les plus illustres écrivains et continue à provoquer les plus grandes passions. L'auteur allie une connaissance

intime du monde bancaire, une large érudition littéraire, un sens inné de la mise en scène et une subtile maîtrise de l'ironie, qui rendent passionnante la lecture de son livre.

## **INTELLIGENCE ECONOMIQUE ET LOBBYING AU CRIBLE DES VALEURS PUBLIQUES**

**Marina Rival, Frank Bournois, Véronique Chanut (directeurs)**

**Editions Eska, 2014, 300 pages .**

Les 17 co-auteurs adoptent une approche originale – à la fois méthodique et pluridisciplinaire – des interactions entre les fonctions d'intelligence économique et de *lobbying* dans la sphère publique. Ils observent les différences entre l'intelligence économique « à la française » et la *business intelligence* anglo-saxonne. Ils s'interrogent notamment sur les dangers encourus par les valeurs publiques, en raison du développement de ces deux fonctions aux visées principalement « affairistes ». Ils constatent une « néo-libéralisation » des valeurs publiques régissant l'intelligence économique. Ils explorent les pratiques d'intelligence économique des PME. Ils comparent les différentes formes de la lutte contre la criminalité – et notamment, contre la cyber-criminalité – qui constitue le stade ultime des actions de business intelligence. Ils montrent que les législations anti-corruption concilient de plus en plus difficilement les valeurs de marché et les valeurs publiques. Ils analysent l'évolution des actions menées par les *think tanks* et les organisations internationales (notamment l'OCDE). Ils étudient enfin les cas des actions des *lobbyists* routiers français, puis de la Lyonnaise des Eaux, en montrant comment les valeurs publiques sont invoquées afin de légitimer des intérêts privés. Les auteurs illustrent leurs différentes analyses d'exemples originaux et de données chiffrées récentes qui confèrent à leur collectif un statut d'ouvrage de référence.



## **LE CERCLE TURGOT**

### **Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901**

Siège social : 14, rue Pergolèse – CS 11655 - 75773 PARIS Cedex 16

Conférences : Maison de la Chasse et de la Nature, 75003 PARIS

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **Président d'Honneur Fondateur :**

Jean-Louis CHAMBON, Président du Prix Turgot

#### **Président :**

François PEROL, Président du Directoire de BPCE

#### **Vice-Présidents :**

Patrick COMBES, DG Viel – Philippe DESSERTINE, DG IHFI – Nicolas BOUZOU, Président Astérès

#### **Administrateurs :**

Michel BON, Frank BOURNOIS, Pascal BLANQUE, Jean-Gilles SINTÈS, Jean-Bernard MATEU, Jean-Jacques PLUCHART, Pierre SABATIER, Jacques-Henri DAVID, Christian WALTER, Yves MESSAROVITCH, Hubert RODARIE, François PEROL, Michel SCHELLER

#### **Trésorier :** Michel GABET

## **Les carnets de lecture du Cercle Turgot**

Le **Cercle Turgot** est une communauté de réflexion à vocation économique et financière, qui réunit des experts issus du monde de l'entreprise (industriels et banquiers) et de la fonction publique (hauts fonctionnaires et universitaires). Son objet est de développer et d'échanger des connaissances et de formuler des propositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'économie financière contemporaine. Le Cercle a notamment pour membres les lauréats et des nommés du Prix Turgot du meilleur livre d'économie financière francophone décerné chaque année sous l'égide du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ces **carnets de lecture**, rédigés par le président fondateur et un administrateur du Cercle Turgot, restituent les analyses de 230 ouvrages parmi les plus représentatifs des divers courants de la pensée économique et financière, qui ont traversé les milieux professionnels et intellectuels face aux multiples crises survenues au cours des trente dernières années. Leur fidèle restitution dans ces Carnets s'inscrit bien dans la mission du Cercle Turgot, qui est de contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes économiques et financiers mondiaux et de favoriser la recherche d'une meilleure régulation des marchés et d'un exercice plus efficient des métiers de la finance.

Edition : collection Turgot (juin 2014)

Copyright : Cercle Turgot

Couverture : baron Turgot (Google image)